

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

FILIÈRES ET INNOVATION

Sommaire

| | |
|--|-----|
| EXPOSÉ DES MOTIFS | 3 |
| PROJET DE DÉLIBÉRATION | 6 |
| ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION | 11 |
| Annexe 1 - Macom | 12 |
| Annexe 2 - Fiche Projet CETIM | 15 |
| Annexe 3 - Convention Cetim | 18 |
| Annexe 4- FP Louis Braille | 27 |
| Annexe 5 - Pack IA fiche projet | 31 |
| Annexe 6- Convention Pack IA | 37 |
| Annexe 7 - Convention Pack IA | 48 |
| Annexe 8 -Convention de partenariat AI4Health 2025 | 63 |
| Annexe 9 - Convention challenge IA CNES | 98 |
| Annexe 10 - Convention challenge IA manufacturing | 131 |
| Annexe 11-FP Chaire IA | 180 |
| Annexe 12 - Convention Chaire IA | 183 |

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Soutien au grand projet de R&D MACOM

Le soutien à la structuration des filières d'excellences est une des priorités de la stratégie de développement économique de la région. Le grand projet de recherche & développement de MACOM vient s'inscrire dans cet objectif de réindustrialiser le territoire par l'innovation. Le projet permettra ainsi de développer des composants optiques particulièrement stratégiques pour la filière aérospatial et défense, et donc pour la France et l'Europe. Il est donc proposé de soutenir le projet à hauteur de **2 000 000€** en autorisation de programme.

2. Soutien aux PME et ETI industrielles, notamment de l'aéronautique et de la défense, via le programme Compétitivité et Décarbonation de l'Industrie

Les PME et ETI industrielles ont des enjeux d'excellence opérationnelle, de transfert technologique et de décarbonation, qui impactent leur compétitivité. Etant donnée la montée en cadence des industries du secteur de la défense et l'attente des donneurs d'ordre du secteur aéronautique en ce qui concerne l'excellence opérationnelle, il paraît pertinent de cibler notamment ces secteurs.

Il est donc proposé de soutenir 64 PME et ETI industrielles, dont 20 à 30 dans les secteurs de l'aéronautique et de la défense, afin d'accompagner les transformations nécessaires à un tissu industriel plus performant, puissant et moins carboné. Le présent rapport propose l'attribution d'une subvention d'un montant de 1 050 000 € au CETIM à cet effet.

3. Soutien au Grand Lieu d'Innovation « Campus Louis Braille » porté par le GIP Campus Louis Braille

Dans le cadre de sa politique de soutien à des lieux d'innovation et conformément aux axes prioritaires de la stratégie régionale Smart santé, le présent rapport propose l'attribution d'une subvention de 800 000 € d'autorisation de programme pour soutenir le projet campus Louis Braille, un pôle majeur d'innovation au cœur de la région Île-de-France, qui permettra de structurer une filière à fort impact fédérant innovation, recherche et formation au service de l'autonomie des personnes déficientes visuelles. Véritable lieu d'excellence, ce campus favorisera également l'intégration et le développement de startups à fort potentiel sur ces sujets.

4. Pack IA

Le présent rapport propose de soutenir dans sa phase 5 le pack IA pour un montant total de **989 250 €**, le Pack IA a déjà permis à près de 130 PME et ETI d'être accompagnées dans leur premier projet en Intelligence Artificielle et gagner ainsi en compétitivité. Le montant voté permettrait d'accompagner 35 entreprises supplémentaires.

5. Mise en œuvre des challenges 2025 IA Santé (*Inserm*) ; IA Space (*CNES*) et IA Manufacturing

Le développement de l'Intelligence artificielle constitue une priorité pour la Région qui souhaite mettre cette technologie au service de la transformation des industries de santé et spatiales.

Par ailleurs, la stratégie smart santé 2023-2026 identifie les neurosciences comme un axe prioritaire, tout comme le sont le bien-vieillir et la longévité en bonne santé en matière de Silver

Economie. De la même manière, l'analyse des données satellitaires est indispensable pour l'autonomie stratégique nationale, afin de comprendre, anticiper et gérer les enjeux environnementaux, économiques et sécuritaires. Enfin, la réindustrialisation et le renforcement de la compétitivité industrielle par l'innovation sont clés.

C'est donc dans ces différentes perspectives politiques que la Région entend lancer ses prochains challenges IA (i) sur la maladie d'Alzheimer, avec d'une part, l'Inserm, et d'autre part, Medicen et le biocluster Brain&Mind ; (ii) sur l'analyse géospatiale avec le CNES ; (iii) sur l'industrie avec Michelin, Fives et l'EIT Manufacturing.

Les conventions formalisant ces partenariats vous sont ici proposées.

6. Financement d'outils de communication pour les actions de développement économique

Afin de renforcer la visibilité de la Région auprès des bénéficiaires de ses aides économiques, il est proposé l'affectation d'une enveloppe de 150 000 € afin de financer des outils de communication, tels que la participation au village Femtech du salon Medintechs les 9 et 10 mars 2026 comme une mesure d'accompagnement à la création et au développement du fond Femtech.

7. Financement d'ingénierie de projets

La Région souhaite renforcer sa capacité en matière d'ingénierie de projet et propose, à cette fin, de se doter de moyens ponctuels d'ingénierie spécialisée. La présente délibération a pour objet d'autoriser le recours à des prestations ciblées, venant en appui et en complémentarité des compétences internes de la Région.

Il est ainsi proposé à la Commission permanente d'approuver l'affectation d'une enveloppe de **200 000 €** destinée au financement de missions d'ingénierie de projets complexes.

8. Soutien à la Chaire IA et emploi (Hi ! Paris)

HEC Paris a sollicité la Région Île-de-France pour cofinancer la chaire sur l'IA et l'emploi confiée par Hi! Paris à l'économiste Antonin Bergeaud.

L'économiste mènera entre 2026 à 2028 des travaux sur l'impact de l'IA sur l'emploi, la productivité et la croissance. Le partenariat scientifique avec la Région lui donnera accès à des données territoriales d'intérêt relatives aux entreprises, travailleurs franciliens, et bénéficiaires des politiques franciliens, et à des terrains d'enquête.

D'intérêt général, les travaux réalisés renforceront la capacité prospective de la Région, d'adaptation de ses politiques d'innovation, de développement économique, de formation et d'orientation. Ils mettront à sa disposition une cartographie de l'effet de l'IA sur l'emploi et les métiers franciliens, un diagnostic du niveau d'intégration de l'IA par le tissu économique francilien, ainsi que de l'impact de l'IA sur la productivité et la compétitivité du territoire. Ils permettront enfin de qualifier l'efficacité des différents leviers de politique publique visant à soutenir l'intégration de l'IA par les entreprises.

La participation régionale proposée est de 30 333 €/an, soit 91 000 € de 2026 à 2028, en complément des 240 000€ apportés par Hi! Paris et des financements privés.

Article 9. Transfert de crédits

Pour permettre la réalisation des actions de ce rapport, il convient de procéder au transfert de 309 000 € d'autorisation d'engagement disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » vers le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP632-005 « Industrie, commerce et artisanat », action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat ».

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 20 NOVEMBRE 2025

FILIÈRES ET INNOVATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié par les règlements (UE) 2017/1084, (UE) 2020/972, (UE) 2021/1237, et (UE) 2023/1315;

VU le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le règlement (UE) 2023/2832 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement (UE) n° 651/2014, publié au JOUE L187 du 26 juin 2014 et modifié par les règlements (UE) 2017/1084, (UE) 2020/972, (UE) 2021/1237, et (UE) 2023/1315;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU les délibérations n° CP 05-1004 du 16 décembre 2005, 09-982 du 22 octobre 2009, 16-357 du 12 juillet 2016 et 2018-027 du 24 janvier 2018, relatives au soutien régional aux projets de R&D ;

VU la délibération n° CR 63-07 du 27 septembre 2007 relative à l'emploi et aux filières pour favoriser le développement des PME-PMI franciliennes ;

VU la délibération n° CR 36-15 du 10 juillet 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017, relative à l'ajustement de la délibération cadre n° CR 78-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique de soutien à l'innovation ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée, relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR n° 2017-101 du 19 mai 2017 relative à la politique de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation ;

VU la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 relative à devenir la première smart région d'Europe ;

VU la délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 relative à l'aménagement numérique et aux actions en faveur du développement économique ;

VU la délibération n° CP 2018-483 du 17 octobre 2018 relative à la stratégie smart industrie ;

VU délibération n° CP 2018-052 du 22 novembre 2018 relative au plan en faveur du développement de l'Intelligence artificielle ;

VU la délibération n° CP 2019-163 du 19 mars 2019 relative à l'adoption de la convention-type « Soutien aux Grands Projets de RDI » ;

VU la délibération n° CP 2019-194 du 22 mai 2019 relative au soutien à l'innovation dans l'industrie ;

VU la délibération n° CP 2020-529 du 18 novembre 2020 relative à l'innovation et l'industrie ;

VU la délibération n° CP 2020-C33 du 18 novembre 2020 relative aux diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-276 du 22 juillet 2021 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant sur l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-440 du 19 novembre 2021 portant sur le soutien aux entreprises et l'accompagnement de la stratégie régionale ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative au Schéma Régional de Développement Economique et d'Innovation d'Ile-de-France 2022-2028 (SRDEII) ;

VU la délibération n° CP 2022-188 du 20 mai 2022 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 relative au Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durées d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2ème rapport 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-261 du 5 juillet 2023 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2023-327 du 21 septembre 2023 portant sur les filières et l'innovation ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-332 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien au grand projet de R&D de Macom France

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien de la Région aux grands projets de R&D » au financement du PEGASE 2026 figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'octroi d'une subvention d'un montant total de **2 000 000€**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention conforme à la convention-type, approuvée par délibération n° CP 2019-194 du 22 mai 2019 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **2 000 000€** au titre du dispositif « Soutien aux grands projets de Recherche, Développement et Innovation », prélevée sur le chapitre 906 « action économique », code fonctionnel 67 « recherche et innovation », programme HP 67-002 « Incubateurs et grands projets d'innovation », action 16700210 « Incubateurs et grands lieux d'innovation » du budget 2025.

Article 2 : Soutien au programme compétitivité et décarbonation de l'industrie, avec un focus sur les secteurs de l'aéronautique et de la défense

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » une subvention d'un montant maximum de 1 050 000 € au CETIM pour accompagner la modernisation, la transformation et la décarbonation des PME et ETI industrielles franciliennes dont le projet est détaillé dans la fiche projet en annexe 2 la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 1 050 000 € sur le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP632-005-1 « Industrie, commerce et artisanat », Action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat », du budget régional 2025.

Article 3 : Soutien au Grand Lieu d'Innovation « Campus Louis Braille »

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation au financement du projet « Campus Braille », tel que décrit dans la fiche-projet en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention de **800 000 €** en faveur du GIE Louis Baille.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de convention conforme à la convention-type, adoptée par délibération n° CP 2024-232 du 27 septembre 2024 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **800 000 €** disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP 67-002 « Incubateurs et grands projets d'innovation », action 16700210 « Incubateurs et grands lieux d'innovation » du budget 2025.

Article 4 : Pack IA - Saison 5 - Pilotage

Décide de participer, au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement TPE/PME » au financement du dispositif d'accompagnement à l'appropriation des technologies d'Intelligence Artificielle pour les PME et ETI franciliennes, porté par le Hub France IA et l'Institut Mines Telecom, tel que décrit en annexe 5 de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 212 250 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de la convention spécifique figurant en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 135 930 € à destination du Hub France IA au titre du dispositif de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME prélevée sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-005 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » et action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 76 320 € à destination de l'IMT au titre du dispositif de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME prélevée sur le Chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », Programme HP 632-005 "Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » et action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

Article 5 : PACK IA - Saison 5 - Volet Réalisation

Décide de participer, au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement TPE/PME » au financement du Pack IA, tel que décrit en annexe 7 de la présente délibération, par l'attribution d'un montant maximum prévisionnel de 777 000 €.

Approuve la convention de mandat relative au dispositif Pack IA entre la Région et l'IMT jointe en annexe 7 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 777 000 € à destination de l'IMT, au titre du dispositif de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME prélevée sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-005 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » et action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

Article 6 : Convention de Partenariat relative au Challenge IA Santé 2025

Approuve la convention de partenariat relative à l'organisation du Challenge IA Santé 2025 jointe en annexe 8 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 7 : Convention Challenge IA / CNES

Approuve la convention de partenariat relative à l'organisation du Challenge AI for Geospatial analysis 2025 jointe en annexe 9 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 8 : Convention de Partenariat Paris Region Challenge AI for Manufacturing 2025

Approuve la convention de partenariat relative à l'organisation du Paris Region Challenge AI for Manufacturing 2025 jointe en annexe 10 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 9 : Financement d'outils de communication pour les actions de développement économique

Affecte une autorisation d'engagement de 150 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-005 « Industrie, commerce, artisanat », action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

Article 10 : Appui en ingénierie de projets

Affecte une autorisation d'engagement de 200 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-005 « Industrie, commerce, artisanat », action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

Article 11 : Soutien à la chaire IA Hi! Paris

Décide de participer, au titre de la « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME », au financement de la chaire « IA, impact et innovation » confiée à Antonin Bergeaud par Hi! Paris, par l'attribution d'une subvention d'un montant total de 91 000 € (30 300 €/an de 2026 à 2028), figurant en annexe 11 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention spécifique figurant en annexe 12 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 91 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « recherche et innovation », programme HP 67-002 « Soutien à l'innovation », action 16700206 « Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion » du budget 2025.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Macom

DOSSIER N° 25004529 - Soutien grand projet de R&D MACOM

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167002-400

Action : 16700210- Incubateurs et grands lieux d'innovation

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Grands projets de R&D | 8 014 200,00 € HT | 24,96 % | 2 000 000,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 2 000 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MACOM TECHNOLOGY SOLUTIONS
FRANCE

Adresse administrative : 2 RUE DU MOULIN
94450 LIMEIL-BREVANNES

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur David O'CARROLL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2026 - 31 janvier 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet de MACOM France vise à installer une nouvelle ligne pilote industrielle sur le site de Limeil-Brévannes (94) pour produire des composants électroniques pour des applications aérospatial et défense.

Cette ligne pilote permettra ainsi de produire des composants électroniques essentiels à l'autonomie stratégique de la France et de l'Europe, de par l'excellence opérationnelle et d'innovation de Macom France. L'entreprise pourra grâce à ce projet couvrir l'intégralité de la chaîne de valeur de production de composants critiques pour la défense européenne. Soutenu par des acteurs franciliens de la filière aérospatial et défense, ce projet a des retombées économiques substantielles pour la région. Il vise à créer 40 ETP sur la durée du projet de R et D en 2028, et permettra de créer au global et sur les volets industriels 100 ETP en 2029 et 150 en 2030.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--|--------------|----------|
| Libellé | Montant | % |
| Dépenses de personnel | 4 253 500,00 | 53,07% |
| Frais généraux et achats consommés ou incorporés | 900 700,00 | 11,24% |
| Prestations et sous-traitance | 200 000,00 | 2,50% |
| Investissements non récupérables (affectés au programme) | 660 000,00 | 8,24% |
| Amortissements des investissements récupérables (sur durée du programme) | 2 000 000,00 | 24,96% |
| Total | 8 014 200,00 | 100,00 % |

| Recettes (€) | | |
|--------------------------------|--------------|----------|
| Libellé | Montant | % |
| Financements MACOM en propre | 6 014 200,00 | 75,04% |
| Subvention Région (sollicitée) | 2 000 000,00 | 24,96% |
| Total | 8 014 200,00 | 100,00 % |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement (5.2.1) - développement expérimental

Annexe 2 - Fiche Projet CETIM

DOSSIER N° 25003284 - Soutien à l'accompagnement compétitivité et décarbonation de l'industrie

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-632-65742-163005-400

Action : 16300506- Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) | 1 750 450,00 € HT | 59,98 % | 1 050 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 1 050 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CETIM CTRE TECHNIQUE INDUSTRIE MECANIQUE

Adresse administrative : 52 AV FELIX LOUAT
60300 SENLIS

Statut Juridique : Centre Technique Industriel

Représentant : Monsieur Daniel RICHET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La présente action vise à accompagner les PME et ETI industrielles franciliennes dans l'accroissement de leur compétitivité et leur décarbonation. Le programme vise une soixantaine d'entreprises industrielles.

Les secteurs de la défense et de l'aéronautique sont ciblés en particulier et l'objectif est d'accompagner entre 20 et 30 entreprises de ces secteurs tout en répondant à leurs besoins spécifiques. Il s'agit en effet d'accompagner la montée en cadence du secteur tout en visant l'amélioration de l'excellence opérationnelle et de la maturité industrielle qui sont des préalables à une labélisation plébiscitée par les donneurs d'ordre (Aéroexcellence).

Le Cetim, pilote d'un consortium incluant la CCI et Space Aero, mettra en œuvre le programme. L'accompagnement est composé de deux parties : une première partie de diagnostic et une seconde partie d'accompagnement.

L'accompagnement a une durée de 5 à 15 jours selon les besoins de l'entreprise. Les diagnostics et accompagnements seront réalisés par les experts du CETIM ou ses partenaires. Le CETIM se charge de la mise en adéquation du dirigeant avec l'expert pertinent dans le cadre de la coordination globale qu'il assure.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | | Recettes (€) | | |
|---|--------------|----------|--------------------------------|--------------|----------|
| Libellé | Montant | % | Libellé | Montant | % |
| Commercialisation, recrutement et gestion | 436 450,00 | 24,93% | Fonds partenaires | 700 450,00 | 40,02% |
| Accompagnement | 1 314 000,00 | 75,07% | Subvention Région (sollicitée) | 1 050 000,00 | 59,98% |
| Total | 1 750 450,00 | 100,00 % | Total | 1 750 450,00 | 100,00 % |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Annexe 3 - Convention_Cetim

CONVENTION N°25003284 - Accompagnement à la modernisation et à la transition écologique des PME et ETI industrielles

‘Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2024-332 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d’une part,

et

Centre Technique des Industries Mécaniques (CETIM),
Centre technique industriel régi par les articles L521.1 à L521.13 du code de la recherche
N° SIRET : 775 629 074 000 11,
sis 52 avenue Felix Louat – CS 80067 - 60304 SENLIS CEDEX,
représenté par Monsieur Daniel Richet, dûment habilité en vertu de Directeur Général
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d’autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d’obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Politique de soutien à l’entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » adopté par délibération de l’Assemblée délibérante CR2017-141 du 6 juillet 2017.

L’attribution par la Région d’une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base des régimes d’aides :

- SA.111723RDI (ex SA58995) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, n° 2021/1237 du 23 juillet 2021, n° 2023/1315 du 23 juin 2023 et n° 2023/1315 du 23 juin 2023 relatif à : aides en faveur des pôles d’innovation.

- Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l’intermédiaire transparent.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2025-332 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le Centre Technique des Industries Mécaniques (CETIM), pour la réalisation de l’opération suivante dont le descriptif complet figure dans l’annexe à la présente convention : Accompagnement à la modernisation et à la transition écologique des PME et ETI industrielles (référence dossier n° 25003284).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 59,98 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s’élève à 1 750 450,00€ HT, soit un montant maximum de subvention de 1 050 000,00€.

Le plan de financement prévisionnel de l’opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l’annexe à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe à la présente convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX AIDES D'ETAT

Autorise le bénéficiaire à reverser une partie de la subvention régionale dans les conditions suivantes :

- 53 587,00 € à la CCI Paris Ile-de-France (estimation prévisionnelle) concernant le volet « Commercialisation, recrutement et gestion »
- 11 900,00 € à SPACE aero (estimation prévisionnelle) concernant le volet « Commercialisation, recrutement et gestion »

Pour le volet « Commercialisation, recrutement et gestion » ces aides sont octroyées dans le respect du régime SA.111723 RDI (ex SA58995) adopté sur la base du RGECE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, n° 2020/972 du 2 juillet 2020, n° 2021/1237 du 23 juillet 2021, n° 2023/1315 du 23 juin 2023 et n° 2023/1315 du 23 juin 2023 relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation.

Pour le volet « Accompagnement des entreprises » ces financements sont octroyés conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Dans ce cadre, le bénéficiaire et les membres du consortium sont chargés de répercuter l'intégralité de l'aide prévue au regard du montant des aides reversées tel qu'indiqué dans la fiche projet sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement à la modernisation et à la transition écologique des PME et ETI industrielles. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par bénéficiaire final.

Le bénéficiaire et les membres du consortium seront chargés d'appliquer la réglementation des aides d'Etat notamment le régime d'aide le régime d'aide en faveur des PME SA.111728 (catégorie aides aux services de conseil en faveur des PME) ou le règlement de minimis modifié (règlement UE 2023/2831 du 13 décembre 2023 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final.

Ils devront ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide (notamment via la déclaration des aides perçues par les bénéficiaires finaux), lui notifier la nature et le montant de l'aide. Le bénéficiaire et les membres du consortium s'engagent ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la réglementation européenne relative aux aides d'Etat, le bénéficiaire et les membres du consortium transmettent annuellement à la région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final. Ces éléments de reporting permettent de s'assurer de la répercussion intégrale de l'aide régionale sur les bénéficiaires finaux.

Ainsi, le bénéficiaire et les membres du consortium se soumettent aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la réglementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide n'est pas répercutée sur les bénéficiaires finaux, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Le bénéficiaire et les membres du consortium conservent l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la réglementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Le bénéficiaire et les membres du consortium s'engagent à tenir une comptabilité séparée ou analytique permettant de justifier, à la fois, l'absence de subvention croisée entre les deux volets et également la répercussion totale de l'aide auprès des bénéficiaires finaux.

Répartition prévisionnelle des ressources allouées au projet :

| | Subvention Région | % | Contribution entreprises et fonds propres consortium | Total |
|---|-------------------|------|--|-----------|
| Commercialisation, recrutement et gestion | 264 300 | 25% | 172 150 | 436 450 |
| Accompagnement entreprises (PME et ETI) | 785 700 | 75% | 528 300 | 1 314 000 |
| Total | 1 050 000 | 100% | 700 450 | 1 750 450 |

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le cumul du montant des avances à verser est limité à 80 % du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances et à l'échéance des délais de caducité de la subvention mentionnée à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- l'attestation de publication d'offre de stage ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un

versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 20 novembre 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe « présentation du projet » adoptée par délibération N° CP2025-332 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le,

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France,
Valérie Pécresse

Le,

Le bénéficiaire
Centre Technique des Industries Mécaniques (CETIM),
Daniel Richet, Directeur Général

Annexe 4- FP Louis Braille

DOSSIER N° 25004541 - Soutien au Grand Lieu d'Innovation « Campus Louis Braille »

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167002-400

Action : 16700210- Incubateurs et grands lieux d'innovation

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Lieux d'innovation – projets d'investissement | 2 000 000,00 € HT | 40,00 % | 800 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 800 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAMPUS LOUIS BRAILLE

Adresse administrative : 5 AVENUE DANIEL LESUEUR
75007 PARIS

Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Economique

Représentant : Monsieur Xavier MUSCA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2026 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet ambitionne de faire du campus Louis Braille un pôle majeur d'innovation au cœur de la région Île-de-France, lui permettant de structurer une filière à fort impact social qui fédère innovation, recherche, entreprises de toutes tailles et formation au service de l'autonomie des personnes déficientes visuelles. Véritable lieu d'excellence, ce campus favorise également le développement de startups.

Fondé par l'Institut National des Jeunes Aveugles (INJA) ainsi que les associations ApiDV, Valentin Haüy et Voir Ensemble, le campus souhaite renforcer la valorisation de ses espaces, afin de structurer un véritable hub de recherche, de formation et d'innovation.

Dans cette perspective, le consortium constitué juridiquement sous forme de Groupement d'Intérêts Economiques (GIE) sollicite un financement pour réaliser des travaux et des aménagements, dans une logique complémentaire et cohérente. :

- Le startup studio du campus : L'INJA prévoit, au 56 boulevard des Invalides, la création d'un espace de 400 m² d'accueil et de coworking pour startups, en plein cœur de Paris, destiné à stimuler l'émergence de projets innovants autour de la déficience visuelle.

- Le centre de convention du campus : Voir Ensemble propose un lieu entièrement rénové, sur 350 m², dédié à l'organisation de conventions internationales, séminaires et événements collaboratifs autour des enjeux de l'inclusion et de la recherche. Ce centre de convention disposera en outre de 20 lits pour accueillir les speakers et chercheurs

internationaux.

- Le club du campus : ApiDV souhaite aménager un espace de vie, sur 180 m², destiné aux étudiants, startups, clubs et communautés du campus, favorisant l'échange, l'expérimentation et la cocréation.

Le projet cible principalement les acteurs de l'innovation inclusive et de l'accessibilité pour les personnes déficientes visuelles : startups, chercheurs, institutions publiques, fondations, mutuelles et entreprises partenaires.

Le marché est en forte croissance, portée par la demande croissante en solutions accessibles et inclusives, ainsi que par le soutien des acteurs publics et associatifs.

La barrière à l'entrée est significative : le projet combine expertise spécialisée, infrastructures adaptées et réseau consolidé, ce qui rend difficile la duplication à court terme.

L'ambition collective est de faire du Campus Louis Braille, sur quasiment 1 000 m², un écosystème vivant, ouvert, accessible et propice à l'innovation sociale et technologique au service des personnes déficientes visuelles.

Une attention particulière sera portée à l'accessibilité des aménagements grâce notamment à des guidages adaptés pour les personnes en situation de handicap visuel.

Les travaux sont prévus de janvier 2026 jusqu'à fin 2026.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|------------------------|--------------|----------|
| Libellé | Montant | % |
| Rénovation | 1 340 000,00 | 67,00% |
| Equipement | 570 000,00 | 28,50% |
| Informatique | 30 000,00 | 1,50% |
| Matériel audio / vidéo | 30 000,00 | 1,50% |
| Mobilier | 20 000,00 | 1,00% |
| Aménagement | 10 000,00 | 0,50% |
| Total | 2 000 000,00 | 100,00 % |

| Recettes (€) | | |
|--------------------------------------|--------------|----------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres des structures | 300 000,00 | 15,00% |
| Emprunts banque des territoires | 700 000,00 | 35,00% |
| Subvention Régionale | 800 000,00 | 40,00% |
| Subvention Agence régionale de santé | 200 000,00 | 10,00% |
| Total | 2 000 000,00 | 100,00 % |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s)

d'aides :

SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)

Annexe 5 - Pack IA fiche projet

DOSSIER N° 25004524 - PACK IA - Saison 5 - Pilotage - HUB FRANCE IA

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-632-65748-163005-400

Action : 16300506- Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|
| Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) | 271 860,00 € TTC | 50,00 % | 135 930,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 135 930,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUB FRANCE IA

Adresse administrative : 229 RUE SAINT HONORE
75001 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame TEHRAOUI RIM, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2025 - 30 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre de la stratégie IA 2021 de la Région Île-de-France, il a été convenu que pour lever les freins qui se posent aux PME et ETI dites « traditionnelles » dans leur accès aux technologies d'IA, la Région mettra en place le Pack IA, un parcours exhaustif et personnalisé d'accompagnement pour les PME et ETI. Ce Pack comprendra une brique de conseil personnalisé et pourra aller jusqu'au soutien à la mise en production pérenne de la solution d'Intelligence artificielle identifiée.

Suite à l'AMI réalisation de diagnostics et d'accompagnement de dirigeants de PME franciliennes dans leurs projets de transformation 2019-2021, le consortium piloté par le Hub France IA et IMT-Teralab a été identifié comme étant le plus adapté pour réaliser le projet.

Le dispositif a ainsi permis à plus de 130 entreprises franciliennes d'accroître très rapidement leur compétitivité en mobilisant l'Intelligence artificielle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la

République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|-------------------|------------|-------------|
| Libellé | Montant | % |
| Frais de pilotage | 271 860,00 | 100,00 % |
| Total | 271 860,00 | 100,00 % |

| Recettes (€) | | |
|-------------------|------------|-------------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Région | 135 930,00 | 50,00% |
| Fonds propres | 135 930,00 | 50,00% |
| Total | 271 860,00 | 100,00 % |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)

Commission permanente du 20 novembre 2025 - CP2025-332

DOSSIER N° 25004530 - PACK IA - Saison 5 - Pilotage - IMT

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-632-657381-163005-400

Action : 16300506- Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) | 152 640,00 € TTC | 50,00 % | 76 320,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 76 320,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT MINES TELECOM DIRECTION GENERALE
Adresse administrative : 19 PLACE MARGUERITE PEREY
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Cécile DUBARRY, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2025 - 30 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre de la stratégie IA 2021 de la Région Île-de-France, il a été convenu que pour lever les freins qui se posent aux PME et ETI dites « traditionnelles » dans leur accès aux technologies d'IA, la Région mettra en place le Pack IA, un parcours exhaustif et personnalisé d'accompagnement pour les PME et ETI. Ce Pack comprendra une brique de conseil personnalisé et pourra aller jusqu'au soutien à la mise en production pérenne de la solution d'Intelligence artificielle identifiée.

Suite à l'AMI réalisation de diagnostics et d'accompagnement de dirigeants de PME franciliennes dans leurs projets de transformation 2019-2021, le consortium piloté par le Hub France IA et IMT-Teralab a été identifié comme étant le plus adapté pour réaliser le

projet.

Le dispositif a ainsi permis à plus de 130 entreprises franciliennes d'accroître très rapidement leur compétitivité en mobilisant l'Intelligence artificielle.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | | Recettes (€) | | |
|-------------------|------------|----------|---------------|------------|----------|
| Libellé | Montant | % | Libellé | Montant | % |
| Frais de pilotage | 152 640,00 | 100,00 % | Subvention | 76 320,00 | 50,00% |
| | | | Fonds propres | 76 320,00 | 50,00% |
| Total | 152 640,00 | 100,00 % | Total | 152 640,00 | 100,00 % |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)

Annexe 6- Convention Pack IA

PACK IA - CONVENTION DE PARTENARIAT

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CP 2025-332 du 20 novembre 2025,

Ci-après dénommée « la Région » ;

D'une part ;

L'association HUB France IA,

Association loi 1901 ,

dont le siège social est : 8-10 rue Charles V- 75004 Paris

SIRET : 832 202 113 00011

Représentée par son Président, Monsieur Antoine COURET,

Ci-après dénommée « le HUB » ;

L'Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, régi par le décret n°2012-279 du 28 février 2012 modifié par le décret n°2016-1527 du 14 novembre 2016, n° SIRET : 180 092 025 00089 - code APE : 8542 Z, sis 19 Place Marguerite Perey, représenté par **Madame Cécile Dubarry, Directrice Générale**, ou son représentant habilité ;

Ci-après dénommée « IMT » ;

Ci-après dénommé le ou les « Pilote(s) » ;

D'autre part ;

Après avoir rappelé :

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durées d'amortissement ;

Les objectifs de la Région en matière de développement économique visant à soutenir et accompagner les PME franciliennes dans leur démarche de modernisation vers l'industrie tel qu'inscrit dans la **Stratégie Smart Industrie 2017-2021 n° CR n° CR 2017-130 7 juillet 2017 et** la délibération CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à

la politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME.

La Région informe les bénéficiaires que ces aides sont allouées sur la base du régime d'aide :

SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié par les règlements (UE) 2017/1084, (UE) 2020/972, (UE) 2021/1237, et (UE) 2023/1315, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)

PREAMBULE

Le PACK IA est l'opération emblématique du plan IA2021 annoncé par la Présidente en octobre 2018 et consiste en un **parcours d'accompagnement personnalisé sans précédent pour favoriser l'intégration de solutions d'IA dans les PME et ETI**, du stade de l'idéation jusqu'à la mise en production. Il vise avant tout à lever les freins à l'adoption de l'IA que sont **le coût d'un projet IA, le manque d'expertise interne, la complexité de la mise en œuvre et l'identification du cas d'usage pertinent**.

La plateforme TeraLab, plateforme développée par l'IMT, sera utilisée dans la mise en œuvre de Pack IA.

L'action Pack IA s'articule autour de 2 volets distincts : le volet 1 dit de pilotage qui comprend les actions du Hub France IA et de l'IMT pour la coordination et la mise en place de l'opération, le choix des réalisateurs adaptés aux besoins spécifiques de l'entreprise, le suivi du bon déroulé des projets et le bilan de l'opération, et le volet 2 dit de réalisation représentant la réalisation en tant que telle du projet.

La présente convention ne porte que sur le soutien Régional au volet 1.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Par délibération N° CP 2025-332 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir des Pilotes, sur la base de leur proposition dont le descriptif figure dans la fiche projet en Annexe à la convention (ci-après, « Proposition de projet » ou « la Proposition de projet »), par l'attribution aux Pilotes d'une subvention de fonctionnement pour un montant total de 212 250 € TTC soit 50% des dépenses éligibles, pour la période du 1^{er} décembre 2025 au 30 novembre 2026.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

2.1 OBLIGATIONS RELATIVES A LA REALISATION DU PROJET PACK IA SUBVENTIONNE

Les Pilotes s'engagent à assurer la mise en place, la coordination, le reporting, l'accompagnement et l'évaluation des Projets subventionnés.

Les Pilotes participent aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des Projets subventionnés, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente Convention de partenariat et des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des Projets et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

Les Pilotes s'engagent à ce que les subventions soient affectées, pour la durée de la présente convention de partenariat, à la Réalisation des Projets subventionnés et au Pilotage de la Réalisation du Proposition de projet.

Toute modification substantielle du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur la période.

Toutes actions entreprises dans le cadre de ce volet sont réalisées aux conditions de marché ou sont rémunérées à des tarifs en lien avec les coûts occasionnés par l'action.

2.2 OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

L'association Hub France IA s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

2.3 OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 3 offres de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

2.4 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Les Pilotes s'engagent à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire peut être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution du présent contrat et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité séparée

2.5 OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3. DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1. REPARTITION DES DEPENSES

Le projet comprend 2 volets :

Volet 1 « Pilotage » : il comprend la Mise en place de l'offre Pack IA, l'organisation des sessions Pack IA, l'accompagnement des projets et les finalisations annuelles. Ce volet est assuré par les pilotes qui recevront à ce titre respectivement pour le Hub et l'IMT 135 930 € et 76 320 € sur la base du régime d'aide SA SA.111723 RDI, catégorie pôles d'innovation.

Le volet 2 « Réalisation » sera évoqué dans une convention ultérieure.

3.2 CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, les Pilotes n'ont pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si les bénéficiaires établissent, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, les Pilotes disposent d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

3.3 MODALITES DE VERSEMENT

Pour chaque année, comme indiqué en Annexe 1, le Volet 1 « Pilotage » se divise chaque année en 4 phases :

Mise en place

Sessions Pack IA

Accompagnement Projet

Finalisation

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

3.3.1 Versement d'avances

Chaque année, à compter de la date de signature des présentes et à chaque date anniversaire, les bénéficiaires porteurs recevront comme avance :

100% du montant prévu au titre de la phase 1 « Mise en place » du Volet 1

30% pour la phase 2 « Sessions Pack IA » du Volet 1

30% pour la phase 3 « Accompagnement projet » au titre du Volet 1

30% pour la phase 4 « Finalisation » du Volet 1

Les Pilotes peuvent effectuer une demande d'avance supplémentaire à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'ils justifient ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

3.3.2 Versement d'acomptes

Versement d'acompte au titre du Volet 1 « Pilotage »

Les Pilotes peuvent demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Pilote.

Pour les actions portées par les Pilotes, la demande précise, dans un état récapitulatif des dépenses, notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Pour les actions du Volet 1, la demande de versement d'acompte par les Pilotes précise, dans un état récapitulatif :

- o Le montant total des dépenses déjà réalisées par le Pilote au titre du Volet 1,
- o La nature de la prestation réalisée par le Pilote au titre du Volet 1,

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Cette demande est accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses, précisant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle. Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

3.3.3 Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Pilote bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

La demande de versement de solde est accompagnée des documents suivants :

- o Pour chacun des volets du projet, les états récapitulatifs prévus ci-dessus pour le versement des acomptes.
- o Un compte rendu financier consolidé (bilan équilibré des dépenses consolidées et recettes consolidées) des actions subventionnées signé par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.
- o Un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- o l'attestation de publication d'offres de stage ou de contrats de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>.

3.3.4 Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'un des Pilotes bénéficiaires s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée à celui-ci peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 du présent contrat. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

3.4 ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

La prise en compte des dépenses va du 1er décembre 2025 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2. du présent contrat.

Les versements sont effectués sur le compte établi au nom de :

L'organisme : HUB

Code banque : 16958

Code guichet : 00001

N° de compte : 97101793660

Clé : 89

L'organisme : IMT

Code Banque : 10071

Code Guichet : 75000

N° de compte : 00001000450

Clé : 88

Pour la Région, le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire et expire au versement du solde de la subvention ou à défaut par application des règles de caducité prévues à l'article 3.2.

ARTICLE 5. RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au(x) bénéficiaire(s) une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant du présent contrat jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation du contrat implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6. RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée au Hub France IA en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7. MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification non substantielle de la convention fera l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 9. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la présente convention, ainsi que l'ensemble de ses annexes dont notamment l'Annexe 1 dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2025-332 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen en 3 exemplaires originaux

| | | |
|--|----------------------------------|---|
| Date : | Date : | Date : |
| Pour l'association HUB France IA Le Président | Pour IMT Le Directeur Général | Pour la Région Ile-de-France La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France |
| | | |

| | | |
|--|--|--|
| | | |
|--|--|--|

Annexe 7 - Convention Pack IA

Dispositif PACK IA - Saison 5 : Réalisation Convention de délégation de gestion

Entre :

- **La Région Ile-de-France**, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP2025-332 en date du 20 novembre 2025, ci-après dénommée la « **Région** »

Et

- **L’Institut Mines-Télécom**,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d’un grand établissement au sens de l’article L. 717-1 du code de l’éducation

Sis 19 Place Marguerite Perey - 91120 Palaiseau

Représenté par Madame Cécile Dubarry, Directrice Générale,

ci après dénommé « **Le délégataire** »

VU le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la loi 78-17 du Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durées d’amortissement ;

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Annoncé par la Présidente en octobre 2018 et entériné en CR 2018-052 de novembre 2018, la Région Ile-de-France a souhaité mettre l'Intelligence Artificielle (IA) au service de l'économie francilienne dans le cadre du plan IA 2021.

(<http://www.iledefrance.fr/toutes-les-actualites/un-plan-faire-de-l-ile-de-france-la-1ere-region-europeenne-intelligence-artificielle>)

Dans ce cadre, la Région s'est engagée à donner aux PME et ETI franciliennes les clés et les ressources pour utiliser davantage cette technologie au quotidien. La Région souhaite mobiliser les talents de l'Intelligence Artificielle franciliens pour résoudre les grands enjeux industriels de demain, en matière de santé, de sécurité, de mobilité ou d'emploi.

Le premier objectif de ce plan est de mettre l'IA au service de l'économie francilienne et en particulier de son industrie. La première mesure du plan concerne ainsi le Pack IA, qui permet de faciliter l'usage de l'IA pour les PME et ETI franciliennes.

En effet, pour lever les freins qui se posent aux PME et ETI dites « traditionnelles » dans leur accès aux technologies d'IA, la Région mettra en place le Pack IA, un parcours exhaustif et personnalisé d'accompagnement pour les PME et ETI. Ce pack comprendra une brique de conseil personnalisé, la production d'une solution logicielle d'Intelligence artificielle et la préparation de la mise en production pérenne de la solution identifiée.

La finalité à terme est de faire bénéficier 100 entreprises franciliennes, PME ou ETI (appelées les « bénéficiaires ») par an du dispositif, afin d'accroître très rapidement leur compétitivité en mobilisant l'Intelligence Artificielle, la Région finançant pour moitié le coût de réalisation du projet.

Le dispositif a fait l'objet d'un Appel à Manifestation d'Intérêt en mai 2019 qui a permis de faire ressortir la proposition conjointe d'un consortium piloté par des experts reconnus du secteur de l'IA.

Pour mener à bien ce projet, Hub France IA et Institut Mines Télécom, appelés les « pilotes », se sont entourés d'un consortium de « réalisateurs » qualifiés et expérimentés dans l'accompagnement d'entreprises sur leurs problématiques d'Intelligence Artificielle, comprenant notamment des cabinets de conseils en management et en technologie spécialisés ou ayant une spécialité dans l'IA ainsi qu'un écosystème qualifié de start-ups technologiques spécialisées en Intelligence Artificielle.

L'accompagnement des entreprises est effectué par des entreprises spécialistes d'Intelligence Artificielle dans le consortium ou dans le réseau d'entreprises qualifiées, sous la forme d'une prestation de conseil d'un projet (preuve de concept) d'environ 3 mois et d'un montant maximum de 44 400 € TTC.

Le soutien régional vise à permettre une prise en charge partielle à hauteur de 50 % de cet accompagnement, le restant étant pris en charge par l'entreprise bénéficiant du dispositif.

Par ailleurs, sur ce dispositif, la Région a décidé, conformément à l'article L1511-2 alinéa 3 du code général des collectivités territoriales (CGCT), de confier la gestion du dispositif « PACK IA » à un établissement public, délégataire de gestion de cette aide.

Cette convention a pour objet d'apporter des précisions sur la délégation de gestion du dispositif PACK IA et sur les obligations financières du « délégataire » quant au paiement des aides aux PME et ETI bénéficiaires. Cette convention vaut convention de délégation au titre de l'article L1611-7 II du CGCT.

Pour la bonne exécution de ce contrat et le suivi, le délégataire devra veiller à faire l'interface entre les services de la Région dans le cadre du reporting régulier notamment, les pilotes et les réalisateurs du consortium qui lui indiqueront et le mettront en contact avec les entreprises considérées éligibles au dispositif, et avec ces dernières dans le recueil des informations nécessaires à l'instruction et régulièrement au cours de la vie du projet pour pouvoir notamment procéder au paiement.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de déléguer la gestion du soutien de **35 entreprises** comme prévu dans le cadre du dispositif Pack IA suite à l'année expérimentale de mise en oeuvre du dispositif sur le fondement des articles L1511-2 et L1611-7 du Code Général des Collectivités Territoriales(CGCT).

ARTICLE 2 - DESCRIPTION DU DISPOSITIF DELEGUE

2.1. Objectifs poursuivis

Le délégataire est chargé pour le compte du conseil régional d'Ile-de-France de la gestion de **35** aides régionales à **35** entreprises selon les critères définis dans les articles suivants.

Le délégataire est chargé dans ce cadre de l'instruction, l'attribution, le paiement des aides régionales et du recouvrement amiable et contentieux des éventuels indus.

Le délégataire peut attribuer des aides et s'engager pour le compte de la région Île de France pour un montant total maximum prévisionnel de 777 000 € jusqu'au 30/11/2026.

2.2. Gouvernance du dispositif

La gouvernance du dispositif se fait en conformité avec le Projet Pack IA voté en commission permanente le 20 novembre 2025 piloté par le Hub France IA et l'IMT.

2.3 Description de l'aide régionale

2.3.1. Critères d'éligibilité et de sélection des projets

Publics éligibles : Le Pack IA cible les PME et ETI susceptible de bénéficier d'un levier de croissance par l'utilisation de l'IA. Parmi les entreprises régionales, le projet en vise 5 300 représentant 4% des PME et ETI de la Région Île-de-France :

- O Petites et Moyennes entreprises franciliennes
- O ETI franciliennes

Selon la nature du projet, on pourra étendre à des entreprises plus petites ou plus grandes.

Conditions

- Les entreprises candidates à l'aide de la Région doivent être en bonne santé financière. Leur solvabilité sera vérifiée, avec une attestation sur l'honneur concernant la cote de crédit de la Banque de France 3++, 3+, 3, 4+.
- Une attestation sur l'honneur indiquant les aides de minimis octroyées et à venir sera fournie.
- Ayant bénéficié d'une évaluation positive conformément au Projet Pack IA piloté par le Hub France IA et l'IMT

2.3.2. Nature des aides

L'accompagnement des entreprises est effectué par des entreprises spécialistes d'Intelligence Artificielle dans le consortium ou dans le réseau d'entreprises qualifiées (les réalisateurs), sous la forme d'une prestation de conseil d'un projet (preuve de concept) d'environ 3 mois et d'un montant maximum de 44 400 € TTC.

Les aides régionales accordées sous forme de subventions de fonctionnement correspondent à 50 % des dépenses éligibles, l'aide régionale étant plafonnée à 22 200 € par projet, le restant étant pris en charge par l'entreprise bénéficiant du dispositif.

2.4 Délai de versement des aides à compter de la notification

Le délégataire dispose d'un délai maximum de [1 an] pour attribuer des aides. Le délégataire dispose d'un délai de 1 an, à compter de la date de notification pour effectuer une demande de versement. En tout état de cause, ces délais ne pourront pas conduire le délégataire à dépasser la date limite de demande de solde, c'est-à-dire 3 ans à compter de sa première demande d'avance à la région.

Le réalisateur retenu dispose d'un délai de 1 mois à compter de la date de notification pour effectuer une demande de versement

ARTICLE 3 - PERIMETRE DE LA DÉLÉGATION DE LA GESTION DU DISPOSITIF À L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DELEGATAIRE DE GESTION DE L'AIDE

Obligations du délégataire

Le délégataire est chargé pour le compte du conseil régional d'Île-de-France :

- d'instruire les dossiers pour le compte du conseil régional ;

- d'attribuer les aides dans le cadre du processus de sélection défini à l'article 2 et selon les critères définis à l'article 3, en désignant une entreprise bénéficiaire et un réalisateur, arrêtant un montant de subvention, précisant l'objet clairement identifié en se conformant strictement au règlement d'intervention régional,
- de notifier individuellement aux entreprises bénéficiaires et aux réalisateurs l'aide régionale ;
- de procéder à la liquidation et au paiement des aides régionales sur demande de versement du réalisateur dans le respect des délais maximum de versement tels que précisés à l'article 2.4, en s'assurant de disposer avec des pièces justificatives listées ci-dessous, à adapter le cas échéant en fonction du cadre budgétaire et comptable de l'établissement ;
- de procéder au recouvrement amiable et contentieux des indus résultant du paiement des aides dans la période de validité de la convention.

Le montant total des aides attribuées par le délégataire ne saurait excéder le montant plafond des droits à engagement délégué par le Conseil région d'Île-de-France précisé à l'article 2. Les éventuels indus ne sauraient conduire à majorer ce plafond d'aide et feront l'objet d'un remboursement à la région Île-de-France. Pour pouvoir procéder au versement des aides régionales, le délégataire doit s'assurer dans la phase d'instruction de recueillir pour le dossier de l'entreprise bénéficiaire les éléments suivants :

- une copie de la notification d'attribution ;
- les RIB du bénéficiaire et du réalisateur accompagnant le bénéficiaire ;
- les factures émises par le réalisateur sur lesquelles est calculée l'aide régionale ;
- le récapitulatif des actions menées par le bénéficiaire et par le réalisateur en fin d'action (un récapitulatif des entreprises accompagnées par réalisateur).

Le délégataire est également chargé de transmettre ainsi qu'au Hub France IA:

- pour le COPIL régional des points d'étapes intégrant des tableaux de bord au moins cinq jours ouvrés avant la tenue des comités de pilotage ;
- le suivi des aides attribuées, en distinguant bien les aides ayant fait l'objet d'une décision favorable du comité de sélection et les demandes d'aide transmises au comité de sélection pour notification et paiement. Ce suivi permettra notamment de bien s'assurer du bon respect du plafond global de l'enveloppe dédiée au fonds définie à l'art. 2.

Le processus d'attribution est conforme aux dispositions concernant la notification de l'aide :

Notification : le délégataire notifie dans les 2 semaines suivant l'évaluation positive du projet conformément au Projet Pack IA, et comprenant systématiquement le logo du dispositif ainsi que la mention : 'Soutenu par la Région Île-de-France'....

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS RELATIVES À LA RÉGLEMENTATION DES AIDES D'ÉTAT

L'intervention au titre du Pack IA se fait dans le respect des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne relatifs aux aides d'Etat, et en particulier du règlement de minimis (UE) 2023/2831 du 13 décembre 2023.

Le délégataire est chargé d'appliquer cette réglementation auprès de chaque bénéficiaire. Il devra ainsi vérifier l'éligibilité du bénéficiaire à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide. Les bénéficiaires, candidats à l'obtention de l'aide, complètent, au moment de dépôt de demande d'aide, une attestation sur l'honneur indiquant les aides *de minimis* octroyées et à venir.

Le délégataire réalise un reporting « aide d'Etat » qui consiste en un tableau des aides distribuées, leur taux, comportant notamment, pour chaque bénéficiaire ;

- le nom du bénéficiaire ;
- la date de l'octroi de l'aide ;
- le régime d'aide ;
- la forme de l'aide (rabais sur le prix de la facture) ;
- le montant de l'aide
- l'identité du réalisateur ayant effectué la prestation de conseil

Le modèle de tableau à utiliser pour réaliser ce reporting est conforme aux documents contractuels présents dans le marché d'attribution de la délégation lors de la première année du dispositif.

Le délégataire conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la réglementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

5.1 Organisation comptable

Le délégataire tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des mouvements au titre de la présente délégation, qui lui permet d'être en mesure d'apporter au déléguant, à son comptable public et au juge des comptes, la justification des opérations réalisées pour le compte de la région Île-de-France de façon rapide et fiable. Il retracera les opérations sous la présente délégation, dans le respect des instructions budgétaires et comptables qui lui sont applicables.

5.2 Mise à disposition des fonds par la région

Les opérations exécutées par le délégataire sont exécutées au titre d'avances consenties par le compte du conseil régional d'Île-de-France.

Une avance correspondant à 25% du montant prévisionnel des aides attribuables par le délégataire pour le compte de la région (22 200 X 35 entreprises soit 777 000 €) tel qu'arrêtés à l'article 2 est versée à compter de la date de mise en œuvre de la convention. Le délégataire devra transmettre une demande d'avance dûment signée par le représentant du délégataire et revêtue, le cas échéant, du cachet de ce dernier accompagnée d'un plan de trésorerie attestant du besoin financier et d'un RIB signé par le représentant du délégataire.

Cette demande de première avance doit intervenir dans un délai d'un an à compter du 1^{er} décembre 2025.

Au plus tard à la date de reddition trimestrielle des comptes et dès lors que l'avance précédente a été utilisée pour procéder au paiement d'aides aux bénéficiaires éligibles à hauteur de 80%, le délégataire peut solliciter le versement d'une nouvelle avance de 25 % du montant des aides attribuables par la région pour le compte de la Région (22 200 X 35 entreprises soit 777 000 €).

Chaque nouvelle demande d'avance est versée sur présentation d'un état récapitulatif des aides effectivement versées, qui doit détailler les bénéficiaires (entreprise accompagnante et l'entreprise aidée), les montants d'aide versés et les dates de versements ainsi qu'un état prévisionnel des aides engagées comportant les éléments suivant bénéficiaire et montant de l'aide engagée.

Le montant cumulé des avances ne peut excéder 80% du montant prévisionnel des aides attribuables par le délégataire pour le compte de la région (22 200 X 35 entreprises soit 777 000 €) tel qu'arrêtés à l'article 2.

La demande de solde pourra être versée au délégataire sur présentation d'une demande signée par le représentant du délégataire et revêtue le cas échéant du cachet de ce dernier. A l'appui de cette demande, le délégataire devra transmettre :

- Un état récapitulatif de l'ensemble des aides versées qui doit détailler les bénéficiaires (entreprises accompagnante et l'entreprise aidée), les montants d'aide versés et les dates de versements. Ce document doit être signé par le représentant et le comptable du délégataire qui devra attester de la prise en charge des dépenses dans la comptabilité du délégataire.
- Un bilan financier récapitulant les aides versées et les recettes perçues dûment signé par le représentant et le comptable du délégataire.
- un bilan d'activité qualitatif et quantitatif des dossiers traités mais également une synthèse sur la réalisation de la mission. Cette synthèse comportera notamment :
 - o une balance générale des comptes utilisés ;
 - o un état de développement du solde certifié conforme à la balance générale des comptes ;
 - o une situation de trésorerie de la période ;
 - o les pièces justificatives des dépenses retracées dans les comptes ;
 - o le cas échéant, en cas de recouvrement d'indus amiable ou, le cas échéant, contentieux, des pièces spécifiques dans le respect du décret fixant la liste des pièces justificatives relatives aux établissements publics
 - o la ventilation moyenne (en temps passé sous la forme : heure/homme par dossier) de chacune des tâches détaillées dans le marché.
- L'attestation de publication d'offres de stage ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr> pour les pièces demandées lors du versement du solde.

La demande de solde devra être adressée au maximum 3 ans après la date de demande de première avance.

S'il est constaté un excédent, un titre de recettes pourra être émis par la Région.

5.3 Paiement des aides régionales et recouvrement et apurement des indus

Lorsque le délégataire procède au paiement d'une dépense il doit effectuer les mêmes contrôles que ceux prévus aux d et e du 2° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Ces contrôles portent ainsi sur la validité de la dette (la justification du service fait, l'exactitude de la liquidation, l'intervention des contrôles préalables prescrits par la réglementation, la production des pièces justificatives, l'application des règles de prescription et de déchéance) et le caractère libératoire du paiement.

Le délégataire conserve, à l'égard des bénéficiaires des paiements indus, et jusqu'au versement du solde par la région mentionné à l'article 5, la responsabilité entière de leur recouvrement et de leur apurement. Le cas échéant, le délégataire soumet au conseil régional les demandes de remises gracieuses des créances présentées par les bénéficiaires d'aides régionales.

Les restes à recouvrer seront pris en charge au vu d'un titre de recettes émis par l'ordonnateur de l'organisme public local déléguant. Ce titre de recettes sera revêtu de la formule exécutoire sauf si le délégataire avait obtenu un jugement exécutoire.

Lorsque le délégataire recouvre des indus résultant des paiements qu'il a réalisés, il doit effectuer les mêmes contrôles que ceux prévus au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 19 du décret du 7 novembre 2012 précité. Le délégataire doit alors s'assurer de la régularité de l'autorisation de percevoir la recette et dans la limite des éléments dont il dispose, de la mise en recouvrement des créances.

L'intégralité des recettes encaissées pour le compte du déléguant doit lui être reversée pour leur montant brut (sans prélèvement pour le paiement de la rémunération qui serait due au délégataire), de même que l'intégralité des dépenses réalisées par le délégataire doit être justifiée auprès du déléguant. Aucune contraction comptable n'est autorisée entre les recettes et les dépenses au titre de la même délégation. Néanmoins, les compensations de trésorerie entre dépenses et recettes sont autorisées.

5.4 Reddition des comptes et transmission des pièces justificatives au conseil régional

La reddition des comptes a lieu une fois par trimestre, c'est-à-dire au 31 mars, 30 juin, 30 septembre et au 31 décembre, et comprend bien les charges et produits à rattacher pour que le conseil régional d'Île de France puisse, ensuite et à son tour, procéder au rattachement des charges et des produits à l'exercice N.

A cette fin le délégataire transmet tous les trimestres à la Région, direction du développement économique, un bilan d'activités comportant les éléments ci-

après, dans un délai d'un mois après la fin d'un trimestre et permettant l'intégration dans la comptabilité de la Région.

Pour ce dernier document, envoyé au plus tard à la fin du premier trimestre suivant la fin de la première année du dispositif, le délégataire devra présenter un bilan annuel financier qualitatif et quantitatif des dossiers traités mais également une synthèse sur la réalisation de la mission. Cette synthèse comportera notamment :

- une balance générale des comptes utilisés ;
- un état de développement du solde certifié conforme à la balance générale des comptes ;
- une situation de trésorerie de la période ;
- les pièces justificatives des dépenses retracées dans les comptes ;
- le cas échéant, en cas de recouvrement d'indus amiable ou, le cas échéant, contentieux, des pièces spécifiques dans le respect du décret fixant la liste des pièces justificatives relatives aux établissements publics ;
- la ventilation moyenne (en temps passé sous la forme : heure/homme par dossier) de chacune des tâches détaillées dans le marché.

Le délégataire communiquera ce bilan au Hub France IA qui le consolidera dans le reporting global du projet.

ARTICLE 6 - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

6.1 Obligations des Parties

Chaque Partie s'oblige, en ce qui concerne la teneur des dispositions de la présente convention ainsi que des informations dont chacune pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de la convention, dès lors que ces informations ont un caractère sensible notamment sur le plan financier, économique, déontologique, technique, commercial, ou déclarées tel quel ou à raison de leur caractère personnel, à :

- Les garder strictement confidentielles et s'abstenir de les communiquer à quiconque, sauf aux fins nécessaires à la bonne exécution de la présente convention et au respect des conditions de reporting spécifiques au fonds de soutien ;
- S'abstenir de les exploiter, directement ou indirectement, ou permettre leur exploitation par un tiers, à une fin autre que la bonne exécution de la convention.

Seront publiés sur les sites de la Région le nom du bénéficiaire, la nature et le montant de l'aide. Le formulaire d'aide informera le bénéficiaire de cette obligation de publication et du contenu des éléments publiés.

6.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque Partie de la présente convention est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès dans l'exécution de la convention.

Chaque Partie s'engage à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel qu'elle aura à traiter dans le cadre de la convention en mettant tout en œuvre afin que celles-ci ne soient pas déformées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Les Parties conviennent qu'elles procèdent aux formalités relatives au traitement des données à caractère personnel conformément aux obligations résultant de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

ARTICLE 7 - COMMUNICATION

Dans tous les documents et communications (sites internet, plaquettes....) portant sur des projets financés au titre de la présente convention, les signataires s'engagent à préciser que les opérations retenues sont réalisées dans le cadre du Pack IA et du Plan IA2021 financé par la Région Ile-de-France. La communication doit viser à rappeler l'objectif de l'action concernée et à la valoriser.

ARTICLE 8 - SUIVI ET EVALUATION

Le délégataire fournit à la Région trimestriellement et à la fin de la convention - un bilan du fonds de soutien comprenant le récapitulatif des aides sollicitées, des dossiers acceptés et des dossiers refusés. Une analyse qualitative sera également réalisée par la Région, à l'issue de 6 mois de mise en œuvre du fonds. Ce bilan trimestriel sera accompagné d'un fichier au format Excel comportant la liste des entreprises aidées, raison sociale, Siret, adresse conforme à la base adresse nationale, du montant de l'aide accordée, du montant du reste à charge pris en considération, de la date de décision formulée par le comité régional de sélection.

Le délégataire tient également à disposition des membres du comité de sélection régional, à leur demande, toute information complémentaire liée aux projets sélectionnés.

ARTICLE 9 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et reste en vigueur jusqu'au versement du solde tel que précisé à l'article. 5.2 et au plus tard 4 ans après la date de délibération ayant autorisé la présidente de la région à signer la présente convention. Les obligations résultant des dispositions relatives au contrôle et à la confidentialité stipulées aux articles ci-dessus demeurent en vigueur au-delà de la durée conventionnelle.

ARTICLE 10 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

A tout moment il pourra être procédé à une révision de la présente convention.

La partie demanderesse devra alors saisir par lettre recommandée avec accusé de réception ses cocontractants, trois mois au moins avant la date d'effet souhaitée des modifications.

Toute modification ne pourra intervenir que par la signature d'un avenant qui, pour la Région devra être dûment approuvée par son assemblée délibérante.

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques

et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 12 - RESILIATION

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai d'un mois minimum suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

Ce délai court à compter de la date de réception postale de la mise en demeure qui doit être dûment motivée.

Au cours de cette période, les deux parties restent tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.

La résiliation devient effective, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un commencement d'exécution,
- l'inexécution des obligations est consécutive à un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code Civil.

Dans le cas de non-exécution d'une obligation résultant d'un cas de force majeure, la partie défaillante devra en informer immédiatement l'autre partie afin de prévoir conjointement toutes mesures nécessaires pour en limiter les conséquences.

Dans l'hypothèse où le cas de force majeure dépasse trois mois consécutifs, l'autre partie pourra résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation de la présente convention.

Par ailleurs, à tout moment les parties pourront s'entendre pour mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

La résiliation pourra notamment être prononcée par la Région en cas d'abandon des actions concernées par la présente convention.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

En 2 exemplaires originaux

La Présidente
du Conseil régional

Le délégataire

Valérie PECRESSE

XXXXXXXX

Commission permanente du 20 novembre 2025 - CP2025-332

DOSSIER N° 25004535 - PACK IA - SAISON 5 - Réalisation

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-632-657381-163005-400

Action : 16300506- Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) | 1 554 000,00 € TTC | 50,00 % | 777 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 777 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT MINES TELECOM
DIRECTION GENERALE

Adresse : 19 PLACE MARGUERITE PEREY
administrative 91120 PALAISEAU

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique,
Culturel et Professionnel

Représentant : Madame Cécile DUBARRY, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2025 - 30 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre de la stratégie IA 2021 de la Région Île-de-France, il a été convenu que pour lever les freins qui se posent aux PME et ETI dites « traditionnelles » dans leur accès aux technologies d'IA, la Région mettra en place le Pack IA, un parcours exhaustif et personnalisé d'accompagnement pour les PME et ETI. Ce Pack comprendra une brique de conseil personnalisé et pourra aller jusqu'au soutien à la mise en production pérenne de la solution d'Intelligence artificielle identifiée.

Suite à l'AMI réalisation de diagnostics et d'accompagnement de dirigeants de PME franciliennes dans leurs projets de transformation 2019-2021, le consortium piloté par le Hub France IA et IMT-Teralab a été identifié comme étant le plus adapté pour réaliser le projet.

Le dispositif a ainsi permis à plus de 130 entreprises franciliennes d'accroître très rapidement leur compétitivité en mobilisant l'Intelligence artificielle.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|-------------------------|--------------|-------------|
| Libellé | Montant | % |
| Dépenses de réalisation | 1 554 000,00 | 100,00 % |
| Total | 1 554 000,00 | 100,00 % |

| Recettes (€) | | |
|---------------------|--------------|-------------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Région | 777 000,00 | 50,00% |
| Fonds propres | 777 000,00 | 50,00% |
| Total | 1 554 000,00 | 100,00 % |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

SA.111723 RDI (ex SA.58995) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation (5.2.4)

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Annexe 8 -Convention de partenariat AI4Health 2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

Relative à l'organisation du Paris Region AI for Health Challenge 2025

ENTRE

La Région d'Ile-de-France

Ayant son siège 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse
agissant en vertu de la délibération n° CP du xxx

ci-après dénommée la « **Région** »

D'une Part,

Et

INSERM, établissement public à caractère scientifique et technologique dont le siège est situé 101, rue de Tolbiac, 75013 PARIS, représentée par son Président, Didier SAMUEL, et par délégation, par Madame Karine Lanini, Déléguée Régionale, à la Délégation Régionale Paris-IDF Centre Est sise au BIOPARK - Bâtiment A - 8, rue de la Croix-Jarry, 75013 Paris,

Ci-après dénommée « l'Inserm ».

D'autre Part,

Medicen Paris Region,

Ayant son siège 130 rue de Lourmel 75015 Paris
Représenté par son Délégué Général, Julien Ettesperger

Ci-après dénommée « **Medicen** ».

D'autre Part,

Brain&Mind

Ayant son siège XXX
Représenté par son Délégué Général, Alexis Génin

La Région, l'Inserm, sont ci-après dénommés collectivement les « **Organisateurs** ».

Medicen et Brain&Mind ci-après dénommé les « **Partenaires** »

L'Inserm, la Région, Medicen sont dénommés collectivement les « **Parties** » et individuellement la « **Partie** ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La Région Ile-de-France a adopté un plan en faveur du développement de l'Intelligence artificielle dans lequel elle souhaite mettre cette technologie au service de la transformation des industries de santé. Dans le même esprit, la stratégie Smart Santé 2023-2026 ambitionne de valoriser les données de santé dont disposent les établissements de santé, notamment par l'organisation de challenges sur l'ensemble des 5 axes prioritaires de cette stratégie (Biothérapies/bioproduction, neurologie, oncologie, innovation chirurgicale, santé des femmes).

C'est donc dans cette double optique, que la Région met en œuvre des challenges dédiés à l'Intelligence Artificielle ouverts à toute entreprise ou structure du territoire francilien sur une base transparente et non discriminatoire.

INSERM est un établissement public à caractère scientifique et technologique, dédié à la recherche biologique, médicale et à la santé humaine, il se positionne sur l'ensemble du parcours allant du laboratoire de recherche au lit du patient.

L'objectif des Parties à travers la présente Convention de partenariat est d'organiser une compétition, ci-après dénommée « **Challenge** », sur l'usage de l'intelligence artificielle en réponse aux grands défis du secteur de la santé, afin de sélectionner un ou plusieurs lauréats par défi posé ; l'Inserm pouvant mener un projet scientifique en collaboration avec chacune des organisations concernées.

Les Parties se sont donc rapprochées, en vue de convenir des présentes.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Les Parties entendent donner la signification suivante aux termes employés avec une lettre majuscule ci-après, étant entendu que les mots au pluriel peuvent s'entendre au singulier et réciproquement :

« **Affiliée** » signifie pour une Partie donnée, (i) toute personne morale dont la Partie détient directement ou indirectement plus de cinquante pourcent (50 %) des titres ou autres droits de propriété représentant le capital social de cette personne morale, ou plus de cinquante pourcent (50 %) des droits de vote ordinaires de cette personne morale ou (ii) toute personne morale qui, au moment de cette détermination, détient directement ou indirectement plus de cinquante pourcent (50 %) des titres ou autres droits de propriété représentant le capital social de cette Partie, ou au moins cinquante pourcent (50 %) des droits de vote de ladite Partie.

« **Convention** » signifie la présente convention de partenariat, ses annexes et ses avenants éventuels.

« **Challenge** » signifie l'ensemble du processus permettant de répondre aux défis posés par l'Inserm sur la base des données mises à disposition, comprenant, notamment, l'ensemble des tâches décrites en Annexe 1.

« **Informations Confidentielles** » toute information et/ou toute donnée de toute nature, incluant notamment les informations de nature technique, scientifique, opérationnelle, administrative, financière, économique, commerciale, comptable, juridique ou autre, sous quelle que forme que ce soit, brevetable ou non, divulguée par une Partie à une ou plusieurs autres Parties au titre de la Convention et (i) qui sera confirmée comme étant confidentielle par l'apposition d'une mention « confidentiel » sur le support matériel de l'information divulguée, ou (ii) qui est raisonnablement considérée comme confidentielle de par sa nature ou (iii) s'il s'agit d'une information divulguée oralement ou visuellement. En tout état de cause, les connaissances propres appartenant (en totalité ou en partie) à une autre Partie, lesquels incluent entre autres tout matériel et toutes données, de même que le contenu de la Convention seront d'emblée considérés comme des Informations Confidentielles. Cette notion s'appliquera selon ce qui est prévu à la Convention, plus particulièrement dans son article 4 ci-après.

« **Responsables de Challenge** » : signifie les responsables de Challenge des Parties désignés par chaque Partie en Annexe 1.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet :

- de définir les conditions de réalisation par les Parties du Challenge ;
- de déterminer la répartition des tâches afférentes au partenariat objet de la présente Convention telles que définies en Annexe 1 ;
- définir le calendrier du Challenge tel que décrit en Annexe 2 ;
- établir le règlement du Challenge auquel les candidats devront adhérer tel que défini en Annexe 3.

ARTICLE 3 - MOYENS MIS EN ŒUVRE ET ORGANISATION

- 3.1 Chacune des Parties mettra en œuvre tout le savoir-faire, toute la compétence et tous les moyens nécessaires à la bonne exécution du Challenge, objet de la Convention. Les responsabilités propres à chacune des Parties sont définies dans l'Annexe 1.
- 3.2 Les Parties se tiendront régulièrement informées de l'évolution du Challenge. Dans cette optique, les Responsables du Challenge des Parties se concerteront et organiseront des réunions périodiques en vue d'examiner les points suivants :

- suivi du déroulement du Challenge, sa réorientation éventuelle ;
- propositions de communication selon les stipulations de la Convention ;
- propositions de solutions en cas de litiges d'ordre technique ou autre, selon les stipulations de la Convention.

Ces réunions de travail et de suivi auront lieu à la demande de l'une quelconque des Parties.

- 3.3 En outre, les Parties s'informeront en cas de difficultés ou incidents quelconques pouvant survenir et susceptibles de compromettre ou de retarder la réalisation du Challenge.
- 3.4 Nonobstant toute disposition contraire, toute décision des Responsables du Challenge, le contenu de tout compte-rendu ou le contenu de tout échange, oral ou écrit, entre les Responsables du Challenge qui modifierait ou affecterait les droits et/ou les obligations des Parties au titre des présentes ne sera valide et opposable qu'après avoir été constaté par voie d'un avenant écrit signé des Parties.

ARTICLE 4 - CONFIDENTIALITE

- 4.1 Chacune des Parties, dans la limite de ses droits, transmettra aux autres Parties les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à la poursuite des objectifs de la présente Convention par ces autres Parties. Les Parties s'engagent à respecter la plus stricte confidentialité s'agissant du contenu du Challenge et des Informations Confidentielles et à ne les communiquer à aucun tiers sans l'accord préalable et écrit de la Partie ayant communiqué lesdites Informations Confidentielles.
- 4.2 La Partie qui reçoit une Information Confidentielle d'une autre Partie s'engage à ce que les Informations Confidentielles qu'elle reçoit :
- soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles ;
 - ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, dans un autre but que celui de la Convention, sans le consentement préalable et écrit de la Partie qui en est propriétaire.

Le non-respect par l'une des Parties ou ses préposés de l'obligation de confidentialité et de restriction d'utilisation telles que décrites dans le présent article entraînera la mise en jeu de sa responsabilité contractuelle vis-à-vis de la Partie propriétaire des Informations Confidentielles considérées.

Toute Partie réceptrice d'Informations Confidentielles s'engage à ne communiquer ces Informations Confidentielles qu'aux membres de son personnel ayant à en connaître à raison de leurs fonctions aux fins d'exécuter la présente Convention.

Toute Partie réceptrice d'Informations Confidentielles s'engage à obtenir de ceux de ses Affiliées, employés, préposés, consultants ou des personnes

placées sous sa responsabilité, qui seront amenés à connaître tout ou partie de ces Informations Confidentielles, dans les conditions du présent article, l'adhésion pleine et entière à un engagement de confidentialité au moins identique dans l'étendue et dans ses dispositions au présent Article, et s'engage à assumer, vis-à-vis de la Partie ayant communiqué lesdites Informations Confidentielles, l'entière responsabilité de tout manquement à ces obligations.

- 4.3 La présente obligation de confidentialité ne s'appliquera pas à toute information ou élément d'Information Confidentielle dont la Partie réceptrice est en mesure d'établir :
- a) qu'elle était accessible au public à la date de sa communication par la Partie lui ayant communiqué l'Information Confidentielle, ou viendrait à l'être sans faute de la Partie réceptrice ;
 - b) qu'elle était déjà connue de la Partie réceptrice au moment de la communication de l'Information Confidentielle par la Partie émettrice, sans obligation de confidentialité ;
 - c) qu'elle lui a été transmise sans obligation de confidentialité par un tiers détenant l'Information Confidentielle légitimement ;
 - d) qu'elle a été obtenue par la Partie réceptrice par des développements indépendants entrepris de bonne foi par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à l'Information Confidentielle ;
 - e) qu'elle est tenue de divulguer en application d'une disposition légale ou réglementaire impérative ou par l'application d'une décision de justice définitive ou d'une décision d'une autorité administrative, sous réserve (i) d'informer préalablement par écrit la Partie ayant communiqué l'Information Confidentielle d'une telle divulgation, (ii) qu'elle mette en œuvre tous les moyens nécessaires afin de limiter l'étendue d'une telle divulgation à ce qui est strictement nécessaire et (iii) que la confidentialité des Informations Confidentielles soit par ailleurs strictement maintenue.
- 4.4 Les dispositions du présent article s'appliqueront pendant la durée de la Convention et survivront pendant une période de cinq (5) ans à compter de l'expiration ou de la résiliation de la Convention et ce quelle qu'en soit la cause.
- 4.5 Il est expressément convenu entre les Parties que la divulgation par les Parties entre elles d'Informations Confidentielles, au titre de la Convention, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie qui les reçoit un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur ces Informations Confidentielles.

ARTICLE 5 - COMMUNICATIONS

Il est convenu que la communication du Challenge sera co-pilotée par la Région Ile-de-France et l'Inserm. En particulier, toute opération de communication dans les domaines suivants (sans que cela soit limitatif) sera prise par la Région Ile-de-France et l'Inserm d'un commun accord :

- (i) médiatisation, création et diffusion des supports, utilisation des logos des partenaires, détermination et exécution du plan d'engagement des Parties ;
- (ii) de l'IT (création, hébergement et gestion du site web dédié au Concours, gestion des candidatures, etc.) ;
- (iii) logistique (lieux dans lesquels seront notamment organisés les pitches et les cérémonies) ;
- (iv) choix des média partenaires ; et
- (v) toute autre communication dans le cadre du Challenge dans le respect des chartes graphiques de chacune des Parties.

ARTICLE 6 - GARANTIE - RESPONSABILITÉ

- 6.1 Pendant toute la durée de la Convention, chaque Partie est responsable selon les règles de droit commun des dommages directs résultant de sa faute et/ou de sa négligence et/ou de celles de son personnel, qui pourraient être causés aux personnes et aux biens.
- 6.2 Chaque Partie s'engage à respecter et faire respecter toutes les dispositions légales ou réglementaires applicables, existantes et futures, qui lui incombent lors de la réalisation de sa part de travaux au titre du Challenge.
- 6.3 Les Parties ne seront pas responsables les unes envers les autres des dommages indirects qu'elles pourraient se causer en application de la Convention, notamment de tous dommages immatériels tels que pertes de chiffre d'affaires, de marge, de clientèle, de chance, préjudice d'image ou coûts d'interruption d'activité économique, sauf si ces pertes, préjudice ou coûts résultent du non-respect de l'article 4 (« CONFIDENTIALITE »), ou d'une négligence ou d'une faute, auquel cas ils ne seront pas concernés par la présente exclusion.
- 6.4 Chacune des Parties prend en charge, pour ce qui la concerne, la couverture de ses personnels ou des personnes agissant pour son compte et intervenant dans le cadre de la présente Convention, conformément à la législation applicable, notamment la législation du travail et des maladies professionnelles et procède aux formalités légales qui lui incombent, sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. La réparation des dommages éventuels subis par ces personnes s'effectuera notamment en tenant compte de leur statut propre.

Chacune des Parties est responsable, dans les conditions du droit commun des dommages qu'elle pourrait causer aux personnes ou aux biens, à l'occasion ou du fait de l'exécution de la Convention.

Chaque Partie reconnaît, au regard de son statut et pour ce qui la concerne (i) être son propre assureur ou (ii) prendre en charge la souscription et le maintien des polices d'assurance nécessaires à la couverture de ses responsabilités dans le cadre de l'exécution de la Convention.

ARTICLE 7 - FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne sera tenue responsable d'un manquement à ses obligations définies à la présente Convention résultant d'une cause de force majeure définie par l'article 1218 du Code Civil et de la jurisprudence.

En cas de force majeure, aucune autre Partie ne pourra réclamer des dommages et intérêts pour non-exécution de ses obligations par la Partie affectée par l'événement de force majeure, définies dans la présente Convention.

Pour se prévaloir de la force majeure, la Partie qui en est affectée doit notifier aux autres Parties l'événement de force majeure, dès que possible à compter de sa survenance, en indiquant une estimation de sa durée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dès que celui-ci prend fin, la Partie empêchée le notifie aux autres Parties et doit reprendre l'exécution de ses obligations.

Dans le cas où cet événement se prolongerait pendant une période excédant trois (3) mois et ne permettrait pas l'exécution des clauses essentielles de la présente Convention, les Parties se réuniront afin de déterminer, de bonne foi, les conditions dans lesquelles la présente Convention pourra être poursuivie ou résiliée.

ARTICLE 8 - DURÉE

La Convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par toutes les Parties et restera en vigueur sauf résiliation anticipée telle que prévue à l'article 9 ci-dessous, pour une durée de douze (12) mois.

Toute extension ou prolongation de la durée de la Convention se fera par voie d'avenant signé par les Parties précisant notamment l'objet de cette prolongation ainsi que les modalités de son financement.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION

Toute violation des obligations contractuelles par l'une des Parties entraînera la résiliation de plein droit de la Convention et ce, dans les délais précisés dans la mise en demeure restée sans effet dans un délai de trente (30) jours calendaires et adressée par la lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Partie défaillante qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de la prise d'effet de la

résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la(les) Partie(s) plaignante(s) du fait de la résiliation anticipée de la Convention.

La présente Convention pourra être résiliée d'un commun accord par voie d'un simple courrier cosigné des Parties.

Nonobstant l'arrivée à échéance de la Convention ou sa résiliation anticipée, les dispositions de l'Article 4 demeureront applicables aux Parties pendant les durées visées audit article.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente Convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours, indiquée par la décision notifiée par courrier, envoyée en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

ARTICLE 10 - GENERALITES

10.1 La Convention et ses annexes constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties. Tout accord préalable, écrit ou oral, exprès ou tacite, relatif à l'objet de la Convention est caduc et est nul et non avenu.

10.2 Toute modification de la Convention devra faire l'objet d'un accord écrit signé par les Parties.

ARTICLE 11- CESSION - TRANSFERT DE CONVENTION

11.1 Les Parties déclarent que la Convention est conclu « *intuitu-personae* ». En conséquence, elle est personnelle aux Parties, incessible et intransmissible.

11.2 Aucune des Parties ne pourra céder ou transférer en tout ou partie à quiconque, de quelque manière que ce soit, les droits et obligations résultant de la Convention, sans l'autorisation préalable et écrite des autres Parties. Le successeur éventuel s'engage à respecter l'ensemble des termes de la Convention.

11.3 En cas de consentement à la cession ou au transfert de la Convention à un tiers, il est d'ores et déjà entendu que ledit tiers sera, en tout état de cause, soumis aux mêmes obligations que celles mises à la charge de la Partie à laquelle il succède dans la présente Convention à moins que les Parties restantes en conviennent ensemble autrement. Un avenant à la présente Convention entre les Parties restantes et le tiers concerné devra être élaboré, ce dernier définira les obligations respectives desdites Parties, conformément à l'alinéa précédent.

ARTICLE 12 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chacune des Parties s'engage à respecter et à se conformer à toutes les dispositions qui leur sont applicables au titre du Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à

l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « RGPD ») et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés (ci-après collectivement désignés la « Législation sur les Données à Caractère Personnel »).

Pour les besoins du présent Article 12. « Données à Caractère Personnel », les termes « Données à Caractère Personnel », « Personne Concernée », « Traitement », « Responsable du Traitement », « Responsables Conjointes du Traitement », « Violation de Données à Caractère Personnel » ont la même signification que celle prévue au titre de la Législation sur les Données à Caractère Personnel.

Il est entendu que les obligations de chacune des Parties, au titre des présentes, ne peuvent faire l'objet d'une quelconque limitation ou exclusion de responsabilité.

12.1. Traitement de coordonnées professionnelles des Parties.

Les Parties peuvent traiter, chacune en tant que Responsable du Traitement, les coordonnées du personnel des autres Parties intervenant au titre de la Convention et ce uniquement à des fins de gestion administrative et dans le cadre de l'exécution de la Convention.

À ce titre, chacune des Parties s'engage à respecter la Législation sur les Données à Caractère Personnel et à fournir aux Personnes Concernées la mention d'information, figurant en Annexe 4. « Notice d'Information » des présentes, fournie par les autres Parties afin de permettre à cette dernière d'être conforme avec l'article 14 du RGPD.

12.2. Responsables Conjointes du Traitement.

Par ailleurs, au titre de la Convention, les Parties sont amenées à déterminer conjointement les finalités et les moyens de traitement relatifs à l'organisation et au déroulement du Challenge, au sens de la Législation sur les Données à Caractère Personnel en qualité de Responsables Conjointes du Traitement au sens de l'article 26 du RGPD.

À ce titre, la présente section a pour objet de définir les termes et conditions dans lesquelles les Parties effectueront les traitements considérés ainsi que leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences de la Législation sur les Données à Caractère Personnel.

Les Parties définissent les caractéristiques des traitements comme suit :

- La (ou les) finalité(s) du (ou des) Traitement(s) est (sont) d'assurer le bon déroulement du Challenge, notamment :
 - o L'Etude de la conformité des candidatures par rapport aux critères d'éligibilité fixés dans le règlement
 - o La prise de contact auprès des candidats afin notamment de leur transmettre les informations sur les prochains jalons du Challenge
 - o L'utilisation de citations, d'images ou de captations vidéo des Représentants et/ou Employés des Candidats à des fins de communication, médiatisation (dossiers de presse notamment) par les

- Organisateurs et/ou les Partenaires. Pour cette dernière finalité, un consentement spécifique sera demandé
- La (ou les) nature(s) du (ou des) Traitement(s) réalisé(s) est (sont): tenue du registre des Candidats, communication et médiatisation autour des Représentants et/ou Employés des Candidats.
 - Le (ou les) Traitement(s) susvisés est (sont) réalisé(s) par : des représentants des Organisateurs et des Partenaires, notamment les Responsables de Challenge.
 - La (ou les) catégorie(s) de Données à Caractère Personnel collectées est (sont): relatives à l'état civil, identité, données d'identification, images soit les noms, prénoms, adresses mails, numéros de téléphone et le cas échéant photographies et/ou captations vidéos des Candidats
 - La (ou les) catégorie(s) de Personnes Concernées par le(s) Traitement(s) est (sont): représentants (salariés, dirigeants, actionnaires) des entreprises ou des consortia candidats.
 - La (ou les) durée(s) de conservation des Données à Caractère Personnel est (sont) de: 6 mois à compter de l'ouverture de la plateforme d'inscription au Challenge.
 - La (ou les) zone(s) géographique(s) où est (sont) réalisé(s) le(s) Traitement(s) de Données à Caractère Personnel: France.
 - Les mesures de sécurité relatives au(x) Traitement(s) sont les suivantes : les mêmes que les mesures de sécurité relatives au traitement des données des Organisateurs.
 - Les Parties s'engagent à se tenir mutuellement informée de toute Violation de Données à Caractère Personnel qui surviendrait. A ce titre, les Parties s'engagent à se fournir toute l'assistance et la coopération raisonnablement attendue pour notifier toute Violation de Données à Caractère Personnel à l'autorité de contrôle compétente et informer les Personnes Concernées de la survenance de cette Violation, lorsque nécessaire.
 - La (ou les) collecte(s) des Données à Caractère Personnel est (sont) effectuée(s) par les Organisateurs.
 - La mention d'information relative au(x) Traitement(s) est portée à la connaissance des Personnes Concernées par : les Organisateurs. La formulation et le format de la mention information figurent dans le Règlement du Challenge, Annexe 4 de la présente Convention.
 - Les grandes lignes de cette section sont mises à la disposition Personnes Concernées au titre du Règlement du Challenge.

Il est rappelé que les Personnes Concernées peuvent exercer les droits que le RGPD leur confère à l'égard de et contre chacun des responsables du traitement. À ce titre, les parties désignent comme point de contact pour les Personnes Concernées:

- pour la Région : le Délégué à la Protection des Données, Eugénie Loth, dpo@for.paris
- pour l'Inserm : dpo@inserm.fr

ARTICLE 13 - DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES

La Convention est régie par le droit français.

En cas de difficultés quant à l'interprétation, l'exécution, l'expiration ou la résiliation de la Convention et à ses suites, les Parties feront leur possible pour

trouver de façon amiable, un terrain d'entente et un accord sous un délai de trois (3) mois. En cas de désaccord persistant, la Partie la plus diligente saisira le tribunal compétent de Paris auquel il est fait attribution exclusive de compétence.

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 Annexes

Sont annexés à la Convention, pour en faire partie intégrante, les documents suivants :

- Annexe 1 : Responsables de Challenge et Partage des tâches
- Annexe 2 : Calendrier
- Annexe 3 : Règlement du Challenge
- Annexe 4 : Notice d'Information

14.2 Indépendance des Parties

Les Parties agissent en tant que contractants indépendants. La Convention ne peut être interprétée comme faisant d'une Partie le représentant, l'agent ou le mandataire d'une (ou des) autre(s) Partie(s) ni comme établissant un partenariat ou une société commune entre les Parties, toute responsabilité solidaire à l'égard des tiers ou entre les Parties étant formellement exclue. Ainsi, chaque Partie s'engage à ne rien faire qui puisse induire en erreur un tiers à cet égard, ni prendre aucun engagement, ni offrir une quelconque garantie au nom d'une ou plusieurs autre(s) Partie(s), ni à utiliser de quelque manière que ce soit les noms et marques d'une autre Partie sans l'accord préalable écrit de celle-ci.

14.3 Le fait pour une des Parties d'omettre, en une ou plusieurs occasions, de se prévaloir d'une ou plusieurs dispositions de la Convention, ne pourra en aucun cas être interprété comme une renonciation par la Partie intéressée à s'en prévaloir ultérieurement.

14.4 Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des dispositions de la Convention serait contraire à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les Parties feront les amendements nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres dispositions resteront en vigueur et les Parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution acceptable, tant sur le plan économique que juridique, dans l'esprit de la Convention.

14.5 Toutes les clauses et conditions de la Convention, y compris l'exposé préalable et l'Annexe 1 qui en fait partie intégrante, sont de rigueur. Chacune d'elles est une condition déterminante de la Convention sans laquelle les Parties n'auraient pas contracté, sous réserve des stipulations ci-dessus relatives à la validité.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en x exemplaires originaux,

| | |
|---|--|
| Pour la Région Ile-de-France Valérie Pecresse Présidente | Pour l'Inserm Karine Lanini Déléguée Régionale |
| Pour Medicen Paris Region Julien Ettersperger Délégué Général | Pour Brain&Mind Alexis Génin Directeur Général |

Convention de partenariat - Challenge AI for Health

Annexe 1 : Responsables de Challenge et Partage des tâches

Responsables de Challenge

Pour la Région : Samy Jousset, Chargé de Mission Deep Techs et Daniel Bessis, Chargé de Mission Santé

Pour L'INSERM : Dr. Guillaume DOROTHEE, Directeur de Recherche, et Pr. Marie Sarazin PU/PH (coordinatrice principale des trois cohortes cliniques)

Pour Medicen : Julien Etterperger, DG

Pour Brain&Mind : Alexis Génin, DG et Barbara André, CTO

Partage des tâches

Les tâches et responsabilités des Parties impliquées dans le Challenge sont les suivantes :

Région Ile-de-France

- ☐ Contribue au pilotage et à l'ingénierie du projet
- ☐ Pilote la communication

Phase 1 (Challenge) :

- ☐ Publie l'appel à projet
- ☐ Contribue et enrichit le fichier commun de sourcing des entreprises cibles
- ☐ Contribue à la réalisation du dossier de candidature et aux critères de sélection
- ☐ Consolide le dossier de presse
- ☐ Participe aux événements de promotion/réunion d'information dédiés
- ☐ Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature et sélectionne dix (10) candidats
- ☐ Participe au jury de sélection du lauréat avec un droit de veto
- ☐ Délivre le prix au lauréat en proposant aux élus régionaux une subvention en faveur du lauréat

Phase 2 (Projet collaboratif avec le lauréat) :

- ☐ Finance le projet du lauréat, en collaboration avec l'Inserm.

Phase 3 (Post Projet): Retour d'expérience et communication :

- ☐ Communication autour des résultats : communiqués de presse,
- ☐ Recueil des suggestions d'amélioration

Sponsors : l'Inserm

- ☐ Contribue au pilotage et à l'ingénierie du projet

- ☐ Contribue au pilotage de la communication

Phase 1 (Challenge) :

- ☐ Identifie le jeu de données qui donnera lieu au projet proposé par les candidats
- ☐ Contribue et enrichit le fichier commun de sourcing des entreprises cibles
- ☐ Contribue à la réalisation du dossier de candidature et aux critères de sélection
- ☐ Contribue à l'élaboration d'un dossier de presse
- ☐ Met à disposition les éléments de communication nécessaires à la mise en place de la plateforme de candidature
- ☐ Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature et sélectionne dix (10) candidats
- ☐ Participe aux évènements de promotion/réunion d'information dédiés
- ☐ Recueille, prépare, labellise l'ensemble des données qui seront mises à disposition des candidats sélectionnés
- ☐ S'assure qu'il n'y a pas d'obstacle réglementaire à la mise à disposition des données proposées dans le cadre du défi, sous réserve du respect de la Législation sur les Données à Caractère Personnel par le lauréat du défi
- ☐ Accompagnement technique raisonnable des candidats sélectionnés
- ☐ Participe au jury de sélection des lauréats avec un droit de veto

Phase 2 (Projet collaboratif avec le lauréat) :

- ☐ Met en œuvre, le projet collaboratif avec le lauréat de son défi

Phase 3 (Post Projet) : Retour d'expérience et communication:

- ☐ Communication autour des résultats : communiqués de presse, soumission à des revues scientifiques pertinentes au regard des résultats obtenus
- ☐ Recueil des suggestions d'amélioration
- ☐ Bilan et suivi sur les perspectives de développement

Les partenaires : Medicen Paris Region et Brain&Mind

- ☐ Contribuent à coordination du projet
- ☐ Contribuent à la communication

Phase 1 (Pré-projet):

- ☐ Effectuent la promotion et relaie le challenge dans les newsletters aux adhérents (au min. 2 fois: à l'annonce de l'ouverture des candidatures, pour rappel avant fin des candidatures), le site internet et campagne de mails ciblés (relances...)
- ☐ Elaborent et mettent en commun un fichier de sourcing des entreprises cibles (type Google doc partagé)
- ☐ Contribuent à la réalisation du dossier de candidature et aux critères de sélection
- ☐ Consolident le dossier de presse

- ☐ Co-organisent et participent aux évènements de promotion/réunion d'information dédiés, notamment webinars (min. 1 évènement de promotion dédié et/ou 1 webinar)

Phase 2 (Challenge):

- ☐ Co-instruisent et co-évaluent les dossiers de candidature
- ☐ Accompagnement sur mesure aux questions des candidats/consortia notamment sur la PI, le go-to-market, la gestion de projet etc...
- ☐ Participent au jury

Phase 3 (Post Projet): Retour d'expérience et communication:

- ☐ Communication autour des résultats des projets : communiqués de presse
- ☐ Bilan et suivi sur les perspectives de développement économiques post projet collaboratif et sur les besoins futurs des lauréats/aides régionales
- ☐ Remontée sur les besoins marché pour l'organisation éventuelle d'autres challenges
- Promotion et dissémination des solutions développées et mise en relation des candidats avec des donneurs d'ordres pertinents
- ☐ Recueil des suggestions d'amélioration

Convention de partenariat - Challenge AI for Health 2024

Annexe 2 : Calendrier

- Ouverture du Challenge : formellement le 20 novembre 2025 lors du vote de la présente convention en commission permanente de la Région Ile-de-France , pré-annonce le 1^{er} octobre lors de Medicen Day et le 8 octobre 2025 lors des Assises de la longévité,
- Ouverture de la plate-forme (site internet Région IDF) le 20 novembre 2025
- Les dossiers de candidatures sont à poster avant le 23 janvier 2026 à 23h59 (horodatage informatique faisant foi)
- Sélection de 10 candidats maximum et d'une liste de réserve de 5 candidats par défi par les Organismes le 6 février 2026,
- Signature de l'engagement de confidentialité et envoi informatique & courrier par les candidats sélectionnés au plus tard le 20 février 2026
- En cas de désistement(s) de candidat(s) sélectionné(s) et au plus tard le 27 février 2026 appel à autant de candidat(s) de la liste de réserve que de désistement(s), dans la limite de cinq (5). Les candidat(s) appelés sont soumis à l'obligation de signature de l'engagement de confidentialité et envoi informatique sous deux (2) jours après appel par les Organismes. Ouverture de la plateforme d'analyse des données du Challenge à ce(s) candidat(s) dès réception de leur engagement de confidentialité signé,
- Soumission au jury par chaque candidat sélectionné d'un dossier scientifique au plus tard le 20 mars 2026 à 23h59
- Audition des candidats sélectionnés et sélection du lauréat par le jury la semaine du 13 avril 2026
- Validation et vote de la subvention au lauréat par la Commission Permanente du Conseil Régional de mai ou juin 2026 (dates non connues à ce stade)
- Annonce officielle du lauréat et lancement des travaux avec les équipes de l'Inserm concerné en mai ou juin 2026 (après le vote des élus régionaux)
- S'il y a lieu, communication sur les premiers résultats de la collaboration entre le lauréat et l'Inserm fin 2028

Convention de partenariat - Challenge AI for Health

Annexe 3 : Règlement

REGLEMENT DU CONCOURS

Paris Region Challenge AI for Health 2025

Ce règlement pourra être modifié jusqu'au vote des élus du conseil régional du (Commission permanente de novembre 2025 ?)

Contexte

La Région Ile-de-France a adopté le 15 octobre 2018 son plan IA2021 visant, notamment, à valoriser l'excellence des entreprises franciliennes dans ce domaine, et à leur donner les moyens de prendre des positions dans la compétition internationale, tout en contribuant à faire progresser des enjeux économiques, sociaux et sociétaux. Dans le même esprit, la stratégie Smart Santé 2023-2026 ambitionne de valoriser les données de santé dont disposent les établissements de santé, notamment par l'organisation de challenges et ce, sur l'ensemble des 5 axes prioritaires de cette stratégie (Biothérapies/bioproduction, neurologie, oncologie, innovation chirurgicale, santé des femmes).

La maladie d'Alzheimer (MA) représente un enjeu majeur de santé publique en raison de sa forte prévalence et du coût sociétal induit par la perte d'autonomie. La MA une affection cérébrale neurodégénérative progressive qui se manifeste typiquement par une détérioration des capacités de mémoire, associée secondairement à un déclin des autres domaines cognitifs, responsable d'une diminution de l'autonomie dans la vie quotidienne. Le nombre de personnes souffrant de démence toute étiologie confondue a pu être estimé à 1 200 000 en 2014 en France sur la base de données épidémiologiques françaises et européennes selon Santé publique France, au sein desquelles la MA représente l'étiologie la plus répandue. Cette dernière est la principale cause de dépendance. Au regard de l'arrivée prochaine des nouveaux traitements de type « *disease-modifier* », il s'avère indispensable de repenser les démarches d'identification et de stratification des patients, dans un objectif de traitement personnalisé. Dans cette optique, il reste à développer des panels biologiques (combinatoires de biomarqueurs) permettant de guider la décision thérapeutique et le suivi des traitements.

ARTICLE 1 : ORGANISATION

Dans le cadre de son plan IA2021, la Région Île-de-France met en place un challenge IA pour la Santé intitulé « *Paris Region AI for Health Challenge 2025* » (le « **Challenge** »).

La Région Île-de-France souhaite ainsi contribuer à l'émergence de solutions innovantes pour le secteur de la santé, et soutenir le développement de champions d'envergure internationale dans le domaine de l'IA appliquée à la santé tout en offrant de meilleurs moyens de diagnostic et de traitement aux patients, en particulier dans les domaines de la neurologie et de la santé des femmes.

Les modalités du Challenge sont définies dans le présent règlement (le « **Règlement** »). Le Challenge est organisé par la Région Île-de-France, en partenariat avec l'Inserm.

Ci-après dénommées les « **Organisateurs** »

Medicen Paris Région et le biocluster Brain&Mind sont également impliqués dans le challenge, en tant que support expert.

Ci-après dénommées les « **Partenaire** »

ARTICLE 2 : OBJECTIF, DESCRIPTION ET CALENDRIER DU CHALLENGE

2.1. Objectif et Bases de données

Le Challenge a pour vocation de récompenser les Très Petites Entreprises (TPE), Petites et Moyennes Entreprises (PME), Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) et laboratoires de recherche académiques associés à une entreprise (les « **Groupe**ments »), ayant les propositions les plus pertinentes pour répondre au défi posé par l'Inserm. Ce défi consiste à développer et à valider une combinatoire de biomarqueurs, incluant les paramètres immunitaires sanguins et cérébraux, pronostique et/ou prédictif de la rapidité de progression de la maladie et/ou de réponse aux traitements immunomodulateurs. Sur la base de trois cohortes dont les données cliniques sont acquises, nous proposons d'analyser les composantes immunitaires périphériques et les composante(s) physiopathologique(s) d'intérêt thérapeutique potentiel, pour guider le design des prochains essais cliniques d'immunothérapie combinée. La collaboration avec une équipe spécialisée en analyses computationnelles multidimensionnelles de données de santé constitue un prérequis indispensable et un atout majeur pour atteindre ces objectifs.

Les données mises à disposition des candidats sélectionnés au cours du Challenge proviendront d'une base de données de soins, d'imagerie cérébrale et de marqueurs biologiques. L'étude ImaBio3 a inclus 120 sujets dont 80 patients MA et 40 sujets contrôles, qui ont tous eu une IRM cérébrale, une imagerie de la neuroinflammation en TEP (mesure de l'activation microgliale par la TEP-DPA) et une mesure de la charge amyloïde en (TEP-PiB). L'étude SHATAU7 a inclus 130 sujets, tous ayant eu une imagerie de la charge amyloïde (TEP-PiB) et de la charge tau (TEP-flortaucipir). Tous les sujets ont été suivis annuellement pendant 2 ans, permettant de définir des sous-groupes de « slow decliners » et « fast decliners ». Tous ont eu des prélèvements sanguins à l'inclusion et en fin d'étude, permettant l'identification de nouveaux biomarqueurs, ainsi qu'un génotypage de l'APOE. Plus des 2/3 des sujets ont eu une IRM longitudinale à 2 ans et un TEP-DPA ou TEP-Tau à 2 ans. Ces deux cohortes permettront sont dites « Discovery cohorts ». L'algorithme identifié sera ensuite testé et validé sur une 3^{ème} cohorte, IL2-AD, dite de validation. L'étude IL2-AD est un essai thérapeutique par immunomodulation incluant 45 sujets MA suivi pendant 18 mois, ayant tous une imagerie de la neuroinflammation en TEP/IRM, ainsi que des prélèvements sanguins, à différents points de l'étude. Une des forces du projet est que les imageries IRM et TEP ont été acquises dans le même centre, limitant ainsi les biais d'analyse liés aux différents scans.

La première étape sera de colliger l'ensemble des informations cliniques et biologiques dans une base de données communes. La seconde étape sera d'analyser ces informations sur la base d'une approche d'analyse en multimodalité : profils d'évolution clinique (slow vs fast decliners), biomarqueurs du LCR, imagerie structurale IRM (mesures volumiques régionales corticales déjà

acquises), imagerie moléculaire en TEP (DPA, PiB, flortaucipir : mesures quantitatives régionales corticales déjà acquises), marqueurs sanguins multiparamétriques, en tenant compte du suivi longitudinal à 2 ans. L'objectif est d'identifier une combinatoire de marqueurs immunitaires périphériques constituant une composante pronostique évolutive et/ou prédictive des processus neuroimmunitaires et neuroinflammatoires associées à différents profils d'évolution clinique.

Pour la phase de concours, un échantillon représentatif de **15%** des patients des « Discovery cohorts » sera mis à disposition, afin d'apprécier le type de données qui seront mises à disposition lors de la phase ultérieure de développement du projet. La totalité du Dataset sera rendu disponible pour la phase de développement collaboratif.

Une fiche détaillée décrivant les jeux de données proposés est fournie à chaque candidat avec le dossier de candidature téléchargeable sur la plate-forme Mes Démarches de la Région Ile-de-France.

Il sera attendu des candidats qui seront sélectionnés pour le Challenge qu'ils soient capables d'écrire une notice explicative de la méthodologie mise en place, suffisante pour permettre au jury de comprendre l'innovation proposée par le projet, l'impact attendu pour les patients et/ou professionnels de santé et le marché adressé.

Dans le cas du défi proposé par l'Inserm, un échantillon de données étant mis à disposition, les candidats mettrons en avant des résultats préliminaires et devront expliquer des méthodes complémentaires envisagées pour la phase de développement collaboratif.

Tous résultats issus d'autres études ou jeux de données permettant de mieux comprendre les potentiels résultats de la méthodologie proposée sont encouragés.

Les données seront uniquement fournies aux candidats sélectionnés par les Organismes selon les modalités ci-après et sous réserve de la signature par les candidats d'une convention avec l'Inserm encadrant la fourniture de ces données (CONVENTION CANDIDAT - « DATA CHALLENGE MA »).

2.2. Modalités de participation

Les candidats ayant rempli un dossier de candidature (les « **Candidats** ») pourront se positionner sur le défi posé. Les Organismes sélectionneront un maximum de dix (10) Candidats (les « **Candidats Sélectionnés** ») qui auront accès aux experts de l'**Inserm** afin de :

- Définir les détails du projet proposé et de la collaboration,
- Répondre aux éventuelles questions sur les données proposées pour le projet,
- Accéder aux données synthétiques afin de réaliser une preuve de concept sur la méthodologie proposée pour le projet

Un comité de sélection sera mis en place composé des organisateurs dont l'objectif sera de vérifier l'éligibilité des Candidats selon les critères du cahier des charges. Les dossiers de candidatures devront ensuite être validés par un comité propre à l'Inserm.

Les dossiers des Candidats seront analysés par l'équipe projet afin de s'assurer de la pertinence scientifique et la faisabilité, ainsi que par les services juridiques et administratifs de l'équipe projet pour la conformité réglementaire.

Les dossiers de candidature approuvés par le comité susmentionné seront informés de leur sélection par les Organisateurs.

Les Candidats Sélectionnés pourront, s'ils le souhaitent, pré-entraîner leurs algorithmes sur des données extérieures, notamment des bases de données publiques. Les candidats devront proposer des résultats préliminaires issus de l'analyse des données mises à disposition.

Parmi les Candidats Sélectionnés, un jury (le « Jury ») dont la composition est définie ci-après choisira le lauréat du Challenge (le « Lauréat »).

2.3. Calendrier

- Recueil des candidatures :
 - o Ouverture du Challenge : 20 novembre 2025,
 - o Les dossiers de candidatures sont à poster avant le 23 janvier 2026 à 23h59 (horodatage informatique faisant foi)
- Sélection de 10 candidats maximum et d'une liste de réserve de 5 candidats par défi par les Organisateurs le 6 février 2026,
- Signature de l'engagement de confidentialité et envoi informatique & courrier par les candidats sélectionnés au plus tard le 20 février 2026
- En cas de désistement(s) de candidat(s) sélectionné(s) et au plus tard le 27 février 2026 appel à autant de candidat(s) de la liste de réserve que de désistement(s), dans la limite de cinq (5). Les candidat(s) appelés sont soumis à l'obligation de signature de l'engagement de confidentialité et envoi informatique sous deux (2) jours après appel par les Organisateurs. Ouverture de la plateforme d'analyse des données du Challenge à ce(s) candidat(s) dès réception de leur engagement de confidentialité signé,
- Soumission au jury par chaque candidat sélectionné d'un dossier scientifique au plus tard le 20 mars 2026 à 23h59
- Audition des candidats sélectionnés et sélection du lauréat par le jury la semaine du 13 avril 2026
- Validation et vote de la subvention au lauréat par la Commission Permanente du Conseil Régional de mai ou juin 2026 (dates non connues à ce stade)
- Annonce officielle du lauréat et lancement des travaux avec les équipes de l'Inserm concerné en mai ou juin 2026 (après le vote des élus régionaux)

- S'il y a lieu, communication sur les premiers résultats de la collaboration entre le lauréat et l'Inserm fin 2028
 - o Ouverture du Challenge le 30 septembre 2025
 - o Les dossiers de candidatures sont **à poster avant le 28 novembre 2025** à 23h59 (horodatage informatique faisant foi)
- Sélection de 10 candidats maximum et d'une liste de réserve de 5 candidats par les Organismes le 15 décembre 2025,
- Signature de l'engagement de confidentialité et envoi informatique par les candidats sélectionnés au plus tard le 9 janvier 2026
- En cas de désistement(s) de candidat(s) sélectionné(s) et au plus tard le 16 janvier 2026, appel à autant de candidat(s) de la liste de réserve que de désistement(s), dans la limite de cinq (5). Les candidat(s) appelés sont soumis à l'obligation de signature de l'engagement de confidentialité et envoi informatique sous deux (2) jours après appel par les Organismes.
- Ouverture de la plateforme d'analyse des données du Challenge à ce(s) candidat(s) dès réception de leur engagement de confidentialité signé,
- Soumission au jury par chaque candidat sélectionné d'un dossier scientifique au plus tard le 13 février 2026 à 23h59
- Audition des candidats sélectionnés par le jury la semaine du 9 Mars 2026
- Validation et vote de la subvention au lauréat par la Commission Permanente du Conseil Régional de mai ou juin 2026 (dates non connues à ce stade)
- Annonce officielle du lauréat et lancement des travaux avec les équipes de l'Inserm concerné en mai ou juin 2026 (après le vote des élus régionaux)

Pour toute demande d'information complémentaire, contactez : ai-healthchallenge@iledefrance.fr

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Le Challenge est ouvert aux :

- TPE et PE (entreprises de moins de 50 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros) au sens de l'annexe 1 du RGEC;
- ME (entreprises de moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros) au sens de l'annexe 1 du RGEC ;
- ETI (entreprise de taille intermédiaire) ; et aux
- Groupements associant soit un laboratoire public et une (ou plusieurs) entreprise(s) privée(s), soit plusieurs entreprises de type TPE, PE, ME ou ETI.

Le Challenge est ouvert aux entreprises, ou Groupements de l'Union européenne ou de Suisse, déjà constitués, et ayant leur siège social ou l'établissement permanent qui participera aux travaux relatifs au Challenge situé dans la Région Île-de-France ou ayant un projet d'implantation en Île-de-France dans un délai

d'un an maximum à partir de la date d'ouverture du Challenge (ce projet d'implantation devant être significatif en termes de moyens et ressources humaines).

Les entreprises en difficulté définies par l'article 2 § 18 du RGE n°651/2014 modifié et le § 3.2 du régime SA 58995 relatif aux aides d'Etat en faveur de la RDI ne sont pas éligibles au challenge.

ARTICLE 4 : DOSSIER DE CANDIDATURE ET CRITÈRES DE SÉLECTION

4.1. Dossier de candidature

Les entreprises et laboratoires souhaitant concourir au Challenge (les « **Candidats** ») devront déposer un dossier de candidature sur le site du Challenge à l'adresse suivante : ai-healthchallenge@iledefrance.fr.

Une candidature est portée par une seule entreprise soit en son nom propre soit pour le compte d'un Groupement pour lequel elle agit en qualité de chef de file.

Tout dossier de candidature devra être signé et déposé par voie électronique par le représentant légal du Candidat sur le Site.

Le dossier de candidature du Candidat comprendra le formulaire de candidature dûment complété (l'ensemble des champs obligatoires devant être remplis).

Il appartient à chaque Candidat de prendre connaissance du présent Règlement (accessible sur le Site) préalablement au dépôt de son dossier de candidature. A ce titre, un dossier de candidature ne pourra être déposé que si le représentant légal du Candidat (au nom et pour le compte du Candidat) déclare avoir lu et accepter sans réserve les conditions du Règlement.

Au-delà de deux cents (100) candidatures, les Organisateurs se réservent toutefois la possibilité de clôturer par anticipation les inscriptions au Challenge.

La participation d'un Candidat sera prise en compte au moment où il aura déposé son dossier de candidature, sous réserve du respect des termes du présent Règlement.

Les dossiers de candidature non complets ou soumis après la date de clôture des inscriptions (y compris en cas de clôture des inscriptions par anticipation) ne seront pas pris en compte.

Les Organisateurs ne sauraient être tenus responsables au cas où un (ou plusieurs) Candidat ne parvient pas à se connecter sur le Site, du fait de tout défaut technique ou de tout problème lié, notamment, et non limitativement, à l'encombrement du réseau, une erreur humaine ou d'origine électrique, une intervention malveillante, un dysfonctionnement de logiciel ou de matériel ou un cas de force majeure.

Les Candidats s'engagent à communiquer des informations exactes dans leur dossier de candidature. Les Candidats ne pourront pas modifier les informations communiquées après la date de clôture des candidatures. Les Organismes se réservent la possibilité de réclamer aux Candidats toute justification des informations mentionnées dans le dossier de candidature. Les Organismes ne sauraient être tenus pour responsables de l'inexactitude des informations communiquées par les Candidats.

4.2. Critères de sélection

Pour la sélection des Candidats Sélectionnés, les Organismes apprécieront la valeur des Candidats notamment au regard des critères suivants, cités sans ordre croissant ou décroissant d'importance :

- Expériences & compétences du Candidat dans le domaine de la santé
- Expériences & compétences du Candidat dans le domaine de l'intelligence artificielle

Pour le choix du Lauréat, les membres du Jury (définis ci-après) apprécieront la valeur de la réponse apportée, notamment, au regard des critères suivants, cités sans ordre croissant ou décroissant d'importance :

- Intérêt et maîtrise sur les axes de collaborations proposés par les candidats à l'Inserm au regard des jeux de données
- Expertise en IA
- Capacité de la solution technique proposée à répondre à des enjeux cliniques majeurs et complexité de la mise en œuvre de la solution

4.3 Droit de veto

L'Inserm disposera d'un droit de veto sur les Candidats Sélectionnés et sur les Lauréats.

Ce droit lui permettant de s'opposer à la sélection d'un Candidat ou à la désignation d'un Lauréat incompatible avec ses choix stratégiques et/ou avec lequel il est ou a été en litige contentieux, et/ou dont l'objet social n'est pas en conformité avec le sien.

Les membres du Jury s'engagent à se désister lors de la sélection des Candidats et la désignation du Lauréat dans lequel il y aurait directement ou indirectement un conflit d'intérêt telle que par exemple, une participation au capital.

ARTICLE 5 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour les besoins du présent Article 5. « Données à Caractère Personnel », les termes « Données à Caractère Personnel », « Traitement », « Responsable du Traitement », « Responsables Conjointes du Traitement » ont la même signification que celle prévue au titre du Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces

données (le « RGPD ») et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés (ci-après collectivement désignés la « Législation sur les Données à Caractère Personnel »).

Au titre des présentes les termes :

- « **Participant(s)** » signifie la (ou les) personne(s) physique(s) ayant rempli un dossier de candidature au Challenge pour le compte d'un (ou des) Candidat(s).
- « **Participant(s) Sélectionné(s)** » signifie la (ou les) personne(s) physique(s) participant au Challenge pour le compte d'un (ou des) Candidat Sélectionnés, tels que définis à l'Article 2.2 du présent Règlement.
- « **Représentants des Candidats** » signifie les représentants des Candidats.
- « **Employés des Candidats** » signifie les employés des Candidats en ce inclus les Participants.

1. Responsable du Traitement

Conformément à la Législation sur les Données à Caractère Personnel, les Données à Caractère Personnel des Participants, Représentants et Employés des Candidats font l'objet de Traitements par les Organismes et les Partenaires, agissant en qualité de Responsables Conjointes du Traitement. À ce titre, les Organismes et les Partenaires déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement relatifs à l'organisation et au déroulement du Challenge.

Pour toute demande relative au Traitement de ses Données à Caractère Personnel, tout Candidat peut contacter, de façon alternative :

Le Délégué à la Protection des Données (« DPO ») de l'Inserm :

- Par courrier électronique : dpo@inserm.fr
- Par adresse postale : 101, rue de Tolbiac, 75013 PARIS

OU

Le correspondant à la protection des Données à Caractère Personnel désigné par la Région :

Le Délégué à la Protection des Données (« DPD ») de la Région Ile de France

- Par courrier électronique : dpo@iledefrance.fr
- Par adresse postale :
Région Ile-de-France
A l'attention du Délégué à la Protection des Données
2 rue Simone Weil
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

2. Collecte et Traitement des Données à Caractère Personnel des Candidats

Les Données à Caractère Personnel relatives à l'état civil, l'identité et autres données d'identification, ainsi qu'à l'image soit les noms, prénoms, adresses emails, numéros de téléphone et le cas échéant photographies et/ou captations vidéo des Représentants et des Employés Candidats sont collectées par les Organismes et font l'objet d'un Traitement par les Organismes et les Partenaires, pour les besoins des finalités suivantes :

- ☐ Étude de la conformité des dossiers des Candidats par rapport aux critères d'éligibilité fixés dans le présent règlement.
- ☐ Prise de contact auprès des Candidats Sélectionnés afin notamment de leur transmettre les informations sur les prochains jalons du Challenge.
- ☐ Utilisation de citations, d'images ou de captations vidéo des Représentants et/ou Employés des Candidats à des fins de communication, médiatisation (dossiers de presse notamment) par les Organismes et/ou les Partenaires

Lesdites Données sont conservées, de façon sécurisée, pour une durée de 6 mois.

En participant au Challenge, les Candidats consentent au Traitement de leurs Données à Caractère Personnel par les Organismes et les Partenaires, dans le respect des conditions telles que précisées au sein de la présente section.

3. Droits des Candidats relatifs à l'utilisation de leurs Données à Caractère Personnel

En tout état de cause, chacun des Candidats dispose du droit d'accéder à ses Données à Caractère Personnel. Les Candidats ont aussi la possibilité de demander à ce que leurs Données à Caractère Personnel soient modifiées ou supprimées. Les Candidats peuvent s'opposer au Traitement de leurs Données à Caractère Personnel, demander la limitation de celui-ci ou exercer leur droit à la portabilité de leurs Données à Caractère Personnel.

Les Candidats sont également informés de leur droit de retirer leur consentement au Traitement de leurs Données à Caractère Personnel, à tout moment. La fourniture desdites Données à Caractère Personnel étant nécessaire à la validation de leur participation au Challenge, leur participation au Challenge s'en trouvera annulée le cas échéant.

Pour toute demande liée à l'exercice de leurs droits, les Candidats peuvent contacter le DPD de l'Inserm ou le correspondant à la protection des Données à Caractère Personnel désigné par la Région, dont les coordonnées sont communiquées au sein de la section « 1. Responsable du traitement » du présent Article.

Les Candidats disposent également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle nationale compétente, à savoir la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (« CNIL »).

ARTICLE 7 : PROPOSITION AU LAURÉAT

Le Challenge est doté d'une enveloppe maximum de cinq cent mille euros (500 000 euros).

Un Candidat sera choisi comme « **Lauréat** » et s'il en fait la demande pourra se voir attribuer par la Région Île-de-France une subvention sous réserve d'un vote favorable de la Commission Permanente de la Région Île-de-France. Celle-ci s'appuiera sur le régime cadre exempté de notification N° SA. 111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026, dans la mesure où le projet et les dépenses présentés pourront être considérées éligibles ([RDI](#)).

Le Lauréat travaillera pour finaliser ses travaux, en collaboration avec l'Inserm et accéder à une plus grande partie, de la base de données de celui-ci à sa discrétion.

La subvention portera, sous réserve du vote favorable des élus de la Commission Permanente de la Région Île de France sur les travaux collaboratifs qui auront lieu après le Challenge entre le Lauréat et l'Inserm;

En aucun cas les ressources engagées par les Candidats dans le cadre du Challenge, c'est-à-dire pendant la durée de la compétition jusqu'à la désignation du Lauréat, ne pourront être sujettes à un financement de la part de la Région Île de France ou l'Inserm

A titre d'information, dans le cadre d'un projet collaboratif, soumis à la réglementation européenne en vigueur, à savoir le régime cadre exempté de notification N° SA. 111723 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 ([RDI](#)) prévoit des taux de subventionnement maximum de :

- 60% des dépenses liées au projet post-Challenge pour les TPE et PE ;
- 50% des dépenses liées au projet post-Challenge pour les ME ;
- 40% des dépenses liées au projet post-Challenge pour les ETI.

Les laboratoires associés à une entreprise pourront recevoir un financement de 100 % dans la limite de 120 000 € sous réserve du respect de la réglementation européenne des aides d'Etat applicables à ces structures. Il sera en particulier attendu de constituer un dossier sur la base de la Méthodologie de qualification de l'organisme de recherche proposée en annexe au présent règlement.

ARTICLE 8 : SELECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DU LAUREAT

Les dossiers de candidature des Candidats seront évalués par les Organisateurs sur la base des critères d'éligibilité et de sélection mentionnés aux articles 3 et 4.2 du Règlement.

Les Organismes se réservent le droit de ne pas étudier le dossier d'un Candidat s'il ne remplit pas l'ensemble des critères d'éligibilité prévus à l'article 3 du Règlement.

Le cas échéant, afin de pouvoir évaluer les dossiers de façon plus précise, les Organismes se réservent le droit de solliciter les Candidats pour toute demande de précisions ou de justificatifs et/ou pour répondre à toute(s) question(s) complémentaire(s).

À partir de ces dossiers, les Organismes sélectionneront jusqu'à dix (10) Candidats Sélectionnés. S'ils le souhaitent, les Organismes pourront consulter Medicen et Brain&Mind pour avis consultatif lors de cette sélection.

Les Organismes n'ont pas l'obligation de motiver leurs décisions, qui sont sans recours.

Les Candidats Sélectionnés bénéficieront d'un accompagnement technique raisonnable, c'est-à-dire fonction des disponibilités des équipes de l'Inserm en charge du défi jusqu'au vote du Jury.

Le Jury sera en charge du processus de sélection du Lauréat parmi les Candidats Sélectionnés qui soumettront tous un dossier scientifique au Jury et feront une présentation de leurs résultats devant le Jury.

Le Jury est composé de deux (2) représentants de la Région Île de France, de deux représentants de l'Inserm, d'une (1) personne de Medicen Paris Region, d'une (1) personne de Brain&Mind, d'un (1) fonds d'investissement, d'une (1) personnalité qualifiée.

Chaque membre du Jury sera tenu de signer un accord de confidentialité transmis en amont par la Région Ile-de-France.

Le Lauréat sera choisi par le Jury sur la base des critères mentionnés aux articles 3 et 4.2 du Règlement.

Le Jury annoncera le nom du Lauréat dans un délai d'environ deux (2) semaines après la dernière présentation orale.

Le cas échéant, afin de pouvoir évaluer les dossiers de façon plus précise, le Jury se réserve le droit de solliciter les Candidats Sélectionnés pour toute demande de précision(s) ou de justificatif(s) et/ou pour répondre à toute(s) question(s) complémentaire(s).

Le Jury n'est pas dans l'obligation de motiver ses décisions, qui sont sans recours.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ

9.1. Obligations du Jury, des Organismes et des Partenaires

Le Jury, les Organismes, les Partenaires et tout agent, consultant, sous-traitant, employé des Organismes et des Partenaires s'engagent à traiter comme confidentielles les informations dont ils auront connaissance lors de l'examen des dossiers de candidature.

Ces informations ne pourront être divulguées sans accord préalable écrit des Candidats.

Néanmoins, les Organismes et les Partenaires sont autorisés à communiquer à la presse et à publier le nom du Lauréat ainsi que le Prix obtenu par celui-ci.

Le Lauréat du Challenge, autorise les Organismes et les Partenaires à reproduire et à utiliser librement ses marques et logos. Ces éléments pourront être reproduits et édités sur diverses formes de support utiles à la promotion du Challenge et en relation avec celui-ci (que ce soit support écrit, audiovisuel ou électronique).

Le Lauréat du Challenge peut cependant autoriser la publication dans les documents de communication des Organismes et des Partenaires et la communication à la presse d'un extrait de son dossier de candidature, à charge pour lui de fournir cet extrait qui ne devra plus contenir d'information confidentielle du point de vue du Lauréat.

Les Organismes, les Partenaires et les membres du Jury s'engagent à ne faire aucun usage des informations confidentielles portées à leur connaissance dans un autre but que celui du Challenge et de la sélection du Lauréat.

9.2. Obligations des Candidats

Les Candidats s'engagent à traiter comme confidentielles les informations dont ils auront connaissance lors du Challenge. Ces informations incluent notamment, mais ne sont pas limitées à, toute données pseudonymisées et/ou anonymisées, toute information relative au défi de l'Inserm ainsi qu'aux Organismes.

Les Candidats Sélectionnés s'engagent individuellement à signer un engagement de confidentialité remis par l'Inserm pour leur participation au Challenge.

Tout Candidat Sélectionné n'ayant pas préalablement signé cet engagement ne pourra pas participer au Challenge.

ARTICLE 10 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1. Propriété intellectuelle des Candidats

L'Inserm et la Région Île de France souhaitent promouvoir la valorisation des travaux de recherche réalisés dans le cadre du Challenge.

Les Candidats ne peuvent prétendre à un droit quelconque, exprès ou implicite, sur les savoir-faire, les brevets, demandes de brevets, modèles ou marques déposés, de droit d'auteur, les matériels, les données et bases de données détenus par les Organismes.

Tout droit de propriété intellectuelle susceptible d'être générée par un Candidat Sélectionné durant la phase de compétition du Challenge fera l'objet d'une négociation entre le Candidat Sélectionné et l'Inserm.

De même, pour le Candidat Sélectionné, tout projet d'exploitation des résultats générés durant la phase de compétition du Challenge fera l'objet d'une négociation préalable avec l'Inserm. L'Inserm pourra s'y opposer si cette exploitation est contraire à ses intérêts légitimes.

10.2. Propriété intellectuelle du Lauréat

Il est entendu que le présent Règlement ne peut être considéré comme concédant au Lauréat un droit quelconque, exprès ou implicite, sur le savoir-faire, les brevets, demandes de brevets, modèles ou marques déposées, le droit d'auteur, les données et bases de données détenus, les matériels, par les Organismes.

Tout droit de propriété intellectuelle susceptible d'être généré par le Lauréat sera examiné conjointement par l'Inserm et le Lauréat et fera l'objet d'une discussion visant à en définir les règles d'attribution entre eux ainsi que les règles d'exploitation commerciale.

Le Lauréat concède à l'Inserm une licence gratuite, non exclusive, sous-licenciable, d'utilisation de tous les droits de propriété intellectuelle relatifs aux résultats obtenus par le Lauréat dans le cadre du Challenge, en ce inclus les droits patrimoniaux d'auteur. Ces droits comprendront le droit de reproduction et de représentation et notamment d'utilisation, d'adaptation, de modification, d'incorporation, de diffusion et de commercialisation desdits résultats et ce, pour la durée de validité desdits droits, pour tous pays, et pour une exploitation directe ou indirecte, sans limitation d'étendue ni de destination.

Un accord de collaboration pourra être négocié entre l'Inserm et le Lauréat, sans qu'il y ait obligation pour l'un ou l'autre de conclure un tel accord. En l'absence d'accord, aucune exploitation des résultats générés au cours du Challenge ne pourra avoir lieu.

10.3. Garantie

Le Candidat garantit détenir toutes les autorisations pour participer au Challenge. Il garantit notamment qu'il n'enfreint aucun droit de propriété intellectuelle/secret d'affaires de tiers.

Le Candidat garantit les Organismes contre toute réclamation, opposition, demande de dommages et intérêts, action (incluant mais non limité aux actions en contrefaçon et en concurrence déloyale) exercé par un tiers du fait de la participation du Candidat au Challenge. Les indemnités, dommages et intérêts, amendes ainsi que tous frais engagés par les Organismes, résultant

des éléments précités seront pris en charge par le Candidat. Le Candidat garantit que la solution à l'une/aux défis qu'il communique dans le cadre du Challenge n'est soumise à aucune obligation qui pourrait limiter sa participation au Challenge ou sa potentielle exploitation future.

10.4. Marques et logos

Toute utilisation des marques et/ou logos des Organismes et/ou des Partenaires par les Candidats et/ou Lauréats, devra faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite des Organismes et/ou Partenaires concernés.

Les Candidats Sélectionnés autorisent les Organismes, à titre gratuit, à utiliser leur marque(s), logo(s), la présentation de la solution dépourvue d'informations confidentielles, sur tout type de support pendant toute la durée du Challenge et trois (3) ans après la clôture de celui-ci.

ARTICLE 11 : ANNULATION

Les Organismes se réservent le droit d'annuler ou de modifier partiellement ou en totalité le Challenge ainsi que le présent Règlement sans préavis et sans avoir à justifier cette décision et ne pourront, en aucun cas être tenus pour responsables.

ARTICLE 12 : ENGAGEMENTS DES CANDIDATS

Tout Candidat au Challenge s'engage à :

- prendre connaissance et accepter sans réserve le présent Règlement ;
- détenir les droits de propriété intellectuelle des éléments en relation avec sa candidature ou être autorisé par les détenteurs (ou codétenteurs) desdits droits à candidater et participer au Challenge ;
- renoncer à tout recours à l'encontre des Organismes et Partenaires notamment concernant le Challenge et ses conditions d'organisation, les résultats et les décisions des Organismes et du Jury, tout manque éventuel de réactivité ou autre pendant la phase d'accompagnement technique par l'Inserm, Medice Paris Region ou Brain&Mind, tout dommage, matériel ou immatériel causé à l'occasion du Challenge et de ses suites, aux Candidats, à leurs équipements informatiques et aux données qui y sont stockées et aux conséquences pouvant en découler sur leur activité personnelle, professionnelle ou commerciale ;
- s'interdire toute réclamation ou demande de dédommagement en cas de modification, report ou annulation de la manifestation de lancement ou de remise du prix du Challenge ;
- autoriser par avance et à titre gracieux, les Organismes du Challenge, à reproduire et représenter son nom, adresse et photographie, sur tout support qui pourraient être utilisés dans toute manifestation.

ARTICLE 13 : ENGAGEMENTS DES ORGANISMES ET PARTENAIRES

Les Organismes et Partenaires du Challenge s'engagent à répondre dans la limite du raisonnable et de leurs ressources humaines disponibles, le plus rapidement possible aux questions, besoins des Candidats pendant le déroulement du Challenge.

ARTICLE 14 : NON-RESPECT DU REGLEMENT

Le non-respect d'un des articles du présent Règlement entraîne l'exclusion définitive du Candidat du Challenge.

ARTICLE 15 - DROITS D'IMAGE

En s'inscrivant au Challenge, les Candidats et leurs représentants ou employés acceptent la prise de leur image (sous toute forme et sur tout support) lors du Challenge ainsi que la reproduction, l'utilisation et la diffusion de leur image, y compris lors du Challenge ou lors de la remise du prix par les Organisateurs, notamment à titre promotionnel pour la promotion du Challenge ou pour tout événement ultérieur organisé par les Organisateurs, dans le cadre de leur développement et mise en œuvre futurs.

Les Candidats et leurs représentants ou employés cèdent sans contrepartie leur droit à l'image, quels que soient la forme (telles que photographies, enregistrements, sans que cette liste soit exhaustive) et le support (tel que numérique, graphique, papier sans que cette liste soit exhaustive), en intégralité ou par extraits, aux Organisateurs et aux Partenaires en vue, notamment, des utilisations suivantes :

1. la reproduction des photographies et/ou films, en intégralité ou par extraits, par tous procédés connus et inconnus à ce jour et sur tous supports ;
2. la représentation des photographies et/ou films, en intégralité ou par extraits, par tous procédés de communication au public connus et inconnus à ce jour.

Cette autorisation est consentie à titre gracieux pour le monde entier et sans limite de temps.

ARTICLE 16 : UTILISATION DU SITE

Les Candidats s'engagent à :

- respecter les droits afférents aux contenus diffusés sur le Site ;
- ne pas détourner ou tenter de détourner le Site de son usage normal

ARTICLE 17 : DIVERS

Les Organisateurs pourront annuler tout ou partie des participations au Challenge s'il apparaît que des fraudes sont intervenues sous quelque forme que ce soit, notamment de manière informatique dans le cadre de la participation et/ou du déroulement du Challenge.

Ils se réservent, dans cette hypothèse, le droit de poursuivre devant les juridictions compétentes les auteurs de ces fraudes. Les Organisateurs ne sauraient toutefois encourir aucune responsabilité d'aucune sorte vis-à-vis des Candidats et/ou Lauréats du fait des fraudes commises.

Le présent Règlement est soumis exclusivement au droit français. Tout litige né à l'occasion du présent Règlement et qui ne pourrait être réglé à l'amiable, sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Convention de partenariat - Challenge AI for Health

Annexe 4 : Notice d'Information

TRAITEMENT DES COORDONNEES PROFESSIONNELLES DES PARTIES

Notice d'information des Parties

La protection de vos données à caractère personnel est d'une grande importance pour les Parties, aussi les Parties prendront toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que vos données à caractère personnel sont traitées en toute sécurité.

Dans le cadre de l'exécution de la Convention XXX N° XXX (ci-après le « Projet »), les Parties agissant en tant que co-responsables de traitement, traiteront vos nom, prénom, numéro de téléphone et adresses e-mail et postale professionnelles, afin d'assurer le suivi de l'exécution du Projet.

Pour cette finalité, vos données à caractère personnel seront donc conservées pour la durée d'exécution du Projet.

En tout état de cause, vous détenez le droit d'accéder à vos données à caractère personnel. Vous avez aussi la possibilité de demander à ce que vos données à caractère personnel soient modifiées ou supprimées. Vous pouvez aussi vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel ou demander la limitation de celui-ci.

Pour toute demande ou réclamation, veuillez envoyer un courrier électronique aux référents RGPD des Parties.

Pour la Région d'Île-de-France :
Pour l'Inserm : dpo@inserm.fr
Pour Medicen Paris Region :
Pour

Vous avez également le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle à savoir de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (« CNIL »).

Notice d'information de la Région

Vos données sont collectées afin d'assurer le fonctionnement et le déroulement du Challenge. Le traitement de données est mis en œuvre par la région Ile-de-France, Pôle Développement Economique et Emploi, Direction des Politiques Economiques Régionales, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen, qui en est le responsable de traitement.

Vos données:

| | | |
|--|---|------------------------------|
| Sont-elles transmises à d'autres structures (destinataires) ? | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input checked="" type="checkbox"/> Structures travaillant avec la région pour l'accomplissement de la politique | Partenaires et Organismes du Challenge | |

| | | |
|---|------------------------------|---|
| Sont-elles transférées hors de l'Union Européenne ou auprès d'une organisation internationale ? | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Et en cas de transfert hors Union Européenne, il existe une décision d'adéquation rendue par la Commission européenne | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investie la région.

Les données seront conservées 6 mois à partir de la date d'ouverture aux candidatures sur la plateforme.

Vous disposez, conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016-679 et à la loi informatique et libertés n°78-17 modifiée par la loi 2018-493 du 26 juin 2018 des droits suivants :

| |
|--|
| d'un droit d'accès à vos données personnelles |
| d'un droit de rectification de vos données |
| d'un droit à la limitation du traitement de vos données. |
| d'un droit d'opposition au traitement de vos données. Dans ce cas, votre demande de participation au challenge sera rejetée. |
| d'un droit à l'effacement de vos données (droit à l'oubli) |
| d'un droit à la portabilité de vos données |

Ces droits peuvent être exercés à l'adresse électronique : donnees-personnelles@iledefrance.fr

La non-fourniture des données nécessaires au traitement entraîne l'arrêt de la procédure que vous avez commencée via le formulaire.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez joindre le délégué à la protection des données pour ce traitement, M. Manuel BEGUIER, par courriel à l'adresse suivante : cil@iledefrance.fr

Vous avez aussi la possibilité de déposer une plainte directement auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés à l'adresse suivante : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes/>

Par ailleurs, si la base légale est le consentement (case le traitement relève de votre consentement cochée), vous pouvez le retirer à tout moment. Ceci ne retirera pas le fait que les traitements effectués avant d'avoir retiré votre consentement l'ont été avec votre accord si bien qu'ils resteront licites. A réception de votre refus de consentement, vos données ne seront plus traitées et cela aura pour conséquence le rejet de votre demande de participation au challenge

Ce traitement fait l'objet d'une prise de décision automatisée : ☐ Oui ☒ Non

Vos données sont collectées afin d'assurer le fonctionnement et le déroulement du Challenge. Le traitement de données est mis en œuvre par XXX, (adresse), qui en est le responsable de traitement.

Vos données:

| | | |
|--|---|------------------------------|
| Sont-elles transmises à d'autres structures (destinataires) ? | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input checked="" type="checkbox"/> Structures travaillant avec la région pour l'accomplissement de la politique | Partenaires et Organismes du Challenge | |

| | | |
|---|------------------------------|---|
| Sont-elles transférées hors de l'Union Européenne ou auprès d'une organisation internationale ? | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Et en cas de transfert hors Union Européenne, il existe une décision d'adéquation rendue par la Commission européenne | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |

Ce traitement est nécessaire à l'exécution de la convention conclue notamment avec la Région Ile de France pour le bon déroulement du Challenge.

Les données seront conservées 6 mois à partir de la date d'ouverture aux candidatures.

Vous disposez, conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016-679 et à la loi informatique et libertés n°78-17 modifiée par la loi 2018-493 du 26 juin 2018 des droits suivants :

| |
|--|
| d'un droit d'accès à vos données personnelles |
| d'un droit de rectification de vos données |
| d'un droit à la limitation du traitement de vos données. |
| d'un droit d'opposition au traitement de vos données. Dans ce cas, votre demande de participation au challenge sera rejetée. |
| d'un droit à l'effacement de vos données (droit à l'oubli) |
| d'un droit à la portabilité de vos données |

Ces droits peuvent être exercés à l'adresse électronique :

La non-fourniture des données nécessaires au traitement entraîne l'arrêt de la procédure que vous avez commencée via le formulaire.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez joindre le délégué à la protection des données pour ce traitement, xxxx, par courriel à l'adresse suivante:

Vous avez aussi la possibilité de déposer une plainte directement auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés à l'adresse suivante :

<https://www.cnil.fr/fr/plaintes/>

Ce traitement fait l'objet d'une prise de décision automatisée :

☐ Oui ☒ Non

Annexe 9 - Convention challenge IA CNES

CONVENTION DE PARTENARIAT

Relative à l'organisation du Paris Region AI for Space Challenge 2025

ENTRE

La Région d'Ile-de-France

Ayant son siège 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse
agissant en vertu de la délibération n° CP 2025-332 du 20 novembre 2025

ci-après dénommée la « **Région** »

D'une Part,

Et

Le Centre National d'Etudes Spatiales

Etablissement public français scientifique et technique, à caractère industriel et commercial

2, place Maurice Quentin

75039 PARIS CEDEX 1

Ci-après dénommé le CNES

Représenté par Monsieur François Jacq, Président Directeur Général

Ci-après dénommée « **Le CNES** ».

D'autre Part,

La Région, le CNES, sont ci-après dénommés collectivement par les « **Organisateurs** » ou les « **Parties** » et individuellement par la « **Partie** ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La Région Ile-de-France a adopté un plan en faveur du développement de l'Intelligence Artificielle dans lequel elle souhaite mettre cette technologie au service de la transformation des industries.

C'est donc dans cette double optique, que la Région met en œuvre des challenges dédiés à l'Intelligence Artificielle ouverts à toute entreprise ou structure du territoire francilien sur une base transparente et non discriminatoire.

Le Centre national d'études spatiales (CNES), agence spatiale française, est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) chargé

d'élaborer et de proposer au gouvernement français le programme spatial français, puis de le mettre en œuvre.

Le CNES développe une stratégie d'innovation en Intelligence Artificielle pour l'analyse de la donnée satellite et le développement expérimental de services à valeur ajoutée. En particulier, le CNES s'intéresse au potentiel des nouvelles techniques d'IA (IA auto-supervisée, IA générative...) pour le développement des usages des données satellite, et la valorisation du potentiel des collections de données satellite nationales actuelles et à venir : très haute résolution spatiale optique, 3D, infra-rouge.

L'objectif des Parties à travers la présente Convention de partenariat est d'organiser une compétition, ci-après dénommée « **Challenge** », sur l'usage de l'intelligence artificielle en réponse aux grands défis du secteur de l'analyse de données géospatiales, afin de sélectionner un lauréat par défi posé par chacune des parties pouvant mener un projet scientifique en collaboration avec chacune des organisations concernées.

Les Parties se sont donc rapprochées, en vue de convenir des présentes.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Les Parties entendent donner la signification suivante aux termes employés avec une lettre majuscule ci-après, étant entendu que les mots au pluriel peuvent s'entendre au singulier et réciproquement :

« **Affiliée** » signifie pour une Partie donnée, (i) toute personne morale dont la Partie détient directement ou indirectement plus de cinquante pourcent (50 %) des titres ou autres droits de propriété représentant le capital social de cette personne morale, ou plus de cinquante pourcent (50 %) des droits de vote ordinaires de cette personne morale ou (ii) toute personne morale qui, au moment de cette détermination, détient directement ou indirectement plus de cinquante pourcent (50 %) des titres ou autres droits de propriété représentant le capital social de cette Partie, ou au moins cinquante pourcent (50 %) des droits de vote de ladite Partie.

« **Convention** » signifie la présente convention de partenariat, ses annexes et ses avenants éventuels.

« **Connaissances Propres** » signifie tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont fournis pour répondre aux besoins des Parties dans le cadre de la Convention de Partenariat, qu'ils soient ou non incorporés aux Résultats du Challenge, et qui appartiennent au CNES, à la Région ou à des tiers, ou qui leur sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du contrat de partenariat et du Challenge, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels, fournis ou non sous licence standard, et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du Code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, y compris les contenus proposés sous licence standard, et plus généralement tous les éléments protégés ou non

par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

« **Challenge** » signifie l'ensemble du processus permettant de répondre aux défis posés par le CNES sur la base des données mises à disposition par le CNES, comprenant, notamment, l'ensemble des tâches décrites en Annexe 1.

« **Informations Confidentielles** » toute information et/ou toute donnée de toute nature, incluant notamment les informations de nature technique, scientifique, opérationnelle, administrative, financière, économique, commerciale, comptable, juridique ou autre, sous quelle que forme que ce soit, brevetable ou non, divulguée par une Partie à une ou plusieurs autres Parties au titre de la Convention et (i) qui sera confirmée comme étant confidentielle par l'apposition d'une mention « confidentiel » sur le support matériel de l'information divulguée, ou (ii) s'il s'agit d'une information divulguée oralement ou visuellement, qui aura été confirmée par écrit par la Partie divulgatrice comme étant confidentielle, dans les quinze (15) jours calendaires à compter de sa communication orale ou visuelle. Jusqu'à l'expiration de ce délai de quinze (15) jours calendaires, les informations concernées seront considérées comme des Informations Confidentielles. En tout état de cause, et sans qu'une telle confirmation écrite soit nécessaire, les connaissances propres appartenant (en totalité ou en partie) à une autre Partie, lesquels incluent entre autres tout matériel et toutes données, de même que le contenu de la Convention seront d'emblée considérés comme des Informations Confidentielles. Cette notion s'appliquera selon ce qui est prévu à la Convention, plus particulièrement dans son article 4 ci-après.

« **Responsables de Challenge** » : signifie les responsables de Challenge des Parties désignés par chaque Partie en Annexe 1.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet :

- de définir les conditions de réalisation par les Parties du Challenge ;
- de déterminer la répartition des tâches afférentes au partenariat objet de la présente Convention telles que définies en Annexe 1 ;
- définir le calendrier du Challenge tel que décrit en Annexe 2 ;
- établir le règlement du Challenge auquel les candidats devront adhérer tel que défini en Annexe 3.

ARTICLE 3 - MOYENS MIS EN ŒUVRE ET ORGANISATION

- 3.1 Chacune des Parties mettra en œuvre tout le savoir-faire, toute la compétence et tous les moyens sous réserve de disponibilités nécessaires à la bonne exécution du Challenge, objet de la Convention. Les responsabilités propres à chacune des Parties sont définies dans l'Annexe 1.
- 3.2 Les Parties se tiendront régulièrement informées de l'évolution du Challenge. Dans cette optique, les Responsables du Challenge des Parties

se concerteront et organiseront des réunions périodiques en vue d'examiner les points suivants :

- suivi du déroulement du Challenge, et sa réorientation éventuelle ;
- propositions de communication selon les stipulations de la Convention ;
- propositions de solutions en cas de litiges d'ordre technique ou autre, selon les stipulations de la Convention.

Ces réunions de travail et de suivi auront lieu à la demande de l'une quelconque des Parties.

- 3.3 En outre, les Parties s'informeront en cas de difficultés ou incidents quelconques pouvant survenir et susceptibles de compromettre ou de retarder la réalisation du Challenge.
- 3.4 Nonobstant toute disposition contraire, toute décision des Responsables du Challenge, le contenu de tout compte-rendu ou le contenu de tout échange, oral ou écrit, entre les Responsables du Challenge qui modifierait ou affecterait les droits et/ou les obligations des Parties au titre des présentes ne sera valide et opposable qu'après avoir été constaté par voie d'un avenant écrit signé des Parties.

ARTICLE 4 - CONFIDENTIALITE

- 4.1 Chacune des Parties, dans la limite de ses droits, transmettra aux autres Parties les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à la poursuite des objectifs de la présente Convention par ces autres Parties. Les Parties s'engagent à respecter la plus stricte confidentialité s'agissant du contenu du Challenge et des Informations Confidentielles et à ne les communiquer à aucun tiers sans l'accord préalable et écrit de la Partie ayant communiqué lesdites Informations Confidentielles.
- 4.2 La Partie qui reçoit une Information Confidentielle d'une autre Partie s'engage à ce que les Informations Confidentielles qu'elle reçoit :
- soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles ;
 - ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, dans un autre but que celui de la Convention, sans le consentement préalable et écrit de la Partie qui en est propriétaire.

Le non-respect par l'une des Parties ou ses préposés de l'obligation de confidentialité et de restriction d'utilisation telles que décrites dans le présent article entraînera la mise en jeu de sa responsabilité contractuelle vis-vis de la Partie propriétaire des Informations Confidentielles considérées.

Toute Partie réceptrice d'Informations Confidentielles s'engage à ne communiquer ces Informations Confidentielles qu'aux membres de son personnel ayant à en connaître à raison de leurs fonctions aux fins d'exécuter la présente Convention.

Toute Partie réceptrice d'Informations Confidentielles s'engage à obtenir de ceux de ses Affiliées, employés, préposés, consultants ou des personnes placées sous sa responsabilité, qui seront amenés à connaître tout ou partie

de ces Informations Confidentielles, dans les conditions du présent article, l'adhésion pleine et entière à un engagement de confidentialité au moins identique dans l'étendue et dans ses dispositions au présent Article, et s'engage à assumer, vis-à-vis de la Partie ayant communiqué lesdites Informations Confidentielles, l'entière responsabilité de tout manquement à ces obligations.

4.3 La présente obligation de confidentialité ne s'appliquera pas à toute information ou élément d'Information Confidentielle dont la Partie réceptrice est en mesure d'établir :

- a) qu'elle était accessible au public à la date de sa communication par la Partie lui ayant communiqué l'Information Confidentielle, ou viendrait à l'être sans faute de la Partie réceptrice ;
- b) qu'elle était déjà connue de la Partie réceptrice au moment de la communication de l'Information Confidentielle par la Partie émettrice, sans obligation de confidentialité ;
- c) qu'elle lui a été transmise sans obligation de confidentialité par un tiers détenant l'Information Confidentielle légitimement ;
- d) qu'elle a été obtenue par la Partie réceptrice par des développements indépendants entrepris de bonne foi par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à l'Information Confidentielle ;
- e) qu'elle est tenue de divulguer en application d'une disposition légale ou réglementaire impérative ou par l'application d'une décision de justice définitive ou d'une décision d'une autorité administrative, sous réserve (i) d'informer préalablement par écrit la Partie ayant communiqué l'Information Confidentielle d'une telle divulgation, (ii) qu'elle mette en œuvre tous les moyens nécessaires afin de limiter l'étendue d'une telle divulgation à ce qui est strictement nécessaire et (iii) que la confidentialité des Informations Confidentielles soit par ailleurs strictement maintenue.

4.4 Les dispositions du présent article s'appliqueront pendant la durée de la Convention et survivront pendant une période de cinq (5) ans à compter de l'expiration ou de la résiliation de la Convention et ce quelle qu'en soit la cause.

4.5 Il est expressément convenu entre les Parties que la divulgation par les Parties entre elles d'Informations Confidentielles, au titre de la Convention, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie qui les reçoit un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur ces Informations Confidentielles.

ARTICLE 5 - COMMUNICATIONS

Il est convenu que la communication du Challenge sera co-pilotée par la Région Ile-de-France et le CNES. En particulier, toute opération de communication dans les domaines suivants (sans que cela soit limitatif) sera prise par la Région Ile-de-France et le CNES d'un commun accord :

- (i) médiatisation, création et diffusion des supports, utilisation des logos des partenaires, détermination et exécution du plan d'engagement des Parties ;
- (ii) des technologies de l'information (création, hébergement et gestion du site web dédié au Concours, gestion des candidatures, etc.) ;
- (iii) logistique (lieux dans lesquels seront notamment organisés les pitches et les cérémonies) ;
- (iv) choix des média partenaires ; et
- (v) toute autre communication dans le cadre du Challenge dans le respect des chartes graphiques de chacune des Parties.

ARTICLE 6 - GARANTIE - RESPONSABILITÉ

- 6.1 Pendant toute la durée de la Convention, chaque Partie est responsable selon les règles de droit commun des dommages directs résultant de sa faute et/ou de sa négligence et/ou de celles de son personnel, qui pourraient être causés aux personnes et aux biens.
- 6.2 Chaque Partie s'engage à respecter et faire respecter toutes les dispositions légales ou réglementaires applicables, existantes et futures, qui lui incombent lors de la réalisation de sa part de travaux au titre du Challenge.
- 6.3 Les Parties ne seront pas responsables les unes envers les autres des dommages indirects qu'elles pourraient se causer en application de la Convention, notamment de tous dommages immatériels tels que pertes de chiffre d'affaires, de marge, de clientèle, de chance, préjudice d'image ou coûts d'interruption d'activité économique, sauf si ces pertes, préjudice ou coûts résultent du non-respect de l'article 4 (« CONFIDENTIALITE »), ou d'une négligence ou d'une faute, auquel cas ils ne seront pas concernés par la présente exclusion.
- 6.4 Chacune des Parties prend en charge, pour ce qui la concerne, la couverture de ses personnels ou des personnes agissant pour son compte et intervenant dans le cadre de la présente Convention, conformément à la législation applicable, notamment la législation du travail et des maladies professionnelles et procède aux formalités légales qui lui incombent, sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. La réparation des dommages éventuels subis par ces personnes s'effectuera notamment en tenant compte de leur statut propre.

Chacune des Parties est responsable, dans les conditions du droit commun des dommages qu'elle pourrait causer aux personnes ou aux biens, à l'occasion ou du fait de l'exécution de la Convention.

Chaque Partie reconnaît, au regard de son statut et pour ce qui la concerne (i) être son propre assureur ou (ii) prendre en charge la souscription et le

maintien des polices d'assurance nécessaires à la couverture de ses responsabilités dans le cadre de l'exécution de la Convention.

ARTICLE 7 - FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne sera tenue responsable d'un manquement à ses obligations définies à la présente Convention résultant d'une cause de force majeure définie par l'article 1218 du Code Civil et de la jurisprudence.

En cas de force majeure, aucune autre Partie ne pourra réclamer des dommages et intérêts pour non-exécution de ses obligations par la Partie affectée par l'événement de force majeure, définies dans la présente Convention.

Pour se prévaloir de la force majeure, la Partie qui en est affectée doit notifier aux autres Parties l'événement de force majeure, dès que possible à compter de sa survenance, en indiquant une estimation de sa durée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dès que celui-ci prend fin, la Partie empêchée le notifie aux autres Parties et doit reprendre l'exécution de ses obligations.

Dans le cas où cet événement se prolongerait pendant une période excédant trois (3) mois et ne permettrait pas l'exécution des clauses essentielles de la présente Convention, les Parties se réuniront afin de déterminer, de bonne foi, les conditions dans lesquelles la présente Convention pourra être poursuivie ou résiliée.

ARTICLE 8 - DURÉE

La Convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par toutes les Parties et restera en vigueur sauf résiliation anticipée telle que prévue à l'article 9 ci-dessous, pour une durée de douze (12) mois.

Toute extension ou prolongation de la durée de la Convention se fera par voie d'avenant signé par les Parties précisant notamment l'objet de cette prolongation ainsi que les modalités de son financement.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION

Toute violation des obligations contractuelles par l'une des Parties entraînera la résiliation de plein droit de la Convention et ce, dans les délais précisés dans la mise en demeure restée sans effet dans un délai de trente (30) jours calendaires et adressée par la lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Partie défaillante qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de la prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la(les) Partie(s) plaignante(s) du fait de la résiliation anticipée de la Convention.

La présente Convention pourra être résiliée d'un commun accord par voie d'un simple courrier cosigné des Parties.

Nonobstant l'arrivée à échéance de la Convention ou sa résiliation anticipée, les dispositions de l'Article 4 demeureront applicables aux Parties pendant les durées visées audit article.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente Convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours, indiquée par la décision notifiée par courrier, envoyée en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

ARTICLE 10 - GENERALITES

10.1 La Convention et ses annexes constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties. Tout accord préalable, écrit ou oral, exprès ou tacite, relatif à l'objet de la Convention est caduc et est nul et non avenu.

10.2 Toute modification de la Convention devra faire l'objet d'un accord écrit signé par les Parties.

ARTICLE 11- CESSION - TRANSFERT DE CONVENTION

11.1 Les Parties déclarent que la Convention est conclue « *intuitu personae* ». En conséquence, elle est personnelle aux Parties, incessible et intransmissible.

11.2 Aucune des Parties ne pourra céder ou transférer en tout ou partie à quiconque, de quelque manière que ce soit, les droits et obligations résultant de la Convention, sans l'autorisation préalable et écrite des autres Parties. Le successeur éventuel s'engage à respecter l'ensemble des termes de la Convention.

11.3 En cas de consentement à la cession ou au transfert de la Convention à un tiers, il est d'ores et déjà entendu que ledit tiers sera, en tout état de cause, soumis aux mêmes obligations que celles mises à la charge de la Partie à laquelle il succède dans la présente Convention à moins que les Parties restantes en conviennent ensemble autrement. Un avenant à la présente Convention entre les Parties restantes et le tiers concerné devra être élaboré, ce dernier définira les obligations respectives desdites Parties, conformément à l'alinéa précédent.

ARTICLE 12 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chacune des Parties s'engage à respecter et à se conformer à toutes les dispositions qui leur sont applicables au titre du Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « RGPD ») et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés (ci-après collectivement désignés la « Législation sur les Données à Caractère Personnel »).

Pour les besoins du présent Article 12. « Données à Caractère Personnel », les termes « Données à Caractère Personnel », « Personne Concernée », « Traitement », « Responsable du Traitement », « Responsables Conjointes du Traitement », « Violation de Données à Caractère Personnel » ont la même signification que celle prévue au titre de la Législation sur les Données à Caractère Personnel.

Il est entendu que les obligations de chacune des Parties, au titre des présentes, ne peuvent faire l'objet d'une quelconque limitation ou exclusion de responsabilité.

12.1. Traitement de coordonnées professionnelles des Parties.

Les Parties peuvent traiter, chacune en tant que Responsable du Traitement, les coordonnées du personnel des autres Parties intervenant au titre de la Convention et ce uniquement à des fins de gestion administrative et dans le cadre de l'exécution de la Convention.

À ce titre, chacune des Parties s'engage à respecter la Législation sur les Données à Caractère Personnel et à fournir aux Personnes Concernées la mention d'information, figurant en Annexe 4. « Notice d'Information » des présentes, fournie par les autres Parties afin de permettre à cette dernière d'être conforme avec l'article 14 du RGPD.

12.2. Responsables Conjointes du Traitement.

Par ailleurs, au titre de la Convention, les Parties sont amenées à déterminer conjointement les finalités et les moyens de traitement relatifs à l'organisation et au déroulement du Challenge, au sens de la Législation sur les Données à Caractère Personnel en qualité de Responsables Conjointes du Traitement au sens de l'article 26 du RGPD.

À ce titre, la présente section a pour objet de définir les termes et conditions dans lesquelles les Parties effectueront les traitements considérés ainsi que leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences de la Législation sur les Données à Caractère Personnel.

Les Parties définissent les caractéristiques des traitements comme suit :

- La (ou les) finalité(s) du (ou des) Traitement(s) est (sont) d'assurer le bon déroulement du Challenge, notamment :
 - o L'Etude de la conformité des candidatures par rapport aux critères d'éligibilité fixés dans le règlement
 - o La prise de contact auprès des candidats afin notamment de leur transmettre les informations sur les prochains jalons du Challenge
 - o L'utilisation de citations, d'images ou de captations vidéo des Représentants et/ou Employés des Candidats à des fins de communication, médiatisation (dossiers de presse notamment) par les Organisateurs et/ou les Partenaires. Pour cette dernière finalité, un consentement spécifique sera demandé
- La (ou les) nature(s) du (ou des) Traitement(s) réalisé(s) est (sont): tenue du registre des Candidats, communication et médiatisation autour des Représentants et/ou Employés des Candidats.
- Le (ou les) Traitement(s) susvisés est (sont) réalisé(s) par : des représentants des Organisateurs et des Partenaires, notamment les Responsables de Challenge.
- La (ou les) catégorie(s) de Données à Caractère Personnel collectées est (sont) : relatives à l'état civil, identité, données d'identification, images soit les noms, prénoms, adresses mails, numéros de téléphone et le cas échéant photographies et/ou captations vidéos des Candidats
- La (ou les) catégorie(s) de Personnes Concernées par le(s) Traitement(s) est (sont): représentants (salariés, dirigeants, actionnaires) des entreprises ou des consortia candidats.

- La (ou les) durée(s) de conservation des Données à Caractère Personnel est (sont) de : 6 mois à compter de l'ouverture de la plateforme d'inscription au Challenge.
- La (ou les) zone(s) géographique(s) où est (sont) réalisé(s) le(s) Traitement(s) de Données à Caractère Personnel : France.
- Les mesures de sécurité relatives au(x) Traitement(s) sont les suivantes : les mêmes que les mesures de sécurité relatives au traitement des données des Organismes.
- Les Parties s'engagent à se tenir mutuellement informées de toute Violation de Données à Caractère Personnel qui surviendrait. A ce titre, les Parties s'engagent à se fournir toute l'assistance et la coopération raisonnablement attendue pour notifier toute Violation de Données à Caractère Personnel à l'autorité de contrôle compétente et informer les Personnes Concernées de la survenance de cette Violation, lorsque nécessaire.
- La (ou les) collecte(s) des Données à Caractère Personnel est (sont) effectuée(s) par les Organismes.
- La mention d'information relative au(x) Traitement(s) est portée à la connaissance des Personnes Concernées par : les Organismes. La formulation et le format de la mention d'information figurent dans le Règlement du Challenge, Annexe 4 de la présente Convention.
- Les grandes lignes de cette section sont mises à la disposition des Personnes Concernées au titre du Règlement du Challenge.

Il est rappelé que les Personnes Concernées peuvent exercer les droits que le RGPD leur confère à l'égard de et contre chacun des responsables du traitement. À ce titre, les parties désignent comme point de contact pour les Personnes Concernées : pour la Région : le Délégué à la Protection des Données, pour le CNES la déléguée à la protection des données.

ARTICLE 13 - DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES

La Convention est régie par le droit français.

En cas de difficultés quant à l'interprétation, l'exécution, l'expiration ou la résiliation de la Convention et à ses suites, les Parties feront leur possible pour trouver de façon amiable, un terrain d'entente et un accord sous un délai de trois (3) mois. En cas de désaccord persistant, la Partie la plus diligente saisira le tribunal compétent de Paris auquel il est fait attribution exclusive de compétence.

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 Annexes

Sont annexés à la Convention, pour en faire partie intégrante, les documents suivants :

- Annexe 1 : Responsables de Challenge et Partage des tâches
- Annexe 2 : Calendrier
- Annexe 3 : Règlement du Challenge
- Annexe 4 : Notice d'Information

14.2 Indépendance des Parties

Les Parties agissent en tant que contractants indépendants. La Convention ne peut être interprétée comme faisant d'une Partie le représentant, l'agent ou le mandataire d'une (ou des) autre(s) Partie(s) ni comme établissant un partenariat ou une société commune entre les Parties, toute responsabilité solidaire à l'égard des tiers ou entre les Parties étant formellement exclue. Ainsi, chaque Partie s'engage à ne rien faire qui puisse induire en erreur un tiers à cet égard, ni prendre aucun engagement, ni offrir une quelconque garantie au nom d'une ou plusieurs autre(s) Partie(s), ni à utiliser de quelque manière que ce soit les noms et marques d'une autre Partie sans l'accord préalable écrit de celle-ci.

14.3 Le fait pour une des Parties d'omettre, en une ou plusieurs occasions, de se prévaloir d'une ou plusieurs dispositions de la Convention, ne pourra en aucun cas être interprété comme une renonciation par la Partie intéressée à s'en prévaloir ultérieurement.

14.4 Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des dispositions de la Convention serait contraire à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les Parties feront les amendements nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres dispositions resteront en vigueur et les Parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution acceptable, tant sur le plan économique que juridique, dans l'esprit de la Convention.

14.5 Toutes les clauses et conditions de la Convention, en ce compris l'exposé préalable et l'Annexe 1 qui en fait partie intégrante, sont de rigueur. Chacune d'elles est une condition déterminante de la Convention sans laquelle les Parties n'auraient pas contracté, sous réserve des stipulations ci-dessus relatives à la validité.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 6 exemplaires originaux,

Pour la Région Ile-de-France

Valérie Pécresse
Présidente

Pour le CNES

François Jacq,
Président Directeur Général

Convention de partenariat - Challenge AI for Space in IDF

Annexe 1 : Responsables de Challenge et Partage des tâches

Responsables de Challenge

Pour la Région : Samy Jousset, Responsable de la Mission Deeptechs
Clémence Arnaud, Référente Industrie Aéronautique, Spatial,
Défense

Pour le CNES :

- Didier Lapierre, Chargé des partenariats stratégiques auprès des conseils régionaux et des métropoles
- Vincent Martin, Coordinateur technique du Campus de la Donnée

Partage des tâches

Les tâches et responsabilités des Parties impliquées dans le Challenge sont les suivantes :

Région Ile-de-France

- ☐ Contribue au pilotage et à l'ingénierie du projet
- ☐ Pilote la communication

Phase 1 (Challenge) :

- ☐ Publie l'appel à projet
- ☐ Contribue et enrichit le fichier commun de sourcing des entreprises cibles
- ☐ Contribue à la réalisation du dossier de candidature et aux critères de sélection
- ☐ Consolide le dossier de presse
- ☐ Participe aux événements de promotion/réunion d'information dédiés
- ☐ Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature et sélectionne jusqu'à dix (10) candidats
- ☐ Participe au jury de sélection du lauréat avec un droit de veto
- ☐ Délivre le prix au lauréat en proposant aux élus régionaux une subvention en faveur du lauréat

Phase 2 (Projet collaboratif avec le lauréat) :

- ☐ Finance, le projet du lauréat en collaboration avec le CNES.

Phase 3 (Post Projet): Retour d'expérience et communication :

- ☐ Communication autour des résultats : communiqués de presse,
- ☐ Recueil des suggestions d'amélioration

Sponsors : CNES

- ☐ Contribue au pilotage et à l'ingénierie du projet
- ☐ Contribue au pilotage de la communication

Phase 1 (Challenge) :

- ☐ Identifie les jeux de données qui peuvent donner lieu au projet proposé par les candidats
- ☐ Contribue et enrichit le fichier commun de sourcing des entreprises cibles
- ☐ Contribue à la réalisation du dossier de candidature et aux critères de sélection
- ☐ Contribue à l'élaboration d'un dossier de presse
- ☐ Met à disposition les éléments de communication nécessaires à la mise en place de la plateforme de candidature
- ☐ Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature et sélectionne dix (10) candidats
- ☐ Participe aux événements de promotion/réunion d'information dédiés
- ☐ Recueille, prépare, labellise l'ensemble des données qui seront mises à disposition des lauréats sélectionnés
- ☐ S'assure qu'il n'y a pas d'obstacle réglementaire à la mise à disposition des données proposées dans le cadre du défi, sous réserve du respect de la Législation sur les Données à Caractère Personnel par le lauréat du défi
- ☐ Participe au jury de sélection des lauréats avec un droit de veto

Phase 2 (Projet collaboratif avec le lauréat) :

- ☐ Met en œuvre, le projet collaboratif avec le lauréat de son défi

Phase 3 (Post Projet) : Retour d'expérience et communication

- ☐ Communication autour des résultats : communiqués de presse, soumission à des revues scientifiques pertinentes au regard des résultats obtenus
- ☐ Recueil des suggestions d'amélioration
- ☐ Bilan et suivi sur les perspectives de développement

Convention de partenariat - Paris Region AI for Space Challenge

Annexe 2 : Calendrier

- Ouverture du Challenge le 12 janvier 2026
- Ouverture de la plate-forme (site internet Région IDF) le 12 janvier 2026
- Les dossiers de candidatures sont à poster avant le 9 mars 2026 à 23h59 (horodatage informatique faisant foi)
- Sélection de 10 candidats maximum par défi et d'une liste de réserve de cinq (5) candidats par défi par les Organismes le 24 avril 2026,
- Audition des candidats sélectionnés la semaine du 18 au 22 mai 2026 avec désignation du candidat sélectionné à la fin des auditions
- Validation et vote de la subvention au lauréat par la Commission Permanente du Conseil Régional de septembre 2026 sous réserve de la bonne instruction du dossier.
- Annonce officielle du lauréat et lancement des travaux avec les équipes du CNES lors d'un événement à déterminer si l'étape précédente a pu se réaliser.
- S'il y a lieu, communication sur les premiers résultats de la collaboration entre le lauréat et le CNES lors du BOURGET 2027 si les premiers résultats sont concluants.
- Ce règlement pourra être modifié jusqu'au vote des élus du conseil régional le 20 novembre 2026

Convention de partenariat - Paris Region AI for Space Challenge

Annexe 3 : Règlement

REGLEMENT DU CONCOURS

Paris Region AI for Space Challenge

Ce règlement pourra être modifié jusqu'au vote des élus du conseil régional le 26 novembre 2026

Contexte

La Région Ile-de-France a adopté le 15 octobre 2018 son plan IA2021 visant, notamment, à valoriser l'excellence des entreprises franciliennes dans ce domaine, et à leur donner les moyens de prendre des positions dans la compétition internationale, tout en contribuant à faire progresser des enjeux économiques, sociaux et sociétaux.

ARTICLE 1 : ORGANISATION

Dans le cadre de son plan IA2021, la Région Île-de-France met en place un challenge IA pour l'analyse de données géospatiales intitulé « *Paris Region AI for Space Challenge 2025* » (le « **Challenge** »).

La Région Île-de-France souhaite ainsi contribuer à l'émergence de solutions innovantes pour l'analyse de données géospatiales, et soutenir le développement de champions d'envergure internationale dans le domaine de l'IA appliquée à l'analyse de données géospatiales.

Les modalités du Challenge sont définies dans le présent règlement (le « **Règlement** »). Le Challenge est organisé par la Région Île-de-France, en partenariat le CNES.

Ci-après dénommées les « **Organisateurs** »

ARTICLE 2 : OBJECTIF, DESCRIPTION ET CALENDRIER DU CHALLENGE

2.1. Contexte

La Région Ile-de-France et le Centre Nationale d'Etudes Spatiales (CNES) souhaitent collaborer dans le domaine de la **démonstration du potentiel des nouvelles techniques d'Intelligence Artificielle** au service de l'**analyse des données satellitaires** en vue de **services applicatifs**.

Le secteur de la Donnée est actuellement au cœur d'une révolution technologique guidée par l'Intelligence Artificielle générative et les nouvelles techniques de traitement IA, associées à de nouvelles modalités de calcul

(hybridation HPC-Cloud-calcul accéléré pour l'IA, calcul distribué, calcul embarqué).

Pour le domaine de la **donnée satellite d'Observation de la Terre**, un vaste champ d'opportunités s'ouvre pour faire émerger de nouvelles applications et de nouvelles modalités d'**usage** de la donnée spatiale, du fait de la richesse des **collections de données** existantes (large couverture géographique, longues séries temporelles) et de l'arrivée en cours de nouvelles modalités d'observations (3D, thermique, hyperspectral...). S'y rajoute un vaste potentiel de croisement entre ces données satellitaires et d'autres sources de données géospatiales (aérien, in situ...) ou descriptives (texte).

En particulier, ces dernières années ont consacré l'émergence des grands modèles d'IA, dont l'impact sur le quotidien de nos sociétés est déjà à l'œuvre dans le domaine du langage (**LLM**, *Large Language Models*) et, pour certains dotés de capacités dites de « vision », c'est-à-dire d'analyse d'images (**VLM**, *Vision-Language Models*).

Dans le domaine de la donnée géospatiale, la communauté commence à explorer l'exploitation des grands modèles d'IA.

- **[Geo-FM]** : un **modèle de fondation** (*Foundation Model*) est un modèle d'IA de grande taille, entraîné sur de grandes collections de données généralement non annotées, et doté de capacités « généralistes » d'usage pour différentes tâches applicatives, dont des tâches pour lesquelles il n'a pas été spécifiquement entraîné. Cette polyvalence, outre une utilisation en première approche par des non-spécialistes, est utile pour accélérer et réduire l'effort de **développement de services applicatifs** spécialisés et performants. Ces services peuvent ainsi spécialiser le modèle fondation initial pour des applications spécifiques.
- **[Geo-VLM]** : les **LLM à capacité de vision** présentent un potentiel pour interpréter de façon automatique les images satellite. Cela inclut des fonctionnalités telles que la description en mode texte et la génération de légendes pour des zones spécifiques. De tels modèles peuvent être **spécialisés pour l'interprétation des images satellite** et optimisés en termes de performance applicative et de coût de calcul (taille).

2.1. Description des deux Défis objets du Challenge

Le Challenge a pour vocation de récompenser les Très Petites Entreprises (TPE), Petites et Moyennes Entreprises (PME), Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) et laboratoires de recherche académiques associés à une entreprise (les « **Groupelements** »), ayant les propositions les plus pertinentes pour répondre aux défis posés par le CNES.

Le challenge proposé est agencé en deux volets complémentaires. Chaque volet est destiné à porter le développement d'un **démonstrateur**.

Les travaux auront une durée de 2 à 3 ans.

Chacun de ces volets fera l'objet d'une évaluation dédiée, aboutissant à la sélection d'un lauréat pour chaque volet.

- **Volet 1 [Geo-FM]** : le Lauréat de ce volet devra construire un Démonstrateur de services applicatifs appuyés sur la donnée satellitaire,

et explorant le potentiel des modèles de fondation géospatiaux (voire des LLM, VLM) pour ces services.

Les secteurs applicatifs suivants sont ciblés : sûreté industrielle, sécurité, énergie, environnement et risques liés à l'aléa environnemental.

- **Volet 2 [Geo-VLM]** : le Lauréat de ce volet devra construire un Démonstrateur de modèle vision-langage optimisé pour l'interprétation automatique de la donnée satellitaire.
Une priorité sera donnée à la performance pour l'interprétation de données satellite optique à haute ou très haute résolution (0.5m à 10m de résolution spatiale).

Les thématiques de ce challenge se positionnent au cœur de la stratégie IA du CNES, qui met en place avec ses partenaires le projet d'innovation « Data4U ». Data4U vise à mettre au point des solutions technologiques avancées pour le traitement de la donnée satellite, en synergie avec le développement expérimental de services à valeur ajoutée. En particulier, le CNES s'intéresse au potentiel des axes Geo-FM, Geo-VLM et flux de données pour la valorisation du potentiel unique des collections de données satellite nationales actuelles et à venir : très haute résolution spatiale optique, 3D, infra-rouge...

Les candidats sont encouragés à proposer leurs propres solutions d'accès à des jeux de données spatiales et aux moyens de calcul mis en œuvre pour l'étude.

Le CNES pourra également faciliter l'accès (voire apporter un support à leur utilisation),

- à des jeux de données ouverts, européennes (Copernicus Sentinel-1, Sentinel-2) et nationales (Spot World Heritage, données historiques optiques haute résolution spatiale), accessibles notamment sur la plateforme <https://www.geodes.cnes.fr>
- à des jeux de données optiques multispectrales très haute résolution spatiales (~50cm) comme Pléiades-HR ou, à l'horizon 2026, CO3D (qui apportera également une capacité d'acquisition systématique en 3D / Modèles numériques de surface) ; selon des conditions de propriété intellectuelle à discuter avec les futurs Lauréats.

La possibilité d'évaluer, au cours des travaux et selon des conditions à préciser par les candidats dans leur offre, des modèles issus du CNES (Geo-FM voire Geo-VLM), sera également accueillie favorablement.

2.2. Modalités de participation

Les candidats ayant rempli un dossier de candidature (les « **Candidats** ») pourront se positionner sur le/les défis posés. Parmi ces Candidats et pour chacun des défis, les Organisateurs sélectionneront un maximum de dix (10) Candidats (les « **Candidats Sélectionnés** »)

Pour chacun des deux défis, un comité de sélection sera mis en place composé des organisateurs dont l'objectif sera de vérifier l'éligibilité des Candidats selon

les critères du cahier des charges. Les dossiers de candidatures devront ensuite être validés par un comité mis en place par les Organisateurs du Challenge.

Les dossiers de candidature approuvés par les comités susmentionnés seront informés de leur sélection par les Organisateurs.

Parmi les Candidats Sélectionnés, un jury (le « Jury ») dont la composition est définie ci-après choisira les lauréats du Challenge (le « Lauréat ») (un par défi)

2.3. Calendrier

- Ouverture du Challenge le 12 janvier 2026
- Ouverture de la plate-forme (site internet Région IDF) le 12 janvier 2026
- Les dossiers de candidatures sont à poster avant le 9 mars 2026 à 23h59 (horodatage informatique faisant foi)
- Sélection de 10 candidats maximum par défi et d'une liste de réserve de cinq (5) candidats par défi par les Organisateurs le 24 avril 2026,
- Audition des candidats sélectionnés la semaine du 18 au 22 mai 2026 avec désignation du candidat sélectionné à la fin des auditions
- Validation et vote de la subvention au lauréat par la Commission Permanente du Conseil Régional de septembre 2026 sous réserve de la bonne instruction du dossier.
- Annonce officielle du lauréat et lancement des travaux avec les équipes du CNES lors d'un évènement à déterminer si l'étape précédente a pu se réaliser.
- S'il y a lieu, communication sur les premiers résultats de la collaboration entre le lauréat et le CNES lors du BOURGET 2027 si les premiers résultats sont concluants.
- Ce règlement pourra être modifié jusqu'au vote des élus du conseil régional le 20 novembre 2026

Pour toute demande d'information complémentaire, contactez : ai-industrychallenge@iledefrance.fr

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Le Challenge est ouvert aux :

- TPE et PE (entreprises de moins de 50 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros) au sens de l'annexe 1 du RGEC;

- ME (entreprises de moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros) au sens de l'annexe 1 du RGEC ;
- ETI (entreprise de taille intermédiaire) ; et aux
- Groupements associant soit un laboratoire public et une (ou plusieurs) entreprise(s) privée(s), soit plusieurs entreprises de type TPE, PE, ME ou ETI.

Le Challenge est ouvert aux entreprises, ou Groupements de l'Union européenne ou de Suisse, déjà constitués, et ayant leur siège social ou l'établissement permanent qui participera aux travaux relatifs au Challenge situé dans la Région Île-de-France ou ayant un projet d'implantation en Île-de-France dans un délai d'un an maximum à partir de la date d'ouverture du Challenge (ce projet d'implantation devant être significatif en termes de moyens et ressources humaines).

Les entreprises en difficulté définies par l'article 2 § 18 du RGEC n°651/2014 modifié et le § 3.2 du régime SA 58995 relatif aux aides d'Etat en faveur de la RDI ne sont pas éligibles au challenge.

ARTICLE 4 : DOSSIER DE CANDIDATURE ET CRITÈRES DE SÉLECTION

4.1. Dossier de candidature

Les entreprises et laboratoires souhaitant concourir au Challenge (les « **Candidats** ») devront déposer un dossier de candidature sur le site du Challenge à l'adresse suivante : <https://mesdemarches.iledefrance.fr/> (le « **Site** »).

Une candidature est portée par une seule entreprise soit en son nom propre soit pour le compte d'un Groupement pour lequel elle agit en qualité de chef de file.

Tout dossier de candidature devra être signé et déposé par voie électronique par le représentant légal du Candidat sur le Site.

Le dossier de candidature du Candidat comprendra le formulaire de candidature dûment complété (l'ensemble des champs obligatoires devant être remplis).

Il appartient à chaque Candidat de prendre connaissance du présent Règlement (accessible sur le Site) préalablement au dépôt de son dossier de candidature. A ce titre, un dossier de candidature ne pourra être déposé que si le représentant légal du Candidat (au nom et pour le compte du Candidat), en cochant les cases correspondantes, déclare avoir lu et accepter sans réserve les conditions du Règlement.

Au-delà de deux cents (200) candidatures, les Organisateurs se réservent toutefois la possibilité de clôturer par anticipation les inscriptions au Challenge.

La participation d'un Candidat sera prise en compte au moment où il aura déposé son dossier de candidature, sous réserve du respect des termes du présent Règlement.

Les dossiers de candidature non complets ou soumis après la date de clôture des inscriptions (y compris en cas de clôture des inscriptions par anticipation) ne seront pas pris en compte.

Les Organismes ne sauraient être tenus responsables au cas où un (ou plusieurs) Candidat ne parvient pas à se connecter sur le Site, du fait de tout défaut technique ou de tout problème lié, notamment, et non limitativement, à l'encombrement du réseau, une erreur humaine ou d'origine électrique, une intervention malveillante, un dysfonctionnement de logiciel ou de matériel ou un cas de force majeure.

Les Candidats s'engagent à communiquer des informations exactes dans leur dossier de candidature. Les Candidats ne pourront pas modifier les informations communiquées après la date de clôture des candidatures. Les Organismes se réservent la possibilité de réclamer aux Candidats toute justification des informations mentionnées dans le dossier de candidature. Les Organismes ne sauraient être tenus pour responsables de l'inexactitude des informations communiquées par les Candidats.

4.2. Critères de sélection

Pour la sélection des Candidats Sélectionnés, les Organismes apprécieront la valeur des Candidats notamment au regard des critères suivants, cités sans ordre croissant ou décroissant d'importance :

- Expériences & compétences du Candidat dans le domaine dans le domaine du service applicatif appuyé sur la donnée géospatiale, ou de l'analyse de donnée géospatiale
- Expériences & compétences du Candidat dans le domaine de l'intelligence artificielle, des modèles fondation langage et vision

Pour le choix du Lauréat, les membres du Jury (définis ci-après) apprécieront la valeur de la réponse apportée notamment au regard des critères suivants, cités sans ordre croissant ou décroissant d'importance :

- Pertinence technique de la solution proposée, intérêt et caractère innovant des services proposés, adéquation aux enjeux applicatifs propres au défi, intérêt des données ou des modèles pré-existants utilisés, intérêt de leur couplage avec les technologies IA explorées, pertinence du plan de validation pour les performances applicatives
- Organisation : plan de développement, capacité et maîtrise technique, synergies proposées avec le Sponsor, adéquation des livrables et intérêt de leurs conditions d'utilisation par les Organismes
- RSE : démarche et prise en compte des enjeux RSE propres au défi, dont l'optimisation entre les performances applicatives de la solution proposée et leur consommation énergétique/empreinte carbone
- Auditabilité et explicabilités des algorithmes proposés
- Potentiel économique du démonstrateur proposé
- Intérêt et maîtrise sur les axes de collaborations proposés par les candidats au CNES

4.3 Droit de veto

Chaque Organisme disposera d'un droit de veto sur les Candidats Sélectionnés et sur les Lauréats.

Ce droit lui permettant de s'opposer à la sélection d'un Candidat ou à la désignation d'un Lauréat incompatible avec ses choix stratégiques et/ou avec lequel il est ou a été en litige contentieux, et/ou dont l'objet social n'est pas en conformité avec le sien.

Les membres du Jury s'engagent à se désister lors de la sélection des Candidats et la désignation du Lauréat dans lequel il y aurait directement ou indirectement un conflit d'intérêt telle que par exemple, une participation au capital.

ARTICLE 5 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour les besoins du présent Article 5. « Données à Caractère Personnel », les termes « Données à Caractère Personnel », « Traitement », « Responsable du Traitement », « Responsables Conjointes du Traitement » ont la même signification que celle prévue au titre du Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « RGPD ») et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés (ci-après collectivement désignés la « Législation sur les Données à Caractère Personnel »).

Au titre des présentes les termes :

- « **Participant(s)** » signifie la (ou les) personne(s) physique(s) ayant rempli un dossier de candidature au Challenge pour le compte d'un (ou des) Candidat(s).
- « **Participant(s) Sélectionné(s)** » signifie la (ou les) personne(s) physique(s) participant au Challenge pour le compte d'un (ou des) Candidat Sélectionnés, tels que définis à l'Article 2.2 du présent Règlement.
- « **Représentants des Candidats** » signifie les représentants des Candidats.
- « **Employés des Candidats** » signifie les employés des Candidats en ce inclus les Participants.

1. Responsable du Traitement

Conformément à la Législation sur les Données à Caractère Personnel, les Données à Caractère Personnel des Participants, Représentants et Employés des Candidats font l'objet de Traitements par les Organismes et les Partenaires, agissant en qualité de Responsables Conjointes du Traitement. À ce titre, les Organismes et les Partenaires déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement relatifs à l'organisation et au déroulement du Challenge.

Pour toute demande relative au Traitement de ses Données à Caractère Personnel, tout Candidat peut contacter, de façon alternative :

Le Délégué à la Protection des Données (« DPD ») du CNES madame Marina HANS

- Par courrier électronique l-cnild@cnis.fr

Par adresse postale :

CNES

A l'attention de Marina HANS

18 boulevard Edouard Belin

OU

Le correspondant à la protection des Données à Caractère Personnel désigné par la Région :

Le Délégué à la Protection des Données (« DPD ») de la Région Ile de France

- Par courrier électronique : dpo@iledefrance.fr
- Par adresse postale :
Région Ile-de-France
A l'attention du Délégué à la Protection des Données
2 rue Simone Weil
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

2. Collecte et Traitement des Données à Caractère Personnel des Candidats

Les Données à Caractère Personnel relatives à l'état civil, l'identité et autres données d'identification, ainsi qu'à l'image soit les noms, prénoms, adresses emails, numéros de téléphone et le cas échéant photographies et/ou captations vidéos des Représentants et des Employés Candidats sont collectées par les Organismes et font l'objet d'un Traitement par les Organismes et les Partenaires, pour les besoins des finalités suivantes :

- ☐ Étude de la conformité des dossiers des Candidats par rapport aux critères d'éligibilité fixés dans le présent règlement.
- ☐ Prise de contact auprès des Candidats Sélectionnés afin notamment de leur transmettre les informations sur les prochains jalons du Challenge.
- ☐ Utilisation de citations, d'images ou de captations vidéo des Représentants et/ou Employés des Candidats à des fins de communication, médiatisation (dossiers de presse notamment) par les Organismes et/ou les Partenaires

Lesdites Données sont conservées, de façon sécurisée, pour une durée de 6 mois.

En participant au Challenge, les Candidats consentent au Traitement de leurs Données à Caractère Personnel par les Organismes et les Partenaires, dans le respect des conditions telles que précisées au sein de la présente section.

3. Droits des Candidats relatifs à l'utilisation de leurs Données à Caractère Personnel

En tout état de cause, chacun des Candidats dispose du droit d'accéder à ses Données à Caractère Personnel. Les Candidats ont aussi la possibilité de demander à ce que leurs Données à Caractère Personnel soient modifiées ou supprimées. Les Candidats peuvent s'opposer au Traitement de leurs Données à Caractère Personnel, demander la limitation de celui-ci ou exercer leur droit à la portabilité de leurs Données à Caractère Personnel.

Les Candidats sont également informés de leur droit de retirer leur consentement au Traitement de leurs Données à Caractère Personnel, à tout moment. La

fourniture desdites Données à Caractère Personnel étant nécessaire à la validation de leur participation au Challenge, leur participation au Challenge s'en trouvera annulée le cas échéant.

Pour toute demande liée à l'exercice de leurs droits, les Candidats peuvent contacter le DPD de XXX relatif au défi sur lequel les Candidats se sont positionnés ou le correspondant à la protection des Données à Caractère Personnel désigné par la Région, dont les coordonnées sont communiquées au sein de la section « 1. Responsable du traitement » du présent Article.

Les Candidats disposent également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle nationale compétente, à savoir la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (« CNIL »).

ARTICLE 7 : PROPOSITION AU LAURÉAT

Le Challenge est doté d'une enveloppe maximum de cinq cent mille euros (500 000 euros) par défi proposé par le CNES.

Un Candidat par défi sera choisi comme « **Lauréat** » et s'il en fait la demande pourra se voir attribuer par la Région Île-de-France une subvention sous réserve d'un vote favorable de la Commission Permanente de la Région Île-de-France. Celle-ci s'appuiera sur le régime cadre exempté de notification N° SA. 58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI), dans la mesure où le projet et les dépenses présentés pourront être considérées éligibles (https://www.europe-en-france.gouv.fr/sites/default/files/sa.58995_rdi_-_prolongation_0.pdf).

Le Lauréat travaillera pour finaliser ses travaux, en collaboration avec le CNES et pourrait accéder à une plus grande partie de la base de données du CNES, à la discrétion de ce dernier.

La subvention portera, sous réserve du vote favorable des élus de la Commission Permanente de la Région Île de France sur les travaux collaboratifs qui auront lieu après le Challenge entre le Lauréat et le CNES ;

En aucun cas les ressources engagées par les Candidats dans le cadre du Challenge, c'est-à-dire pendant la durée de la compétition jusqu'à la désignation du Lauréat, ne pourront être sujettes à un financement de la part de la Région Île de France ou du CNES.

A titre d'information, dans le cadre d'un projet collaboratif, soumis à la réglementation européenne en vigueur, à savoir le régime cadre exempté de notification N° SA. 58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) (https://www.europe-en-france.gouv.fr/sites/default/files/sa.58995_rdi_-_prolongation_0.pdf) prévoit des taux de subventionnement maximum de :

- 60% des dépenses liées au projet post-Challenge pour les TPE et PE ;

- 50% des dépenses liées au projet post-Challenge pour les ME ;
- 40% des dépenses liées au projet post-Challenge pour les ETI.

Les laboratoires associés à une entreprise pourront recevoir un financement de 100 % dans la limite de 120 000 € sous réserve du respect de la réglementation européenne des aides d'Etat applicables à ces structures. Il sera en particulier attendu de constituer un dossier sur la base de la Méthodologie de qualification de l'organisme de recherche proposée en annexe au présent règlement.

ARTICLE 8 : SELECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DU LAUREAT

Les dossiers de candidature des Candidats seront évalués par les Organisateurs sur la base des critères d'éligibilité et de sélection mentionnés aux articles 3 et 4.2 du Règlement.

Les Organisateurs se réservent le droit de ne pas étudier le dossier d'un Candidat s'il ne remplit pas l'ensemble des critères d'éligibilité prévus à l'article 3 du Règlement.

Le cas échéant, afin de pouvoir évaluer les dossiers de façon plus précise, les Organisateurs se réservent le droit de solliciter les Candidats pour toute demande de précisions ou de justificatifs et/ou pour répondre à toute(s) question(s) complémentaire(s).

À partir de ces dossiers, les Organisateurs sélectionneront les dix (10) Candidats Sélectionnés par défi du CNES.

Les Organisateurs n'ont pas l'obligation de motiver leurs décisions, qui sont sans recours.

Dans la phase de candidature (challenge), des questions pourront être posées par les candidats concernant les attentes ou le contexte technique, selon des modalités définies dans le règlement du Challenge. Les réponses apportées, qui se feront dans la limite d'un support technique raisonnable de la part du CNES, seront partagées à l'ensemble des candidats.

Le Jury sera en charge du processus de sélection du Lauréat de chaque défi posé parmi les Candidats Sélectionnés qui soumettront tous un dossier scientifique au Jury et feront une présentation de leurs résultats devant le Jury.

Le Jury est par exemple composé de deux (2) représentants de la Région Île de France, de deux (2) représentants du CNES, , d'une (1) personne de, d'un (1) fonds d'investissement et d'experts que la région ou le CNES jugeront utile d'inviter.

Chaque membre du Jury sera tenu de signer un accord de confidentialité transmis en amont par la Région Ile-de-France.

Le Lauréat sera choisi par le Jury sur la base des critères mentionnés aux articles 3 et 4.2 du Règlement.

Le Jury annoncera le nom du Lauréat dans un délai d'environ deux (2) semaines après la dernière présentation orale.

Le cas échéant, afin de pouvoir évaluer les dossiers de façon plus précise, le Jury se réserve le droit de solliciter les Candidats Sélectionnés pour toute demande de précision(s) ou de justificatif(s) et/ou pour répondre à toute(s) question(s) complémentaire(s).

Le Jury n'est pas dans l'obligation de motiver ses décisions, qui sont sans recours.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ

9.1. Obligations du Jury, des Organismes et des Partenaires

Le Jury, les Organismes, les Partenaires et tout agent, consultant, sous-traitant, employé des Organismes et des Partenaires s'engagent à traiter comme confidentielles les informations dont ils auront connaissance lors de l'examen des dossiers de candidature.

Ces informations ne pourront être divulguées sans accord préalable écrit des Candidats.

Néanmoins, les Organismes et les Partenaires sont autorisés à communiquer à la presse et à publier le nom du Lauréat ainsi que le Prix obtenu par celui-ci.

Le Lauréat du Challenge, autorise les Organismes et les Partenaires à reproduire et à utiliser librement ses marques et logos. Ces éléments pourront être reproduits et édités sur diverses formes de support utiles à la promotion du Challenge et en relation avec celui-ci (que ce soit support écrit, audiovisuel ou électronique).

Le Lauréat du Challenge peut cependant autoriser la publication dans les documents de communication des Organismes et des Partenaires et la communication à la presse d'un extrait de son dossier de candidature, à charge pour lui de fournir cet extrait qui ne devra plus contenir d'information confidentielle du point de vue du Lauréat.

Les Organismes, les Partenaires et les membres du Jury s'engagent à ne faire aucun usage des informations confidentielles portées à leur connaissance dans un autre but que celui du Challenge et de la sélection du Lauréat.

9.2. Obligations des Candidats

Les Candidats s'engagent à traiter comme confidentielles les informations dont ils auront connaissance lors du Challenge. Ces informations incluent notamment, mais ne sont pas limités à, toute données pseudonymisées et/ou anonymisées, toute information relative au défi du CNES ainsi qu'aux Organismes.

Tout Candidat Sélectionné n'ayant pas préalablement signé cet engagement ne pourra pas participer au Challenge.

ARTICLE 10 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1. Propriété intellectuelle des Candidats

Le CNES et la Région Île de France souhaitent promouvoir la valorisation des travaux de recherche réalisés dans le cadre du Challenge.

Les Candidats ne peuvent prétendre à un droit quelconque, exprès ou implicite, sur les savoir-faire, les brevets, demandes de brevets, modèles ou marques déposés, de droit d'auteur, les matériels, les données et bases de données détenus par les Organismes.

Tout droit de propriété intellectuelle susceptible d'être générée par un Candidat Sélectionné durant la phase de compétition du Challenge fera l'objet d'une négociation entre le Candidat Sélectionné et le sponsor concerné.

De même, pour chaque Candidat Sélectionné, tout projet d'exploitation des résultats générés durant la phase de compétition du Challenge fera l'objet d'une négociation préalable avec le sponsor concerné. Le sponsor pourra s'y opposer si cette exploitation est contraire à ses intérêts légitimes.

10.2. Propriété intellectuelle du Lauréat

Il est entendu que le présent Règlement ne peut être considéré comme concédant, au Lauréat un droit quelconque, exprès ou implicite, sur le savoir-faire, les brevets, demandes de brevets, modèles ou marques déposées, le droit d'auteur, les données et bases de données détenus, les matériels, par les Organismes.

Tout droit de propriété intellectuelle susceptible d'être généré par le Lauréat sera examiné conjointement par le sponsor concerné et le Lauréat et fera l'objet d'une discussion visant à en définir les règles d'attribution entre eux ainsi que les règles d'exploitation

Le Lauréat concède aux sponsors une licence gratuite, non exclusive, sous-licenciable, d'utilisation de tous les droits de propriété intellectuelle relatifs aux résultats obtenus par le Lauréat dans le cadre du Challenge, en ce inclus les droits patrimoniaux d'auteur. Ces droits comprendront le droit de reproduction et de représentation et notamment d'utilisation, d'adaptation, de modification, d'incorporation, de diffusion et de commercialisation desdits résultats et ce, pour la durée de validité desdits droits, pour tous pays, et pour une exploitation directe ou indirecte, sans limitation d'étendue ni de destination.

Un accord de collaboration pourra être négocié entre le sponsor et le Lauréat, sans qu'il y ait obligation pour l'un ou l'autre de conclure un tel accord. En l'absence d'accord, aucune exploitation des résultats générés au cours du Challenge ne pourra avoir lieu.

10.3. Garantie

Le Candidat garantit détenir toutes les autorisations pour participer au Challenge. Il garantit notamment qu'il n'enfreint aucun droit de propriété intellectuelle/secret d'affaires de tiers.

Le Candidat garantit les Organismes contre toute réclamation, opposition, demande de dommages et intérêts, action (incluant mais non limité aux actions en contrefaçon et en concurrence déloyale) exercé par un tiers du fait de la participation du Candidat au Challenge. Les indemnités, dommages et intérêts, amendes ainsi que tous frais engagés par les Organismes, résultant des éléments précités seront pris en charge par le Candidat. Le Candidat garantit que la solution à l'une/aux défis qu'il communique dans le cadre du Challenge n'est soumise à aucune obligation qui pourrait limiter sa participation au Challenge ou sa potentielle exploitation future.

10.4. Marques et logos

Toute utilisation des marques et/ou logos des Organismes et/ou des Partenaires par les Candidats et/ou Lauréats, devra faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite des Organismes et/ou Partenaires concernés.

Les Candidats Sélectionnés autorisent les Organismes, à titre gratuit, à utiliser leur marque(s), logo(s), la présentation de la solution dépourvue d'informations confidentielles, sur tout type de support pendant toute la durée du Challenge et trois (3) ans après la clôture de celui-ci.

ARTICLE 11 : ANNULATION

Les Organismes se réservent le droit d'annuler ou de modifier partiellement ou en totalité le Challenge ainsi que le présent Règlement sans préavis et sans avoir à justifier cette décision et ne pourront, en aucun cas être tenus pour responsables.

ARTICLE 12 : ENGAGEMENTS DES CANDIDATS

Tout Candidat au Challenge s'engage à :

- prendre connaissance et accepter sans réserve le présent Règlement ;
- détenir les droits de propriété intellectuelle des éléments en relation avec sa candidature ou être autorisé par les détenteurs (ou codétenteurs) desdits droits à candidater et participer au Challenge ;
- renoncer à tout recours à l'encontre des Organismes et Partenaires notamment concernant le Challenge et ses conditions d'organisation, les résultats et les décisions des Organismes et du Jury, tout manque éventuel de réactivité ou autre pendant la phase d'accompagnement technique par le CNES, Paris Region ou partenaire du Challenge, tout dommage, matériel ou immatériel causé à l'occasion du Challenge et de ses suites, aux Candidats, à leurs équipements informatiques et aux données qui y sont stockées et aux conséquences pouvant en découler sur leur activité personnelle, professionnelle ou commerciale ;
- s'interdire toute réclamation ou demande de dédommagement en cas de modification, report ou annulation de la manifestation de lancement ou de remise du prix du Challenge ;

- autoriser par avance et à titre gracieux, les Organismes du Challenge, à reproduire et représenter son nom, adresse et photographie, sur tout support qui pourraient être utilisé dans toute manifestation.

ARTICLE 13 : ENGAGEMENTS DES ORGANISATEURS ET PARTENAIRES

Les Organismes et Partenaires du Challenge s'engagent à répondre dans la limite du raisonnable et de leurs ressources humaines disponibles, le plus rapidement possible aux questions, besoins des Candidats pendant le déroulement du Challenge.

ARTICLE 14 : NON-RESPECT DU REGLEMENT

Le non-respect d'un des articles du présent Règlement entraîne l'exclusion définitive du Candidat du Challenge.

ARTICLE 15 - DROITS D'IMAGE

En s'inscrivant au Challenge, les Candidats et leurs représentants ou employés acceptent la prise de leur image (sous toute forme et sur tout support) lors du Challenge ainsi que la reproduction, l'utilisation et la diffusion de leur image, y compris lors du Challenge ou lors de la remise du prix par les Organismes, notamment à titre promotionnel pour la promotion du Challenge ou pour tout événement ultérieur organisé par les Organismes, dans le cadre de leur développement et mise en œuvre futurs.

Les Candidats et leurs représentants ou employés cèdent sans contrepartie leur droit à l'image, quels que soient la forme (telles que photographies, enregistrements, sans que cette liste soit exhaustive) et le support (tel que numérique, graphique, papier sans que cette liste soit exhaustive), en intégralité ou par extraits, aux Organismes et aux Partenaires en vue, notamment, des utilisations suivantes :

1. la reproduction des photographies et/ou films, en intégralité ou par extraits, par tous procédés connus et inconnus à ce jour et sur tous supports ;
2. la représentation des photographies et/ou films, en intégralité ou par extraits, par tous procédés de communication au public connus et inconnus à ce jour.

Cette autorisation est consentie à titre gracieux pour le monde entier et sans limite de temps.

ARTICLE 16 : UTILISATION DU SITE

Les Candidats s'engagent à :

- respecter les droits afférents aux contenus diffusés sur le Site ;
- ne pas détourner ou tenter de détourner le Site de son usage normal

ARTICLE 17 : DIVERS

Les Organismes pourront annuler tout ou partie des participations au Challenge s'il apparaît que des fraudes sont intervenues sous quelque forme que ce soit, notamment de manière informatique dans le cadre de la participation et/ou du déroulement du Challenge.

Ils se réservent, dans cette hypothèse, le droit de poursuivre devant les juridictions compétentes les auteurs de ces fraudes. Les Organismes ne

sauraient toutefois encourir aucune responsabilité d'aucune sorte vis-à-vis des Candidats et/ou Lauréats du fait des fraudes commises.

Le présent Règlement est soumis exclusivement au droit français. Tout litige né à l'occasion du présent Règlement et qui ne pourrait être réglé à l'amiable, sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Convention de partenariat - Challenge AI for geospatial analysis

Annexe 4 : Notice d'Information

TRAITEMENT DES COORDONNEES PROFESSIONNELLES DES PARTIES

Notice d'information des Parties

La protection de vos données à caractère personnel est d'une grande importance pour les Parties, aussi les Parties prendront toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que vos données à caractère personnel sont traitées en toute sécurité.

Dans le cadre de l'exécution de la Convention XXX N° XXX (ci-après le « Projet »), les Parties agissant en tant que co-responsables de traitement, traiteront vos nom, prénom, numéro de téléphone et adresses e-mail et postale professionnelles, afin d'assurer le suivi de l'exécution du Projet.

Pour cette finalité, vos données à caractère personnel seront donc conservées pour la durée d'exécution du Projet.

En tout état de cause, vous détenez le droit d'accéder à vos données à caractère personnel. Vous avez aussi la possibilité de demander à ce que vos données à caractère personnel soient modifiées ou supprimées. Vous pouvez aussi vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel ou demander la limitation de celui-ci.

Pour toute demande ou réclamation, veuillez envoyer un courrier électronique aux référents RGPD des Parties.

Pour la Région d'Île-de-France :
Pour le CNES :

Vous avez également le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle à savoir de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (« CNIL »).

Notice d'information de la Région

Vos données sont collectées afin d'assurer le fonctionnement et le déroulement du Challenge. Le traitement de données est mis en œuvre par la région Ile-de-France, Pôle Développement Economique et Emploi, Direction des Politiques Economiques Régionales, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen, qui en est le responsable de traitement.

Vos données :

| | | |
|---|---|------------------------------|
| Sont-elles transmises à d'autres structures (destinataires) ? | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input checked="" type="checkbox"/> Structures travaillant avec la région | Partenaires et | Organisateurs du |

| | |
|--|-----------|
| pour l'accomplissement de la politique | Challenge |
|--|-----------|

| | | |
|---|------------------------------|---|
| Sont -elles transférées hors de l'Union Européenne ou auprès d'une organisation internationale ? | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Et en cas de transfert hors Union Européenne, il existe une décision d'adéquation rendue par la Commission européenne | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investie la région.

Les données seront conservées 6 mois à partir de la date d'ouverture aux candidatures sur la plateforme.

Vous disposez, conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016-679 et à la loi informatique et libertés n°78-17 modifiée par la loi 2018-493 du 26 juin 2018 des droits suivants :

| |
|--|
| d'un droit d'accès à vos données personnelles |
| d'un droit de rectification de vos données |
| d'un droit à la limitation du traitement de vos données. |
| d'un droit d'opposition au traitement de vos données. Dans ce cas, votre demande de participation au challenge sera rejetée. |
| d'un droit à l'effacement de vos données (droit à l'oubli) |
| d'un droit à la portabilité de vos données |

Ces droits peuvent être exercés à l'adresse électronique : donnees-personnelles@iledefrance.fr

La non-fourniture des données nécessaires au traitement entraîne l'arrêt de la procédure que vous avez commencée via le formulaire.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez joindre le délégué à la protection des données pour ce traitement, M. Manuel BEGUIER, par courriel à l'adresse suivante : cil@iledefrance.fr

Vous avez aussi la possibilité de déposer une plainte directement auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés à l'adresse suivante : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes/>

Par ailleurs, si la base légale est le consentement (case le traitement relève de votre consentement cochée), vous pouvez le retirer à tout moment. Ceci ne retirera pas le fait que les traitements effectués avant d'avoir retiré votre consentement l'ont été avec votre accord si bien qu'ils resteront licites. A réception de votre refus de consentement, vos données ne seront plus traitées et cela aura pour conséquence le rejet de votre demande de participation au challenge

Ce traitement fait l'objet d'une prise de décision automatisée : ☐Oui ☒ Non

Notice d'information de xxxx

Annexe 10 - Convention challenge IA manufacturing

CONVENTION DE PARTENARIAT
relative à l'organisation du
Paris Region Challenge AI for Manufacturing 2025

ENTRE

La Région d'Île-de-France

Ayant son siège au 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie Péresse
agissant en vertu de la délibération n° CP2025-332 du 20 novembre 2025

Ci-après dénommée la « **Région** ».

D'une Part,

Et

L'EIT Manufacturing

Ayant son siège au 2, boulevard Thomas Gobert - 91120 Palaiseau
Représenté par sa Directrice générale, Caroline Viarouge

Ci-après dénommée l'« **EIT Manufacturing** ».

D'autre Part,

La Région et l'EIT Manufacturing sont ci-après dénommés collectivement par les
« **Organisateurs** ».

Et

FIVES

Ayant son siège au 3, rue Drouot - 75009 Paris
Représenté par un représentant de Fives

Ci-après dénommée « **Fives** ».

D'autre Part,

Et

MICHELIN

Ayant son siège au 23, place des Carmes Dechaux - 63000 Clermont-Ferrand
Représenté par un représentant de Michelin

Ci-après dénommée « **Michelin** ».

D'autre Part,

Fives et Michelin sont ci-après dénommés collectivement par les « **Industriels** ».

La Région, EIT Manufacturing, Fives et Michelin sont dénommées collectivement par les « **Parties** » et individuellement par la « **Partie** ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La Région Île-de-France a adopté un plan en faveur du développement de l'Intelligence artificielle dans lequel elle souhaite mettre cette technologie au service de la transformation de l'industrie. C'est dans cette optique que la Région met en œuvre des challenges dédiés à l'Intelligence Artificielle ouverts à toute entreprise ou structure du territoire francilien sur une base transparente et non discriminatoire.

L'objectif des Parties à travers la présente Convention de partenariat est d'organiser une compétition, ci-après dénommée « **Challenge** », sur l'usage de technologies intelligentes pour la conception des machines de production, afin de sélectionner un lauréat pour le défi posé par les parties dont la finalité est la mise en place d'un projet collaboratif entre les Industriels et le lauréat. Il n'est pas exclu que deux lauréats soient sélectionnés et ainsi que deux projets collaboratifs distincts aient lieu entre le ou les Industriels et les lauréats.

Les Parties se sont donc rapprochées, en vue de convenir des présentes.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Les Parties entendent donner la signification suivante aux termes employés avec une lettre majuscule ci-après, étant entendu que les mots au pluriel peuvent s'entendre au singulier et réciproquement :

« **Affiliée** » signifie pour une Partie donnée, (i) toute personne morale dont la Partie détient directement ou indirectement plus de cinquante pourcent (50 %) des titres ou autres droits de propriété représentant le capital social de cette personne morale, ou plus de cinquante pourcent (50 %) des droits de vote ordinaires de cette personne morale ou (ii) toute personne morale qui, au moment de cette détermination, détient directement ou indirectement plus de cinquante pourcent (50 %) des titres ou autres droits de propriété représentant le capital social de cette Partie, ou au moins cinquante pourcent (50 %) des droits de vote de ladite Partie.

« **Convention** » signifie la présente convention de partenariat, ses annexes et ses avenants éventuels.

« **Challenge** » signifie l'ensemble du processus permettant de répondre au défi posé par les Organismes sur la base des données mises à disposition par les Industriels, comprenant, notamment, l'ensemble des tâches décrites en Annexe 1.

« **Informations Confidentielles** » toute information et/ou toute donnée de toute nature, incluant notamment mais non limitativement, le secret des affaires,

les savoir-faire, la propriété intellectuelle, les idées, les dessins, représentations graphiques, spécifications, étude, les signes distinctifs, les concepts, les échantillons, les modèles, les plans, les données, les logiciels et les autres informations de nature technique, scientifique, opérationnelle, administrative, financière, économique, commerciale, comptable, juridique ou autre, sous quelle que forme que ce soit, brevetable ou non, divulguée par une Partie à une ou plusieurs autres Parties au titre de la Convention et (i) qui sera confirmée comme étant confidentielle par l'apposition d'une mention « confidentiel » sur le support matériel de l'information divulguée, ou (ii) qui est raisonnablement considérée comme confidentielle de par sa nature ou (iii) s'il s'agit d'une information divulguée oralement ou visuellement, qui aura été confirmée par écrit par la Partie divulgatrice comme étant confidentielle, dans les quinze (15) jours calendaires à compter de sa communication orale ou visuelle. Jusqu'à l'expiration de ce délai de quinze (15) jours calendaires, les informations concernées seront considérées comme des Informations Confidentielles. En tout état de cause, et sans qu'une telle confirmation écrite soit nécessaire, les connaissances propres appartenant (en totalité ou en partie) à une autre Partie, lesquels incluent entre autres tout matériel et toutes données, de même que le contenu de la Convention seront d'emblée considérés comme des Informations Confidentielles. Cette notion s'appliquera selon ce qui est prévu à la Convention, plus particulièrement dans son article 4 ci-après et qui sont obtenues directement ou indirectement, avant ou après la date de la Convention et/ou toute autre relation contractuelle entre les Parties, par une Partie de la part de l'autre Partie ou lors d'une communication entre elles ou lors d'une visite des locaux par l'une ou l'autre des Parties au titre de leur relation d'affaires.

« **Responsables de Challenge** » : signifie les responsables de Challenge des Parties désignés par chaque Partie en Annexe 1.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet :

- de définir les conditions de réalisation par les Parties du Challenge ;
- de déterminer la répartition des tâches afférentes au partenariat objet de la présente Convention telles que définies en Annexe 1 ;
- définir le calendrier du Challenge tel que décrit en Annexe 2 ;
- établir le règlement du Challenge auquel les candidats devront adhérer tel que défini en Annexe 3.

ARTICLE 3 - MOYENS MIS EN ŒUVRE ET ORGANISATION

- 3.1 Chacune des Parties mettra en œuvre tout le savoir-faire, toute la compétence et tous les moyens nécessaires à la bonne exécution du Challenge, objet de la Convention. Les responsabilités propres à chacune des Parties sont définies dans l'Annexe 1. Il est précisé que les Industriels, en qualité de supports à la présente Convention et du Challenge, sont tenus à une obligation de moyens et non de résultats au titre de la présente Convention.
- 3.2 Les Parties se tiendront régulièrement informées de l'évolution du Challenge. Dans cette optique, les Responsables du Challenge des Parties

Commenter [AE1]: Demande d'ajout Michelin

se concerteront et organiseront des réunions périodiques en vue d'examiner les points suivants :

- suivi du déroulement du Challenge, sa réorientation éventuelle ;
- propositions de communication selon les stipulations de la Convention ;
- propositions de solutions en cas de litiges d'ordre technique ou autre, selon les stipulations de la Convention.

Ces réunions de travail et de suivi auront lieu à la demande de l'une quelconque des Parties.

- 3.3 En outre, les Parties s'informeront en cas de difficultés ou incidents quelconques pouvant survenir et susceptibles de compromettre ou de retarder la réalisation du Challenge.
- 3.4 Nonobstant toute disposition contraire, toute décision des Responsables du Challenge, le contenu de tout compte-rendu ou le contenu de tout échange, oral ou écrit, entre les Responsables du Challenge qui modifierait ou affecterait les droits et/ou les obligations des Parties au titre des présentes ne sera valide et opposable qu'après avoir été constaté par voie d'un avenant écrit signé des Parties.

ARTICLE 4 - CONFIDENTIALITE

- 4.1 Chacune des Parties, dans la limite de ses droits, transmettra aux autres Parties les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à la poursuite des objectifs de la présente Convention par ces autres Parties. Les Parties s'engagent à respecter la plus stricte confidentialité s'agissant du contenu du Challenge et des Informations Confidentielles et à ne les communiquer à aucun tiers sans l'accord préalable et écrit de la Partie ayant communiqué lesdites Informations Confidentielles.
- 4.2 La Partie qui reçoit une Information Confidentielle d'une autre Partie s'engage à ce que les Informations Confidentielles qu'elle reçoit :
- soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles ;
 - ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, dans un autre but que celui de la Convention, sans le consentement préalable et écrit de la Partie qui en est propriétaire.

Le non-respect par l'une des Parties ou ses préposés de l'obligation de confidentialité et de restriction d'utilisation telles que décrites dans le présent article sera susceptible d'entraîner a mise en jeu de sa responsabilité contractuelle vis-vis de la Partie propriétaire des Informations Confidentielles considérées.

Toute Partie réceptrice d'Informations Confidentielles s'engage à ne communiquer ces Informations Confidentielles qu'aux membres de son personnel ayant à les connaître en raison de leurs fonctions aux fins d'exécuter la présente Convention.

Toute Partie réceptrice d'Informations Confidentielles s'engage à obtenir de ceux de ses Affiliées, employés, préposés, consultants ou des personnes

placées sous sa responsabilité, qui seront amenés à connaître tout ou partie de ces Informations Confidentielles, dans les conditions du présent article, l'adhésion pleine et entière à un engagement de confidentialité au moins identique dans l'étendue et dans ses dispositions au présent Article, et s'engage à assumer, vis-à-vis de la Partie ayant communiqué lesdites Informations Confidentielles, l'entière responsabilité de tout manquement à ces obligations.

- 4.3 La présente obligation de confidentialité ne s'appliquera pas à toute information ou élément d'Information Confidentielle dont la Partie réceptrice est en mesure d'établir :
- a) qu'elle était accessible au public à la date de sa communication par la Partie lui ayant communiqué l'Information Confidentielle, ou viendrait à l'être sans faute de la Partie réceptrice ;
 - b) qu'elle était déjà connue de la Partie réceptrice au moment de la communication de l'Information Confidentielle par la Partie émettrice, sans obligation de confidentialité ;
 - c) qu'elle lui a été transmise sans obligation de confidentialité par un tiers détenant l'Information Confidentielle légitimement ;
 - d) qu'elle a été obtenue par la Partie réceptrice par des développements indépendants entrepris de bonne foi par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à l'Information Confidentielle ;
 - e) qu'elle est tenue de divulguer en application d'une disposition légale ou réglementaire impérative ou par l'application d'une décision de justice définitive ou d'une décision d'une autorité administrative, sous réserve (i) d'informer préalablement par écrit la Partie ayant communiqué l'Information Confidentielle d'une telle divulgation, (ii) qu'elle mette en œuvre tous les moyens nécessaires afin de limiter l'étendue d'une telle divulgation à ce qui est strictement nécessaire et (iii) que la confidentialité des Informations Confidentielles soit par ailleurs strictement maintenue.
- 4.4 Les dispositions du présent article s'appliqueront pendant la durée de la Convention et survivront pendant une période de cinq (5) ans à compter de l'expiration ou de la résiliation de la Convention et ce quelle qu'en soit la cause.
- 4.5 Il est expressément convenu entre les Parties que la divulgation par les Parties entre elles d'Informations Confidentielles, au titre de la Convention, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie qui les reçoit un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur ces Informations Confidentielles.
- 4.6 Il est expressément précisé que les obligations mentionnées au titre du présent article 4 s'appliquent également au titre des Informations Confidentielles échangées entre les Parties dans la préparation, la mise en place et lors de la mise en œuvre du Challenge.

ARTICLE 5 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, NON DÉNIGREMENT ET COMMUNICATIONS

5.1. Propriété intellectuelle

Les Parties acceptent et reconnaissent n'avoir aucune propriété ni aucun droit sur les marques, noms commerciaux, raisons sociales, droits de common law, logos, slogans, signes, noms de domaine, sous-domaines, mots-clés et goodwill y afférent, appartenant aux autres Parties (ci-après les « Marques »), pas plus que sur les supports promotionnels et leur contenu fournis par les Parties. Les Parties s'interdisent toute action visant à enregistrer ou acquérir d'une autre manière des droits rattachés à ces Marques ou à tout nom, logo ou signe similaire susceptible de créer une confusion. Les Parties ne sont pas autorisés à utiliser les Marques dans leurs dénominations sociales ou noms de domaine.

Par les présentes, chaque Partie s'engage à retirer et à restituer immédiatement à première demande d'une autre Partie, tout support et tous les documents fournis.

Nonobstant toute disposition contraire, les Industriels conservent l'intégralité des droits rattachés à tous autres droits de propriété intellectuelle, y compris, mais non limitativement, les droits de brevet, droits de brevet provisoire, signes distinctifs, droits d'auteur, logiciels, bases de données (collectivement désignés « Autres DPI ») concernant et protégeant ses produits, procédés et services, ainsi que la documentation et le contenu fournis par les Industriels, dans tout pays ou région. Aucun droit ou licence n'est accordé sur les autres DPI en vertu du Challenge.

La fourniture ou l'utilisation des données dans le cadre du Challenge est subordonnée à l'engagement des Organismes et des Industriels entre eux de ne pas chercher, par rétro-ingénierie, désassemblage ou une autre analyse, à obtenir la méthodologie, la composition, la formulation, les composants, les processus, le code source ou toute autre information confidentielle des Industriels.

Toute utilisation abusive des Marques par les Candidats et/ou les Candidats Sélectionnés constitue une violation substantielle des présentes modalités et qui impose aux Candidats et/ou aux Candidats Sélectionnés d'indemniser le(s) Industriel(s) pour les dommages subis.

5.2. Non-dénigrement

Les Parties s'engagent à ne pas se dénigrer et/ou discréditer, directement ou indirectement, leurs Marques, produits et/ou services. À cet égard, les Parties s'abstiennent notamment de toute déclaration ou commentaire public, communiqué de presse ou communication sur les réseaux sociaux, se référant négativement à une autre Partie, ses Marques ou ses produits et/ou services, y compris, mais non limitativement : (i) les performances, la qualité, la technologie, la durabilité, ou les capacités des produits ; (ii) la validité, l'enregistrement ou la propriété des Marques ; ou (iii) la réputation ou le comportement de la Partie ou de l'un de ses représentants, employés, sous-traitants, agents ou prestataires de services.

Les Parties s'abstiennent d'organiser toute publicité, et/ou plus généralement, toute communication de quelque nature que ce soit,

susceptible de porter atteinte au nom et/ou à la réputation des autres Parties, des Marques et/ou de ses produits ou services.

5.3. Communication

Il est convenu que la communication du Challenge sera co-pilotée par la Région Île-de-France et l'EIT Manufacturing. En particulier, toute opération de communication dans les domaines suivants (sans que cela soit limitatif) sera prise par la Région Île-de-France et l'EIT Manufacturing et partenaires d'un commun accord :

- (i) médiatisation, création et diffusion des supports, utilisation
- des logos des partenaires, détermination et exécution du plan d'engagement des Parties ;
- (ii) de l'IT (création, hébergement et gestion du site web dédié au Concours, gestion des candidatures, etc.) ;
- (iii) logistique (lieux dans lesquels seront notamment organisés les pitchs et les cérémonies) ;
- (iv) choix des média partenaires ; et
- (v) toute autre communication dans le cadre du Challenge dans le respect des chartes graphiques de chacune des Parties, communiquées lors de la Convention. A ce titre, les directives des Industriels concernant la bonne utilisation des Marques s'appliquent et doivent être respectées. Les lignes directrices de Michelin sont disponibles sur le site www.michelin.com. L'Organisateur accepte que les Industriels puissent contester tout support publicitaire, marketing et/ou promotionnel qui ne serait pas conforme à ces directives et que dans un tel cas, l'Organisateur cesse dans les meilleurs délais d'utiliser ce support à la demande de Michelin ou Fives en qualité d'Industriel.
- (vi) Toute communication au titre de la présente Convention ou du Challenge devra préalablement faire l'objet d'un accord écrit préalable des Industriels.

ARTICLE 6 - GARANTIE - RESPONSABILITÉ

- 6.1 Pendant toute la durée de la Convention, chaque Partie est responsable selon les règles de droit commun des dommages directs résultant de sa faute et/ou de sa négligence et/ou de celles de son personnel, qui pourraient être causés aux personnes et aux biens.
- 6.2 Chaque Partie s'engage à respecter et faire respecter toutes les dispositions légales ou réglementaires applicables, existantes et futures, qui lui incombent lors de la réalisation de sa part de travaux au titre du Challenge.
- 6.3 Les Parties ne seront pas responsables les unes envers les autres des dommages indirects qu'elles pourraient se causer en application de la Convention, notamment de tous dommages immatériels tels que pertes de

chiffre d'affaires, de marge, de clientèle, de chance, préjudice d'image ou coûts d'interruption d'activité économique, sauf si ces pertes, préjudice ou coûts résultent du non-respect de l'article 4 (« CONFIDENTIALITE »), auquel cas ils ne seront pas concernés par la présente exclusion. Les Industriels n'assument aucune responsabilité au titre de l'organisation générale du Challenge sur les tâches ne leur incombant pas au titre de l'Annexe 1 « Responsables de Challenge et Partage des tâches ».

6.4. Les Parties conviennent que les Organismes, en leur qualité, ne peuvent limiter ni exclure leur responsabilité en cas de divulgation, d'accès, de perte, d'altération ou d'utilisation non autorisée des Informations Confidentielles communiquées par les Industriels aux Organismes dans le cadre de la Convention, y compris les données :

- techniques (plans, spécifications, prototypes, process industriels),
- stratégiques ou commerciales (business plans, besoins R&D, stratégies de développement),
- ou tout autre contenu désigné comme confidentiel au titre de l'article 4.

Cette responsabilité ne peut faire l'objet d'aucune clause limitative ou exonératoire, y compris en cas d'intervention de tiers prestataires ou en cas de perte indirecte.

La présente clause 6.4. s'applique également pour les Informations Confidentielles communiquées entre les Industriels.

Les Parties concernées s'engagent à prendre sans délai toutes mesures de correction, de limitation du préjudice et de coopération avec l'Industriel en cas de non-respect des obligations sus-mentionnées avéré ou suspecté.

6.5 Chacune des Parties prend en charge, pour ce qui la concerne, la couverture de ses personnels ou des personnes agissant pour son compte et intervenant dans le cadre de la présente Convention, conformément à la législation applicable, notamment la législation du travail et des maladies professionnelles et procède aux formalités légales qui lui incombent, sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. La réparation des dommages éventuels subis par ces personnes s'effectuera notamment en tenant compte de leur statut propre.

Chacune des Parties est responsable, dans les conditions du droit commun des dommages qu'elle pourrait causer aux personnes ou aux biens, à l'occasion ou du fait de l'exécution de la Convention.

Chaque Partie reconnaît, au regard de son statut et pour ce qui la concerne (i) être son propre assureur ou (ii) prendre en charge la souscription et le maintien des polices d'assurance nécessaires à la couverture de ses responsabilités dans le cadre de l'exécution de la Convention.

ARTICLE 7 - FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne sera tenue responsable d'un manquement à ses obligations définies à la présente Convention résultant d'une cause de force majeure définie par l'article 1218 du Code Civil et de la jurisprudence.

En cas de force majeure, aucune autre Partie ne pourra réclamer des dommages et intérêts pour non-exécution de ses obligations par la Partie affectée par l'événement de force majeure, définies dans la présente Convention.

Pour se prévaloir de la force majeure, la Partie qui en est affectée doit notifier aux autres Parties l'événement de force majeure, dès que possible à compter de sa survenance, en indiquant une estimation de sa durée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dès que celui-ci prend fin, la Partie empêchée le notifie aux autres Parties et doit reprendre l'exécution de ses obligations.

Dans le cas où cet événement se prolongerait pendant une période excédant trois (3) mois et ne permettrait pas l'exécution des clauses essentielles de la présente Convention, les Parties se réuniront afin de déterminer, de bonne foi, les conditions dans lesquelles la présente Convention pourra être poursuivie ou résiliée, de plein droit, sans indemnité de part et d'autre. A défaut d'accord, chacune des parties peut résilier la Convention, sans indemnité de part ni d'autre.

ARTICLE 8 - DURÉE

La Convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par toutes les Parties et restera en vigueur sauf résiliation anticipée telle que prévue à l'article 9 ci-dessous, pour une durée de douze (12) mois.

Toute extension ou prolongation de la durée de la Convention se fera par voie d'avenant signé par les Parties précisant notamment l'objet de cette prolongation ainsi que les modalités de son financement.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION

Toute violation des obligations contractuelles par l'une des Parties entraînera la résiliation de plein droit de la Convention et ce, dans les délais précisés dans la mise en demeure restée sans effet dans un délai de trente (30) jours calendaires et adressée par la lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Partie défaillante qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de la prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la(les) Partie(s) plaignante(s) du fait de la résiliation anticipée de la Convention.

La présente Convention pourra être résiliée d'un commun accord par voie d'un simple courrier cosigné des Parties.

Nonobstant l'arrivée à échéance de la Convention ou sa résiliation anticipée, les dispositions de l'Article 4 demeureront applicables aux Parties pendant les durées visées audit article.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente Convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours, indiquée par la décision notifiée par courrier,

envoyée en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

ARTICLE 10 - GENERALITES

10.1 La Convention et ses annexes constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties. Tout accord préalable, écrit ou oral, exprès ou tacite, relatif à l'objet de la Convention est caduc et est nul et non avenu.

10.2 Toute modification de la Convention devra faire l'objet d'un accord écrit signé par les Parties.

ARTICLE 11- CESSIION - TRANSFERT DE CONVENTION

11.1 Les Parties déclarent que la Convention est conclue « *intuitu-personae* ». En conséquence, elle est personnelle aux Parties, incessible et intransmissible.

11.2 Aucune des Parties ne pourra céder ou transférer en tout ou partie à quiconque, de quelque manière que ce soit, les droits et obligations résultant de la Convention, sans l'autorisation préalable et écrite des autres Parties. Le successeur éventuel s'engage à respecter l'ensemble des termes de la Convention.

11.3 En cas de consentement à la cession ou au transfert de la Convention à un tiers, il est d'ores et déjà entendu que ledit tiers sera, en tout état de cause, soumis aux mêmes obligations que celles mises à la charge de la Partie à laquelle il succède dans la présente Convention à moins que les Parties restantes en conviennent ensemble autrement. Un avenant à la présente Convention entre les Parties restantes et le tiers concerné devra être élaboré, ce dernier définira les obligations respectives desdites Parties, conformément à l'alinéa précédent.

ARTICLE 12 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chacune des Parties s'engage à respecter et à se conformer à toutes les dispositions qui leur sont applicables au titre du Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « RGPD ») et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés (ci-après collectivement désignés la « Législation sur les Données à Caractère Personnel »).

Pour les besoins du présent Article 12. « Données à Caractère Personnel », les termes « Données à Caractère Personnel », « Personne Concernée », « Traitement », « Responsable du Traitement », « Responsables Conjointes du Traitement », « Violation de Données à Caractère Personnel » ont la même signification que celle prévue au titre de la Législation sur les Données à Caractère Personnel.

Il est entendu que les obligations de chacune des Parties, au titre des présentes, ne peuvent faire l'objet d'une quelconque limitation ou exclusion de responsabilité.

12.1. Traitement de coordonnées professionnelles des Parties.

Les Parties peuvent traiter, chacune en tant que Responsable du Traitement, les coordonnées du personnel des autres Parties intervenant au titre de la Convention et ce uniquement à des fins de gestion administrative et dans le cadre de l'exécution de la Convention.

À ce titre, chacune des Parties s'engage à respecter la Législation sur les Données à Caractère Personnel et à fournir aux Personnes Concernées la mention d'information, figurant en Annexe 4. « Notice d'Information » des présentes, fournie par les autres Parties afin de permettre à cette dernière d'être conforme avec l'article 14 du RGPD.

12.2. Responsables Conjointes du Traitement.

Par ailleurs, au titre de la Convention, les Parties sont amenées à déterminer conjointement les finalités et les moyens de traitement relatifs à l'organisation et au déroulement du Challenge, au sens de la Législation sur les Données à Caractère Personnel en qualité de Responsables Conjointes du Traitement au sens de l'article 26 du RGPD.

À ce titre, la présente section a pour objet de définir les termes et conditions dans lesquelles les Parties effectueront les traitements considérés ainsi que leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences de la Législation sur les Données à Caractère Personnel.

Les Parties définissent les caractéristiques des traitements comme suit :

- La (ou les) finalité(s) du (ou des) Traitement(s) est (sont) d'assurer le bon déroulement du Challenge, notamment :
 - o L'Etude de la conformité des candidatures par rapport aux critères d'éligibilité fixés dans le règlement
 - o La prise de contact auprès des candidats afin notamment de leur transmettre les informations sur les prochains jalons du Challenge
 - o L'utilisation de citations, d'images ou de captations vidéo des Représentants et/ou Employés des Candidats à des fins de communication, médiatisation (dossiers de presse notamment) par les Organismes et/ou les Partenaires. Pour cette dernière finalité, un consentement spécifique sera demandé
- La (ou les) nature(s) du (ou des) Traitement(s) réalisé(s) est (sont): tenue du registre des Candidats, communication et médiatisation autour des Représentants et/ou Employés des Candidats.
- Le (ou les) Traitement(s) susvisés est (sont) réalisé(s) par : des représentants des Organismes et des Partenaires, notamment les Responsables de Challenge.
- La (ou les) catégorie(s) de Données à Caractère Personnel collectées est (sont): relatives à l'état civil, identité, données d'identification, images soit les noms, prénoms, adresses mails, numéros de téléphone et le cas échéant photographies et/ou captations vidéos des Candidats
- La (ou les) catégorie(s) de Personnes Concernées par le(s) Traitement(s) est (sont): représentants (salariés, dirigeants, actionnaires) des entreprises ou des consortia candidats.
- La (ou les) durée(s) de conservation des Données à Caractère Personnel est (sont) de: 6 mois à compter de l'ouverture de la plateforme d'inscription au Challenge.

- La (ou les) zone(s) géographique(s) où est (sont) réalisé(s) le(s) Traitement(s) de Données à Caractère Personnel: France.
- Les mesures de sécurité relatives au(x) Traitement(s) sont les suivantes : les mêmes que les mesures de sécurité relatives au traitement des données des Organismes.
- Les Parties s'engagent à se tenir mutuellement informées de toute Violation de Données à Caractère Personnel qui surviendrait. A ce titre, les Parties s'engagent à se fournir toute l'assistance et la coopération raisonnablement attendue pour notifier toute Violation de Données à Caractère Personnel à l'autorité de contrôle compétente et informer les Personnes Concernées de la survenance de cette Violation, lorsque nécessaire.
- La (ou les) collecte(s) des Données à Caractère Personnel est (sont) effectuée(s) par les Organismes.
- La mention d'information relative au(x) Traitement(s) est portée à la connaissance des Personnes Concernées par : les Organismes. La formulation et le format de la mention d'information figurent dans le Règlement du Challenge, Annexe 4 de la présente Convention.
- Les grandes lignes de cette section sont mises à la disposition des Personnes Concernées au titre du Règlement du Challenge.

Il est rappelé que les Personnes Concernées peuvent exercer les droits que le RGPD leur confère à l'égard de et contre chacun des responsables du traitement. À ce titre, les parties désignent comme point de contact pour les Personnes Concernées :

Le correspondant à la protection des Données à Caractère Personnel désigné par la Région :

Le Délégué à la Protection des Données (« DPD ») de la Région Ile de France

Par courrier électronique : dpo@iledefrance.fr

Par adresse postale : Région Ile-de-France , A l'attention du Délégué à la Protection des Données, 2, rue Simone Weil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

OU

Le Délégué à la Protection des Données (« DPD ») de l'EIT Manufacturing : Christina Dimopoulou (dpo@eitmanufacturing.eu).

ARTICLE 13 - DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES

La Convention est régie par le droit français.

En cas de difficultés quant à l'interprétation, l'exécution, l'expiration ou la résiliation de la Convention et à ses suites, les Parties feront leur possible pour trouver de façon amiable, un terrain d'entente et un accord sous un délai de trois (3) mois. En cas de désaccord persistant, la Partie la plus diligente saisira le tribunal compétent de Paris auquel il est fait attribution exclusive de compétence.

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 Annexes

Sont annexés à la Convention, pour en faire partie intégrante, les documents suivants :

- Annexe 1 : Responsables de Challenge et Partage des tâches
- Annexe 2 : Calendrier
- Annexe 3 : Règlement du Challenge
- Annexe 4 : Notice d'Information

14.2 Indépendance des Parties

Les Parties agissent en tant que contractants indépendants. La Convention ne peut être interprétée comme faisant d'une Partie le représentant, l'agent ou le mandataire d'une (ou des) autre(s) Partie(s) ni comme établissant une société commune entre les Parties, une joint-venture, une association, un emploi ou une autre forme d'organisation professionnelle toute responsabilité solidaire à l'égard des tiers ou entre les Parties étant formellement exclue. Ainsi, chaque Partie s'engage à ne rien faire qui puisse induire en erreur un tiers à cet égard, ni prendre aucun engagement, ni offrir une quelconque garantie au nom d'une ou plusieurs autre(s) Partie(s), ni à utiliser de quelque manière que ce soit les noms et marques d'une autre Partie sans l'accord préalable écrit de celle-ci.

14.3 Le fait pour une des Parties d'omettre, en une ou plusieurs occasions, de se prévaloir d'une ou plusieurs dispositions de la Convention, ne pourra en aucun cas être interprété comme une renonciation par la Partie intéressée à s'en prévaloir ultérieurement. Aucune coutume, pratique ou habitude ne vaut renonciation à une quelconque disposition de la Convention et/ou toute autre relation contractuelle entre les Parties.

14.4 Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des dispositions de la Convention serait contraire à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les Parties feront les amendements nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres dispositions resteront en vigueur et les Parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution acceptable, tant sur le plan économique que juridique, dans l'esprit de la Convention.

14.5 Toutes les clauses et conditions de la Convention, en ce compris l'exposé préalable et l'Annexe 1 qui en fait partie intégrante, sont de rigueur. Chacune d'elles est une condition déterminante de la Convention sans laquelle les Parties n'auraient pas contracté, sous réserve des stipulations ci-dessus relatives à la validité.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 4 exemplaires originaux,

| | |
|--|--|
| Pour la Région Île-de-France Valérie Pécresse Présidente | Pour l'EIT Manufacturing Caroline Viarouge Directrice générale |
| Pour Fives | Pour Michelin |

Convention de partenariat - Challenge AI for Manufacturing 2025

Annexe 1 : Responsables de Challenge et Partage des tâches

Responsables de Challenge

Pour la Région : Samy JOUSSET - Responsable de la mission Deeptech, Bastien PLUCHARD - Chargé de mission Innovation et Industrie et Emmanuel de LA PINTIERE, Chargé de mission Deeptech et Cyber.

Pour l'EIT Manufacturing : Richard de CABROL, Ecosystem Senior Manager France

Pour Fives : Cécile COULOMBEZ - Directrice adjoint innovation groupe et David CHADES - Directeur Data groupe.

Pour Michelin : Albin EFFERNELLI - Leader in Partnership Innovation for industry 5.0 et Sofia MERZOUK - Responsable digitalisation manufacturing engineering.

Partage des tâches

Les tâches et responsabilités des Parties impliquées dans le Challenge sont les suivantes :

Par souci de lisibilité, le singulier "lauréat" est employé dans le corps du texte, sans que cela n'exclue la possibilité qu'il y ait deux lauréats.

-Région Ile-de-France

- ☐ Contribue au pilotage et à l'ingénierie du concours
- ☐ Pilote la communication
- ☐ Finance le projet du lauréat, au travers d'une subvention (la Région Île-de-France est le seul financeur du Challenge).

Phase 0 (Lancement) :

- ☐ Publie l'appel à projet
- ☐ Contribue et enrichit le fichier commun de sourcing des entreprises cibles
- ☐ Contribue à la réalisation du 'idature et aux critères de sélection
- ☐ Consolide le dossier de presse
- ☐ Participe aux événements de promotion/réunion d'information dédiés
- ☐ Valide les inscriptions des candidats en vérifiant leur éligibilité

Phase 1 (Pré-sélection) :

- ☐ Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature et pré-sélectionne dix (10) candidats

Phase 2 (Sélection du Lauréat) :

- ☐ Transmet sous contrat de confidentialité aux 10 candidats pré-sélectionnés les éléments nécessaires à l'évaluation de la phase 2

- ☐ Co-évalue les dossiers de candidature des dix (10) candidats pré-sélectionnés
- ☐ Participe au jury de sélection du lauréat avec un droit de veto
- ☐ Délivre le prix au lauréat en proposant aux élus régionaux une subvention en faveur du lauréat

Phase 3 (Projet collaboratif avec le lauréat) :

- ☐ Finance le projet du lauréat.

Phase 4 (Post Projet) : Retour d'expérience et communication :

- ☐ Communication autour des résultats : communiqués de presse.
- ☐ Bilan et suivi sur les perspectives de développement économiques post projet collaboratif et sur les besoins futurs du lauréat/aides régionales
- ☐ Remontée sur les besoins marché pour l'organisation éventuelle d'autres challenges
- ☐ Recueil des suggestions d'amélioration

-EIT Manufacturing

- ☐ Contribue au pilotage et à l'ingénierie du concours
- ☐ Contribue au pilotage de la communication

Phase 0 (Lancement) :

- ☐ Contribue à la réalisation du dossier de candidature et aux critères de sélection
- ☐ Contribue à l'élaboration d'un dossier de presse
- ☐ Met à disposition les éléments de communication nécessaires à la mise en place de la plateforme de candidature

Phase 1 (Pré-sélection) :

- ☐ Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature et pré-sélectionne dix (10) candidats

Phase 2 (Sélection) :

- ☐ Co-évalue les dossiers de candidature des dix (10) candidats pré-sélectionnés
- ☐ Participe aux événements de promotion/réunion d'information dédiés
- ☐ Participe au jury de sélection du lauréat avec un droit de veto

Phase 3 (Post Projet) : Retour d'expérience et communication :

- ☐ Communication autour des résultats : communiqués de presse, soumission à des revues scientifiques pertinentes au regard des résultats obtenus
- ☐ Recueil des suggestions d'amélioration
- ☐ Bilan et suivi sur les perspectives de développement

Fives

- ☐ Contribue au pilotage et à l'ingénierie du concours

Phase 0 (Lancement) :

- ☐ Recueille et prépare l'ensemble des données qui seront mises à disposition des candidats pré-sélectionnés
- ☐ Contribue à la réalisation du dossier de candidature et aux critères de sélection

Phase 1 (Pré-sélection) :

- ☐ Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature et pré-sélectionne dix (10) candidats

Phase 2 (Sélection) :

- ☐ Met à disposition de la région IDF les éléments nécessaires à l'évaluation de la phase 2
- ☐ Co-évalue les dossiers de candidature des dix (10) candidats pré-sélectionnés
- ☐ Participe au jury de sélection du lauréat avec un droit de veto
- ☐ Accompagnement technique raisonnable des candidats sélectionnés

Phase 3 (Projet collaboratif avec le lauréat) :

- ☐ Si l'industriel confirme le choix du lauréat pour mener le projet, met en œuvre, le projet collaboratif avec le lauréat de son défi

Phase 4 (Post Projet) : Retour d'expérience et communication :

- ☐ Communication autour des résultats : communiqués de presse
- ☐ Bilan et suivi sur les perspectives de développement

Michelin

- ☐ Contribue au pilotage et à l'ingénierie du concours

Phase 0 (Lancement) :

- ☐ Recueille et prépare l'ensemble des données qui seront mises à disposition des candidats pré-sélectionnés
- ☐ Contribue à la réalisation du dossier de candidature et aux critères de sélection

- Phase 1 (Pré-sélection)
- Co-instruit et co-évalue les dossiers de candidature et pré-sélectionne dix (10) candidats
-

Phase 2 (Sélection) :

- Met à disposition de la région IDF les éléments nécessaires à l'évaluation de la phase 2
- Co-évalue les dossiers de candidature des dix (10) candidats pré-sélectionnés
- Participe au jury de sélection du lauréat avec un droit de veto
- Accompagnement technique raisonnable des candidats sélectionnés

Phase 3 (Projet collaboratif avec le lauréat) :

- Si l'industriel confirme le choix du lauréat pour mener le projet, met en œuvre, le projet collaboratif avec le lauréat de son défi

Phase 4 (Post Projet) : Retour d'expérience et communication :

- Communication autour des résultats : communiqués de presse
- Bilan et suivi sur les perspectives de développement

Convention de partenariat - Challenge AI for Manufacturing

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel

- Lancement du Challenge **le mercredi 10 décembre 2025** à l'occasion du Comité Industrie.
- Ouverture de la plate-forme (site internet Région IDF) le jour du lancement, **le mercredi 10 décembre 2025.**
- Les dossiers de candidatures sont à poster avant **le mardi 10 février à 23h59** (horodatage informatique faisant foi)
 - Sélection de 10 candidats et d'une liste de réserve de cinq (5) candidats par les Organismes avant **le mardi 24 février 2026.**
 - Signature de l'engagement de confidentialité et envoi informatique & courrier par les dix (10) candidats sélectionnés au plus tard **le mardi 3 mars 2026.**
 - En cas de désistement(s) de candidat(s) sélectionné(s) et au plus tard **le jeudi 5 mars 2026**, appel à autant de candidat(s) de la liste de réserve que de désistement(s), dans la limite de cinq (5). Les candidat(s) appelés sont soumis à l'obligation de signature de l'engagement de confidentialité et envoi informatique & courrier sous deux (2) jours après appel par les Organismes. Ouverture de la plateforme d'analyse des données du Challenge à ce(s) candidat(s) dès réception de leur engagement de confidentialité signé,
 - Soumission au jury par chaque candidat sélectionné d'un dossier scientifique au plus tard **le jeudi 7 mai 2026.**
- Audition des candidats sélectionnés et sélection du lauréat par le jury **la semaine du 24 mai.**
- Validation et vote de la subvention au lauréat par la Commission Permanente du Conseil Régional (dates non connues à ce stade).
- Annonce officielle du lauréat et lancement des travaux avec les équipes des Industriels (date non connue à ce stade, après le vote des élus régionaux).

Convention de partenariat - Challenge AI for Manufacturing

Annexe 3 : REGLEMENT DU CONCOURS

Paris Region Challenge AI for Manufacturing 2025

Ce règlement pourra être modifié jusqu'au vote des élus du conseil régional du 20 novembre 2025.

Contexte

La Région Île-de-France a adopté le 15 octobre 2018 son plan IA2021 visant, notamment, à valoriser l'excellence des entreprises franciliennes dans ce domaine, et à leur donner les moyens de prendre des positions dans la compétition internationale, tout en contribuant à faire progresser des enjeux économiques, sociaux et sociétaux.

ARTICLE 1 : ORGANISATION

Dans le cadre de son plan IA2021, la Région Île-de-France met en place un challenge IA pour l'industrie intitulé « *Paris Region AI for Manufacturing Challenge 2025* » (le « **Challenge** »).

La Région Île-de-France souhaite ainsi contribuer à l'émergence de solutions innovantes pour les usines, les entrepôts et l'ensemble de l'écosystème de production, et soutenir le développement de champions d'envergure internationale dans le domaine de l'IA appliquée à l'industrie 4.0.

Les modalités du Challenge sont définies dans le présent règlement (le « **Règlement** »). Le Challenge est organisé par la Région Île-de-France, en partenariat avec l'EIT Manufacturing.

Ci-après dénommées les « **Organisateurs** »

Sont également impliquées dans le challenge, en tant que support, les organisations suivantes :

- Michelin
- FIVES

Ci-après dénommées les « **Industriels** ».

ARTICLE 2 : OBJECTIF, DESCRIPTION, PARTICIPATION ET CALENDRIER DU CHALLENGE

2.1. Contexte des activités d'engineering pour le manufacturing

- Chainage des activités de conception dans le manufacturing :

Dans l'industrie manufacturière, la conception de produits ou de projets industriels suit un enchaînement structuré de phases : études d'opportunités ou d'avant-projet, analyses fonctionnelles et économiques, conception détaillée, prototypage, industrialisation et exécution. À chaque étape, les ingénieurs doivent arbitrer entre performance technique, coût, délais tout en se conformant aux obligations réglementaires et contractuelles. Cette complexité est accentuée par la diversité des environnements (cycle en V dans l'industrie lourde, méthodes agiles dans le logiciel), la nécessité de gérer la configuration, le "make or buy", et l'intégration de retours terrain.

Dans le détail :

- o Phases d'avant-projet, dans le cas des projets :
 - Appel d'offres, recherches et analyses comparatives de solutions technico-économiques préliminaires (études de faisabilité, conception préliminaires, simulations préliminaires, estimations préliminaires, analyses de risques, analyses de make or buy,...), rédaction de l'offre contractualisation
- o Phases d'avant-projet, dans le cas des produits :
 - Etudes d'opportunités, analyses de marché des uses cases dans le but de cadrer le projet et ses objectifs (KPI)
 - Analyse fonctionnelle et de la valeur, rédaction d'un cahier des charges fonctionnel.
 - Recherches et analyses comparatives de solutions technico-économiques préliminaires (études de faisabilité, conception préliminaires, simulations préliminaires, estimations préliminaires, analyses de risques, analyses de make or buy,...)
- o Phase de conception détaillée d'une solution unique (mécanique, électriques, automatismes, logicielles, etc.) : dossier de définition complet, nomenclatures, plans de fabrication, schémas électriques, code logiciel
- o Phases d'exécution, dans le cas de projets :
 - Achats, pré-montage puis pré-validation en usine, transport, installation sur site, mise en route, formation et validation finale
- o Phases d'exécution, dans le cas de produits :
 - Prototypage et validation afin de tester le fonctionnement réel et valider la conception ; puis industrialisation (méthodes, moyen de fabrication) et mise en production dans le but de fabriquer en série
- o Phases de clôture et de suivi :
 - Dans le schéma le plus fréquent : SAV, maintenance, support technique, parfois également : surveillance voire pilotage à distance, maintenance préventive
 - Dans tous les cas retours d'expérience, gestion des modifications

L'ensemble est piloté par une gestion de projet (maitrise d'œuvre ou MOE) ou de produit répondant respectivement soit à une maîtrise d'ouvrage MOA et à un contrat, soit à un comité de pilotage (direction d'entreprise).

- o Dans les activités où les coûts de modification sont importants (industrie lourde...) : on utilisera préférentiellement le cycle en V

- o A l'inverse, typiquement dans les activités logicielles, on utilisera préférentiellement des méthodes agiles (type SCRUM).
- o Chaque étape fait l'objet de point d'arrêt décidant le passage à l'étape suivante, l'itération, le retour à l'étape précédente ou l'arrêt complet de l'activité.
- Enjeux et particularités de ces activités de conception
 - o Être conforme aux obligations réglementaires (normes machines, normes européennes, etc.)
 - o Maîtriser le contrat, maîtriser la configuration
 - o Respecter les exigences fonctionnelles (ex: augmenter le taux de disponibilité de la machine ou du procédé)
 - o Maîtriser et respecter la propriété intellectuelle
 - o Réduire le prix de revient souvent devant réduire les coûts d'exploitation
 - o Réduire le temps de mise à disposition auprès du client en particulier les temps d'installation sur site
 - o Standardiser les organes, et maintenir le standard
 - o Choisir « Make or Buy »
 - o Suivre la flotte vendue, connaître les conditions réelles d'exploitation

On notera que le contexte de l'activité a une influence importante sur l'activité de conception en elle-même :

- o En phase d'avant-projet, il est souvent choisi d'adapter l'existant afin de réduire les temps de conception : (« copier-coller »)
- o Plus le projet est gros, plus la coordination des interfaces est un enjeu.
- o Sur des activités à fort enjeu technologique : la présence de brevets dans l'entreprise ou chez les concurrents peut s'avérer dimensionnante
- o Sur des activités à fort enjeu réglementaire (nucléaire,...) : la documentation devient un enjeu d'autant plus fort (livrables, processus de conception, activité de validation & de vérification)

En outre l'activité de conception est toujours menée à la fois à l'aide d'outils hautement spécialisés (logiciels de calculs, de dessins, de simulations, ERP) et de fichiers plus basiques permettant de traiter des besoins spécifiques et temporaires (typiquement des tableurs, des présentations). Enfin elle nécessite un dialogue constant lui-même outillé (comptes-rendus de réunions, emails, espaces partagés multiples, canaux de discussion multiples...). La continuité numérique, c'est-à-dire à la fois l'unicité de la donnée, son partage et sa maîtrise au cours du temps, y est dès lors un enjeu fort.

Dans ce contexte, **l'intelligence artificielle** ouvre de nouvelles perspectives pour assister ou automatiser certaines décisions de conception, améliorer l'exploration des variantes, fiabiliser les estimations technico-économiques, anticiper les risques ou encore accélérer la génération et la maintenance de documentation technique cohérente et à jour. Elle devient un levier clé pour optimiser la conception dans un contexte industriel de plus en plus contraint en matière de délais, de compétitivité et de durabilité en réduisant les tâches à faible valeur ajoutée ou en favorisant leur vérification.

2.2. Objectif du challenge

Le Challenge a pour vocation de récompenser les Très Petites Entreprises (TPE), Petites et Moyennes Entreprises (PME), Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) et laboratoires de recherche académiques associés à une entreprise (les « **Groupelements** »), ayant les propositions les plus pertinentes pour répondre au défi posé par les Organisateurs.

Ce défi consiste à développer et à valider des solutions intelligentes dans le contexte de l'engineering pour le manufacturing. Les technologies intelligentes désignent l'ensemble des technologies numériques intégrant des capacités d'intelligence artificielle, qu'elles s'appuient sur des règles issues de la connaissance humaine (systèmes experts, logique symbolique) ou sur l'analyse automatisée de grandes quantités de données (apprentissage automatique, réseaux de neurones). Elles permettent de concevoir des systèmes capables de percevoir, raisonner, apprendre et agir de manière autonome ou assistée, apportant ainsi des leviers puissants d'innovation dans tous les secteurs économiques.

L'objectif de ces technologies est d'améliorer l'efficacité de l'ingénierie en automatisant des tâches récurrentes, tout en maintenant le concepteur dans la boucle afin de prendre en compte son avis sur les solutions proposées, en tenir compte à l'avenir et obtenir sa validation sur la solution à implémenter.

Pour orienter les Candidats, Les Industriels proposent une liste de cas d'usage

- UC1 : Assistance au concepteur dans la production de documents techniques et de notices
- UC2 : Assistance dans la conception d'éléments récurrents
- UC3 : Détection et assistance dans le traitement de non-conformités
- UC4 : Traduction des spécifications en contraintes de conception
- UC5 : Proposition de designs sur la base des designs historiques

Cette liste est donnée à titre d'orientation préférentielle des solutions mais toute autre solution intelligente pour l'engineering du manufacturing pourra être considérée, à l'exception de certaines solutions trop orientées vers la conception et l'optimisation des produits comme l'optimisation topologique.

Les besoins concernant d'autres données nécessaires à la réalisation des projets pourront être exprimés par les candidats. Il est à noter que les modèles d'intelligence artificielle ne pourront pas être entraînés sur les données des industriels en raison de la quantité trop importante de données que cela nécessiterait.

Des fiches use-case détaillées sont fournies en annexe de ce règlement et disponibles pour chaque candidat avec le dossier de candidature téléchargeable sur la plate-forme « Mes démarches » de la Région Île-de-France. Ces fiches visent à préciser pour chaque use-case :

- les fonctions attendues de la solution
- les données mises à disposition pour la phase 2
- les livrables attendus de la part du candidat

Les solutions proposées par les Candidats auront un TRL compris entre 4 et 7 avec un objectif d'atteindre en fin de projet un TRL compris entre 7 et 9.

Sauf modalités contraires précisées dans la fiche use-case, la sélection des candidats aura lieu en 2 phases :

- Une première phase pour laquelle les Candidats ne disposeront pas de données spécifiques de la part des Industriels et pourront présenter leurs solutions sur la base de travaux antérieurs réalisés dans des domaines et sur des use-cases de leur choix
- A l'issue de cette phase, 10 candidats seront sélectionnés et pourront concourir sous engagement de confidentialité pour la deuxième phase pour laquelle les industriels fourniront des données que les Candidats pourront exploiter pour démontrer la pertinence de leur solution.

Les livrables attendus à chaque phase sont les suivants :

Phase 0

- Dossier d'inscription

Phase 1 (pré-sélection):

- Formulaire de pré-sélection
- Présentation Pitch de la solution actuelle (10 pages maximum, format libre)

Phase 2 (sélection):

- Formulaire de sélection
- Livrables générés par la solution sur les données techniques fournies
- Présentation Pitch de la solution appliquée au use-case choisi (10 pages maximum, format libre)
- Description des travaux et estimation des budgets pour atteindre le TRL cible (fiche projet)
- Audition

Les données seront uniquement fournies aux candidats sélectionnés par les Organisateurs selon les modalités ci-après et sous réserve de la signature par les candidats d'une convention avec les industriels, encadrant la fourniture de ces données (CONVENTION CANDIDAT - « DATA CHALLENGE »).

2.3. Modalités de participation

Le Challenge se déroulera du 10 décembre 2025 au 10 février 2026 à 23h59 (heure de Paris, France).

Le Challenge sera décomposé en deux (2) phases, à savoir :

2.3.1. Phase 0 du Challenge

Les entreprises souhaitant concourir au Challenge (les « **Candidats** ») devront déposer un dossier de candidature sur le site du Challenge rattaché au site www.iledefrance.fr « **Site** »).

Les candidats ayant rempli un dossier de candidature (les « **Candidats** ») pourront se positionner sur la phase 1 du défi posé.

2.3.2. Phase 1 du Challenge

Sur la base des dossiers fournis, Les Organismes sélectionneront un maximum de 10 Candidats (les « **Candidats Sélectionnés** »).

Un comité de sélection sera mis en place composé des Organismes et des Industriels dont l'objectif sera de vérifier l'éligibilité des Candidats selon les critères du cahier des charges. Les dossiers de candidatures devront ensuite être validés par un comité propre composé des Organismes et des Industriels.

Les dossiers de candidature approuvés par les comités susmentionnés seront informés de leur sélection par les Organismes.

2.3.3. Phase 2 du Challenge :

Sur la base des dossiers fournis par les Candidats Sélectionnés pour la phase 2, un jury (le « **Jury** ») dont la composition est définie ci-après auditionnera les Candidats lors d'une session de présentation et de démonstration de la technologie existante.

A l'issue de cette audition, le jury (le "Jury") choisira le ou les lauréats du Challenge (le « **Lauréat** »).

2.3. Calendrier

Ne seront pas prises en considération les candidatures des Candidats incomplètes ou reçues en dehors de la période du Challenge ou des phases précitées (la date et l'heure de réception de l'inscription sur le serveur faisant foi).

Toutes informations inexactes ou mensongères entraînent la disqualification des Candidats.

Pour toute demande d'information complémentaire, contactez : ai-industrychallenge@iledefrance.fr

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Le Challenge est ouvert aux personnes morales :

- TPE et PE (entreprises de moins de 50 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros) au sens de l'annexe 1 du RGEC ;
- ME (entreprises de moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros) au sens de l'annexe 1 du RGEC ;

- ETI (entreprise de taille intermédiaire) ;
- Groupements associant soit un laboratoire public et une (ou plusieurs) entreprise(s) privée(s), soit plusieurs entreprises de type TPE, PE, ME ou ETI.

Le Challenge est ouvert aux entreprises, ou Groupements de l'Union européenne ou de Suisse, déjà constitués, et ayant leur siège social ou l'établissement permanent qui participera aux travaux relatifs au Challenge situé dans la Région Île-de-France ou ayant un projet d'implantation en Île-de-France dans un délai d'un an maximum à partir de la date d'ouverture du Challenge (ce projet d'implantation devant être significatif en termes de moyens et ressources humaines).

Les entreprises en difficulté définies par l'article 2 § 18 du RGEC n°651/2014 modifié et le § 3.2 du régime SA 58995 relatif aux aides d'Etat en faveur de la RDI ne sont pas éligibles au challenge.

Le non-respect des conditions d'éligibilité et du présent règlement entraîne la disqualification et l'annulation de la participation qui ne sera donc pas prise en compte pour les sélections.

ARTICLE 4 : DOSSIER DE CANDIDATURE ET CRITÈRES DE SÉLECTION

4.1. Dossier de candidature

Les entreprises souhaitant concourir au Challenge (les « **Candidats** ») devront déposer un dossier de candidature sur le site du Challenge.

Une candidature est portée par une seule entreprise soit en son nom propre soit pour le compte d'un Groupement pour lequel elle agit en qualité de chef de file. Une seule candidature par personne morale sera acceptée, à l'exclusion des membres des sociétés ayant participé à la préparation du Challenge et notamment à l'organisation du Challenge, ainsi que des familles de l'ensemble de ces personnes, y compris les concubins. Les Organisateurs du Challenge se réservent le droit d'annuler les candidatures de quiconque aurait candidaté plusieurs fois.

Tout dossier de candidature devra être signé et déposé par voie électronique par le représentant légal du Candidat sur le Site.

Le dossier de candidature du Candidat comprendra le formulaire de candidature dûment complété (l'ensemble des champs obligatoires devant être remplis).

Toute candidature reçue par courrier sera rejetée par les Organisateurs.

Il appartient à chaque Candidat de prendre connaissance du présent Règlement (accessible sur le Site) préalablement au dépôt de son dossier de candidature. A ce titre, un dossier de candidature ne pourra être déposé que si le représentant légal du Candidat (au nom et pour le compte du Candidat) déclare avoir lu et accepter sans réserve les conditions du Règlement.

Au-delà de deux cents (200) candidatures, les Organisateurs se réservent toutefois la possibilité de clôturer par anticipation les inscriptions au Challenge.

La participation d'un Candidat sera prise en compte au moment où il aura déposé son dossier de candidature, sous réserve du respect des termes du présent Règlement.

Les dossiers de candidature non complets ou soumis après la date de clôture des inscriptions (y compris en cas de clôture des inscriptions par anticipation) ne seront pas pris en compte.

Les Organismes ne sauraient être tenus responsables au cas où un (ou plusieurs) Candidat ne parvient pas à se connecter sur le Site, du fait de tout défaut technique ou de tout problème lié, notamment, et non limitativement, à l'encombrement du réseau, une erreur humaine ou d'origine électrique, une intervention malveillante, un dysfonctionnement de logiciel ou de matériel ou un cas de force majeure.

Les Candidats s'engagent à communiquer des informations exactes dans leur dossier de candidature. Les Candidats ne pourront pas modifier les informations communiquées après la date de clôture des candidatures. Les Organismes se réservent la possibilité de réclamer aux Candidats toute justification des informations mentionnées dans le dossier de candidature. Les Organismes ne sauraient être tenus pour responsables de l'inexactitude des informations communiquées par les Candidats.

Toute candidature non conforme aux caractéristiques énoncées ci-dessus ne sera pas prise en compte.

4.2. Critères de sélection

Pour la sélection des Candidats Sélectionnés, les Organismes apprécieront la valeur des Candidats notamment au regard des critères suivants, cités sans ordre croissant ou décroissant d'importance :

Phase 1 (pré-sélection)

- Expériences & compétences du Candidat dans le domaine de l'industrie
- Expériences & compétences du Candidat dans le domaine de l'intelligence artificielle
- Valeur apportée par la solution et appréciation de son applicabilité au manufacturing engineering

Phase 2 (sélection)

Pour le choix du Lauréat, les membres du Jury (définis ci-après) apprécieront la valeur de la réponse apportée notamment au regard des critères suivants, cités sans ordre croissant ou décroissant d'importance :

- Couverture des fonctions attendues
- Qualité des livrables générés
- Valeur apportée par la solution
- Prise en compte des critères généraux (cybersécurité,...)
- Pertinence de la fiche projet
- Positionnement TRL de la solution

-
-

4.3 Droit de veto

Le Jury disposera d'un droit de veto sur les Candidats Sélectionnés et sur le Lauréat.

Ce droit lui permettant de s'opposer à la sélection d'un Candidat ou à la désignation d'un Lauréat incompatible avec ses choix stratégiques, ses politiques internes et/ou avec lequel il est ou a été en litige contentieux, et/ou dont l'objet social n'est pas en conformité avec le sien.

Les membres du Jury s'engagent à se désister lors de la sélection des Candidats et la désignation du Lauréat dans lequel il y aurait directement ou indirectement un conflit d'intérêt telle que par exemple, une participation au capital.

ARTICLE 5 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour les besoins du présent Article 5. « Données à Caractère Personnel », les termes « Données à Caractère Personnel », « Traitement », « Responsable du Traitement », « Responsables Conjointes du Traitement » ont la même signification que celle prévue au titre du Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « RGPD ») et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés (ci-après collectivement désignés la « Législation sur les Données à Caractère Personnel »).

Au titre des présentes les termes :

- « **Participant(s)** » signifie la (ou les) personne(s) physique(s) ayant rempli un dossier de candidature au Challenge pour le compte d'un (ou des) Candidat(s).
- « **Participant(s) Sélectionné(s)** » signifie la (ou les) personne(s) physique(s) participant au Challenge pour le compte d'un (ou des) Candidat Sélectionnés, tels que définis à l'Article 2.2 du présent Règlement.
- « **Représentants des Candidats** » signifie les représentants des Candidats.
- « **Employés des Candidats** » signifie les employés des Candidats en ce inclus les Participants.

1. Responsable du Traitement

Conformément à la Législation sur les Données à Caractère Personnel, les Données à Caractère Personnel des Participants, Représentants et Employés des Candidats font l'objet de Traitements par les Organismes et les Industriels, agissant en qualité de Responsables Conjointes du Traitement. À ce titre, les Organismes et les Industriels déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement relatifs à l'organisation et au déroulement du Challenge.

Pour toute demande relative au Traitement de ses Données à Caractère Personnel, tout Candidat peut contacter, de façon alternative :

Le correspondant à la protection des Données à Caractère Personnel désigné par la Région :

Le Délégué à la Protection des Données (« DPD ») de la Région Ile de France

- Par courrier électronique : dpo@iledefrance.fr
- Par adresse postale :
Région Ile-de-France
A l'attention du Délégué à la Protection des Données
2 rue Simone Weil
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

OU

Le Délégué à la Protection des Données (« DPD ») de l'EIT Manufacturing : Christina Dimopoulou (dpo@eitmanufacturing.eu).

2. Collecte et Traitement des Données à Caractère Personnel des Candidats

Les Données à Caractère Personnel relatives à l'état civil, l'identité et autres données d'identification, ainsi qu'à l'image soit les noms, prénoms, adresses emails, numéros de téléphone et le cas échéant photographies et/ou captations vidéo des Représentants et des Employés Candidats sont collectées par les Organismes et font l'objet d'un Traitement par les Organismes et les Industriels, pour les besoins des finalités suivantes :

- Étude de la conformité des dossiers des Candidats par rapport aux critères d'éligibilité fixés dans le présent règlement.
- Prise de contact auprès des Candidats Sélectionnés afin notamment de leur transmettre les informations sur les prochains jalons du Challenge.
- Utilisation de citations, d'images ou de captations vidéo des Représentants et/ou Employés des Candidats à des fins de communication, médiatisation (dossiers de presse notamment) par les Organismes et/ou les Industriels.

Lesdites Données sont conservées, de façon sécurisée, pour une durée de 6 mois.

En participant au Challenge, les Candidats consentent au Traitement de leurs Données à Caractère Personnel par les Organismes et les Industriels, dans le respect des conditions telles que précisées au sein de la présente section.

3. Droits des Candidats relatifs à l'utilisation de leurs Données à Caractère Personnel

En tout état de cause, chacun des Candidats dispose du droit d'accéder à ses Données à Caractère Personnel. Les Candidats ont aussi la possibilité de demander à ce que leurs Données à Caractère Personnel soient modifiées ou supprimées. Les Candidats peuvent s'opposer au Traitement de leurs Données à Caractère Personnel, demander la limitation de celui-ci ou exercer leur droit à la portabilité de leurs Données à Caractère Personnel.

Les Candidats sont également informés de leur droit de retirer leur consentement au Traitement de leurs Données à Caractère Personnel, à tout moment. La

fourniture desdites Données à Caractère Personnel étant nécessaire à la validation de leur participation au Challenge, leur participation au Challenge s'en trouvera annulée le cas échéant.

Pour toute demande liée à l'exercice de leurs droits, les Candidats peuvent contacter le correspondant à la protection des Données à Caractère Personnel désigné par la Région, dont les coordonnées sont communiquées au sein de la section « 1. Responsable du traitement » du présent Article.

Les Candidats disposent également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle nationale compétente, à savoir la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (« CNIL »).

ARTICLE 7 : PROPOSITION AU LAURÉAT

Le Challenge est doté d'une enveloppe maximum de cinq cent mille euros (500 000 euros).

Un Candidat Sélectionné sera choisi comme « **Lauréat** » et s'il en fait la demande pourra se voir attribuer par la Région Île-de-France une subvention sous réserve d'un vote favorable de la Commission Permanente de la Région Île-de-France. Celle-ci s'appuiera sur le régime cadre exempté de notification N° SA. 58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI), dans la mesure où le projet et les dépenses présentés pourront être considérées éligibles (https://www.europe-en-france.gouv.fr/sites/default/files/sa.58995_rdi_-_prolongation_0.pdf). En aucun cas, les Organismes ou les Industriels ne pourront être tenus responsables du vote défavorable de la Commission Permanente de la Région Île-de-France.

Le Lauréat travaillera pour finaliser ses travaux, en collaboration avec un ou plusieurs Industriels, et accéder à une partie de la base de données de celui-ci à l'entière discrétion de l'Industriel.

La subvention portera, sous réserve du vote favorable des élus de la Commission Permanente de la Région Île de France, sur les travaux collaboratifs qui auront lieu après le Challenge entre le ou les lauréats et l'un ou les deux Industriels ;

En aucun cas les ressources engagées par les Candidats dans le cadre du Challenge, c'est-à-dire pendant la durée du challenge jusqu'à la désignation du ou des lauréats, ne pourront être sujettes à un financement de la part de la Région Île de France ou des Industriels.

En outre, il est rappelé qu'en aucun cas, les Candidats ne pourront solliciter des Organismes pour que la subvention prenne une autre forme que celle prévue (pas de modification, remplacement ou échange ou contre-valeur en bien).

A titre d'information, dans le cadre d'un projet collaboratif, soumis à la réglementation européenne en vigueur, à savoir le régime cadre exempté de notification N° SA. 58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) prévoit des taux de subventionnement maximum de :

- 60% des dépenses liées au projet post-Challenge pour les TPE et PE ;
- 50% des dépenses liées au projet post-Challenge pour les ME ;
- 40% des dépenses liées au projet post-Challenge pour les ETI.

Les laboratoires associés à une entreprise pourront recevoir un financement de 100 % dans la limite de 120 000 € sous réserve du respect de la réglementation européenne des aides d'Etat applicables à ces structures. Il sera en particulier attendu de constituer un dossier sur la base de la Méthodologie de qualification de l'organisme de recherche proposée en annexe au présent règlement.

ARTICLE 8 : SELECTION DES CANDIDATS ET CHOIX DU LAUREAT

Les dossiers de candidature des Candidats seront évalués par les Organismes et les Industriels sur la base des critères d'éligibilité et de sélection mentionnés aux articles 3 et 4.2 du Règlement.

Les Organismes se réservent le droit de ne pas étudier le dossier d'un Candidat s'il ne remplit pas l'ensemble des critères d'éligibilité prévus à l'article 3 du Règlement.

Le cas échéant, afin de pouvoir évaluer les dossiers de façon plus précise, les Organismes se réservent le droit de solliciter les Candidats pour toute demande de précisions ou de justificatifs et/ou pour répondre à toute(s) question(s) complémentaire(s).

À partir de ces dossiers, les Organismes sélectionneront les dix (10) Candidats Sélectionnés pour la phase 2.

Les Organismes n'ont pas l'obligation de motiver leurs décisions, qui sont sans recours.

Le Jury sera en charge du processus de sélection du Lauréat du défi posé parmi les Candidats Sélectionnés qui soumettront tous un dossier scientifique au Jury et feront une présentation de leurs résultats devant le Jury.

Le Jury est composé de deux (2) représentants de la Région Île de France, de deux (2) représentants de Michelin, de deux (2) représentants de FIVES, et de deux (2) représentants de l'EIT Manufacturing.

Chaque membre du Jury sera tenu de signer un accord de confidentialité transmis en amont par la Région Ile-de-France.

Le Lauréat sera choisi par le Jury sur la base des critères mentionnés aux articles 3 et 4.2 du Règlement.

Le Jury annoncera le nom du Lauréat dans un délai d'environ deux (2) semaines après la dernière présentation orale.

Le cas échéant, afin de pouvoir évaluer les dossiers de façon plus précise, le Jury se réserve le droit de solliciter les Candidats Sélectionnés pour toute demande de précision(s) ou de justificatif(s) et/ou pour répondre à toute(s) question(s) complémentaire(s).

Le Jury n'est pas dans l'obligation de motiver ses décisions, qui sont sans recours.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ

9.1. Obligations du Jury, des Organismes et des Industriels

Le Jury, les Organismes, les Industriels et tout agent, consultant, sous-traitant, employé des Organismes et des Industriels s'engagent à traiter comme confidentielles les informations dont ils auront connaissance lors de l'examen des dossiers de candidature.

Ces informations ne pourront être divulguées sans accord préalable écrit des Candidats.

Néanmoins, les Organismes et les Industriels sont autorisés à communiquer à la presse et à publier le nom du Lauréat ainsi que le Prix obtenu par celui-ci.

Le Lauréat du Challenge, autorise les Organismes et les Industriels à reproduire et à utiliser librement ses marques et logos. Ces éléments pourront être reproduits et édités sur diverses formes de support utiles à la promotion du Challenge et en relation avec celui-ci (que ce soit support écrit, audiovisuel ou électronique).

Le Lauréat du Challenge peut cependant autoriser la publication dans les documents de communication des Organismes et des Industriels et la communication à la presse d'un extrait de son dossier de candidature, à charge pour lui de fournir cet extrait qui ne devra plus contenir d'information confidentielle du point de vue du Lauréat.

Les Organismes, les Industriels et les membres du Jury s'engagent à ne faire aucun usage des informations confidentielles portées à leur connaissance dans un autre but que celui du Challenge et de la sélection du Lauréat.

9.2. Obligations des Candidats

Les Candidats s'engagent à traiter comme confidentielles les informations dont ils auront connaissance lors du Challenge. Ces informations incluent notamment, mais ne sont pas limités à, toute données pseudonymisées et/ou anonymisées, toute information relative au Challenge et au défi d'un Industriel ainsi qu'aux Organismes.

Les Candidats Sélectionnés s'engagent individuellement à signer un engagement de confidentialité remis par chaque Industriel pour leur participation au Challenge.

Tout Candidat Sélectionné n'ayant pas préalablement signé cet engagement ne pourra pas participer au Challenge.

ARTICLE 10 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1. Propriété intellectuelle des Candidats et des Candidats Sélectionnés

La Région Île-de-France, l'EIT Manufacturing et les Industriels souhaitent promouvoir la valorisation des travaux de recherche réalisés dans le cadre du Challenge.

Les Candidats et les Candidats Sélectionnés ne peuvent prétendre à un droit quelconque, exprès ou implicite, sur les savoir-faire, les brevets, demandes de brevets, modèles ou marques déposés, de droit d'auteur, les matériels, les données et bases de données détenus par les Organismes ou les Industriels, comme explicité au sein de l'article 10.3.

10.2. Propriété intellectuelle du Lauréat

Il est entendu que le présent Règlement ne peut être considéré comme concédant, au Lauréat un droit quelconque, exprès ou implicite, sur le savoir-faire, les brevets, demandes de brevets, modèles ou marques déposés, le droit d'auteur, les données et bases de données détenus, les matériels, par les Organismes et les Industriels, comme explicité au sein de l'article 10.3.

Le Lauréat conservera l'intégralité des droits de propriété intellectuelle afférents à la solution qu'il aura développée dans le cadre du Challenge. En revanche, les contenus générés par ladite solution et dans le cas où ces contenus sont générés uniquement sur la base des données fournies par les Organismes, seront la propriété exclusive de l'Industriel.

Le Lauréat concède aux Industriels une licence gratuite, non exclusive, sous-licenciable, d'utilisation de tous les droits de propriété intellectuelle relatifs à la solution développée par le Lauréat dans le cadre du Challenge, en ce inclus les droits patrimoniaux d'auteur. Ces droits comprendront le droit de reproduction et de représentation et notamment d'utilisation, d'adaptation, de modification, d'incorporation, de diffusion et de commercialisation de ladite solution et ce, pour la durée de validité desdits droits, pour tous pays, et pour une exploitation directe ou indirecte, sans limitation d'étendue ni de destination.

Un accord de collaboration pourra également être négocié entre un Industriel et le Lauréat, sans qu'il y ait obligation pour l'un ou l'autre de conclure un tel accord. En l'absence d'accord, le paragraphe précédent fait foi.

10.3. Propriété intellectuelle des Industriels

10.3.1. Les Candidats et/ou les Candidats Sélectionnés et/ou le Lauréat acceptent et reconnaissent n'avoir aucune propriété ni aucun droit sur les marques, noms commerciaux, raisons sociales, droits de common law, logos, slogans, signes, noms de domaine, sous-domaines, mots-clés et goodwill y afférent, appartenant aux Industriels (ci-après les « Marques »), pas plus que sur les supports promotionnels et leur contenu fournis par les Industriels. Les Candidats et/ou les Candidats Sélectionnés et/ou le Lauréat s'interdisent toute action visant à enregistrer ou acquérir d'une autre manière des droits rattachés à ces Marques ou à tout nom, logo ou signe similaire susceptible de créer une confusion. Les

Candidats et/ou les Candidats Sélectionnés et/ou le Lauréat ne sont pas autorisés à utiliser les Marques dans sa dénomination sociale ou ses noms de domaine.

Par les présentes, les Candidats et/ou les Candidats Sélectionnés et/ou le Lauréat s'engagent à retirer et à restituer immédiatement à première demande des Industriels tous les documents fournis par ces derniers.

Nonobstant toute disposition contraire, les Industriels conservent l'intégralité des droits rattachés à tous autres droits de propriété intellectuelle, y compris, mais non limitativement, les droits de brevet, droits de brevet provisoire, signes distinctifs, droits d'auteur, logiciels, bases de données (collectivement désignés « Autres DPI ») concernant et protégeant ses produits, procédés et services, ainsi que la documentation et le contenu fournis par les Industriels, dans tout pays ou région. Aucun droit ou licence n'est accordé sur les autres DPI en vertu du Challenge.

La fourniture ou l'utilisation des données dans le cadre du Challenge est subordonnée à l'engagement des Candidats, des Candidats Sélectionnés ou du Lauréat de ne pas chercher, par rétro-ingénierie, désassemblage ou une autre analyse, à obtenir la méthodologie, la composition, la formulation, les composants, les processus, le code source ou toute autre information confidentielle des Industriels.

Toute utilisation abusive des Marques par les Candidats et/ou les Candidats Sélectionnés et/ou le Lauréat constitue une violation substantielle des présentes modalités et qui impose aux Candidats et/ou aux Candidats Sélectionnés et/ou au Lauréat d'indemniser le(s) Industriel(s) pour les dommages subis.

10.3.2. Non-dénigrement

Les Candidats et/ou les Candidats Sélectionnés et/ou le Lauréat s'engagent à ne pas dénigrer et/ou discréditer, directement ou indirectement les Industriels, leurs Marques, produits et/ou services. À cet égard, les Candidats et/ou les Candidats Sélectionnés et/ou le Lauréat s'abstiennent notamment de toute déclaration ou commentaire public, communiqué de presse ou communication sur les réseaux sociaux, se référant négativement aux Industriels, leurs Marques ou leurs produits et/ou services, y compris, mais non limitativement : (i) les performances, la qualité, la technologie, la durabilité, ou les capacités des produits ; (ii) la validité, l'enregistrement ou la propriété des Marques ; ou (iii) la réputation ou le comportement des Industriels ou de l'un de ses représentants, employés, sous-traitants, agents ou prestataires de services.

Les Candidats et/ou les Candidats Sélectionnés et/ou le Lauréat s'abstiennent d'organiser toute publicité, et/ou plus généralement, toute communication de quelque nature que ce soit, susceptible de porter atteinte au nom et/ou à la réputation des Industriels, des Marques et/ou de ses produits ou services.

10.3. Garantie

Les Candidats, les Candidats Sélectionnés et le Lauréat garantissent détenir toutes les autorisations pour participer au Challenge. Ils garantissent notamment qu'ils n'enfreignent aucun droit de propriété intellectuelle/secret d'affaires de tiers.

Les Candidats, les Candidats Sélectionnés et le Lauréat garantissent les Organisateurs contre toute réclamation, opposition, demande de dommages et

intérêts, action (incluant mais non limité aux actions en contrefaçon et en concurrence déloyale) exercé par un tiers du fait de la participation du Candidat au Challenge. Les indemnisations, dommages et intérêts, amendes ainsi que tous frais engagés par les Organismes et les Industriels, résultant des éléments précités seront pris en charge par les Candidats et/ou les Candidats Sélectionnés et/ou le Lauréat. Les Candidats, les candidats Sélectionnés et le Lauréat garantissent que la solution au défi qu'ils communiquent dans le cadre du Challenge n'est soumise à aucune obligation qui pourrait limiter leur participation au Challenge ou sa potentielle exploitation future.

10.4. Marques et logos

Toute utilisation des marques et/ou logos des Organismes et/ou des Industriels par les Candidats, les Candidats sélectionnés et/ou le Lauréat, devra faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite des Organismes et/ou Industriels concernés.

Les Candidats Sélectionnés et le Lauréat autorisent les Organismes et les Industriels, à titre gratuit, à utiliser leur marque(s), logo(s), la présentation de la solution dépourvue d'informations confidentielles, sur tout type de support pendant toute la durée du Challenge et trois (3) ans après la clôture de celui-ci.

ARTICLE 11 : ANNULATION

Les Organismes se réservent le droit d'écourter, de proroger, de reporter, d'annuler ou de modifier partiellement ou en totalité le Challenge ainsi que le présent Règlement sans préavis et sans avoir à justifier cette décision et ne pourront, en aucun cas être tenus pour responsables.

ARTICLE 12 : ENGAGEMENTS DES CANDIDATS

Tout Candidat au Challenge s'engage à :

- prendre connaissance et accepter sans réserve le présent Règlement ;
- détenir les droits de propriété intellectuelle des éléments en relation avec sa candidature ou être autorisé par les détenteurs (ou codétenteurs) desdits droits à candidater et participer au Challenge ;
- renoncer à tout recours à l'encontre des Organismes et Industriels notamment concernant le Challenge et ses conditions d'organisation, les résultats et les décisions des Organismes et du Jury, tout manque éventuel de réactivité ou autre pendant la phase d'accompagnement technique, tout dommage, matériel ou immatériel causé à l'occasion du Challenge et de ses suites, aux Candidats, à leurs équipements informatiques et aux données qui y sont stockées et aux conséquences pouvant en découler sur leur activité personnelle, professionnelle ou commerciale ;
- s'interdire toute réclamation ou demande de dédommagement en cas de modification, report ou annulation de la manifestation de lancement ou de remise du prix du Challenge ;
- autoriser par avance et à titre gracieux, les Organismes du Challenge, à reproduire et représenter son nom, adresse et photographie, sur tout support qui pourraient être utilisé dans toute manifestation.

ARTICLE 13 : ENGAGEMENTS DES ORGANISMES ET INDUSTRIELS

Les Organismes et les Industriels du Challenge feront leurs meilleurs efforts afin de répondre dans la limite du raisonnable et de leurs ressources humaines disponibles, le plus rapidement possible aux questions, besoins des Candidats pendant le déroulement du Challenge.

Comme mentionné ci-dessus, les Organismes et les Industriels déclinent toute responsabilité pour tous les incidents, dommages, sinistres et/ou accidents qui pourraient survenir aux Candidats, aux Candidats Sélectionnés ou au Lauréat, à leurs accompagnants ou à leurs proches ainsi qu'à tout tiers dans le cadre de la participation et de la mise en œuvre du présent Challenge.

Les Organismes et les Industriels ne pourront être tenus responsables de l'utilisation frauduleuse des droits de connexion des Candidats ou de la désignation du Lauréat.

Les Organismes et les Industriels se réservent le droit d'écourter, de proroger, de reporter, de modifier ou d'annuler le Challenge en cas de force majeure ou d'événements indépendants de leur volonté. Dès lors, leurs responsabilités ne sauraient être engagées et aucune indemnité ne saurait leur être réclamée à ce titre. Toute décision des Organismes du Challenge concernant l'existence, le déroulement et l'achèvement du Challenge est souveraine et n'est susceptible d'aucun recours.

La responsabilité des Organismes du Challenge et des Industriels ne saurait être engagée pour les dommages résultant d'une erreur commise par les Candidats ou les Candidats sélectionnés dans les coordonnées communiquées lors de leurs inscriptions et/ou candidature.

Les Organismes du Challenge et les Industriels ne sauraient être tenus pour responsables, à quelque titre que ce soit, des dysfonctionnements liés aux connexions téléphoniques et Internet pendant la participation au Challenge, ni du report et/ou modification du Challenge pour des raisons indépendantes de leur volonté.

La participation au Challenge implique la connaissance et l'acceptation des caractéristiques et des limites de l'Internet, notamment en ce qui concerne les performances techniques, les temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer des informations, les risques d'interruption, et plus généralement, les risques inhérents à toute connexion et transmission sur Internet, l'absence de protection de certaines données contre des détournements éventuels et les risques de contamination par des éventuels virus circulant sur le réseau. Il appartient à tout Candidat de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels stockés sur son équipement informatique contre toute atteinte ou attaque d'origine exogène.

Les Organismes du Challenge ou les Industriels ne sauraient être tenus responsables d'aucun incident relatif aux perturbations de réseau, au maniement de l'Internet, en cas de dysfonctionnement du matériel de réception empêchant le bon déroulement du Challenge, aux coupures de courant empêchant un internaute de remplir les conditions nécessaires avant la date limite et plus généralement aux risques inhérents à toute connexion et transmission sur Internet, à l'absence de protection de certaines données contre des

détournements éventuels et aux risques de contamination par d'éventuels virus circulant sur le réseau.

Les Organisateurs du Challenge ou les Industriels ne peuvent être tenus pour responsables des retards ou erreurs de transmission de courrier électronique indépendants de leurs volontés et décline toute responsabilité en cas de mauvaise utilisation de l'ordinateur ou d'incident lié à l'utilisation de l'ordinateur (plus particulièrement, les Organisateurs ne sauraient être tenues responsables de tout dommage, matériel ou immatériel causé aux Candidats, à leurs équipements informatiques et aux données qui y sont stockées, et aux conséquences pouvant en découler sur leur activité personnelle, professionnelle ou commerciale), de l'accès à Internet, de la ligne téléphonique ou de toute autre connexion technique.

En outre, leurs responsabilités ne pourront en aucun cas être retenues en cas de problème d'enregistrement ou de perte des formulaires d'inscription des Candidats.

ARTICLE 14 : NON-RESPECT DU REGLEMENT

Le non-respect d'un des articles du présent Règlement entraîne l'exclusion définitive du Candidat du Challenge.

ARTICLE 15 - DROITS D'IMAGE

En s'inscrivant au Challenge, les Candidats et leurs représentants ou employés acceptent la prise de leur image (sous toute forme et sur tout support) lors du Challenge ainsi que la reproduction, l'utilisation et la diffusion de leur image, y compris lors du Challenge ou lors de la remise du prix par les Organisateurs, notamment à titre promotionnel pour la promotion du Challenge ou pour tout événement ultérieur organisé par les Organisateurs, dans le cadre de leur développement et mise en œuvre futurs.

Les Candidats et leurs représentants ou employés cèdent sans contrepartie leur droit à l'image, quels que soient la forme (telles que photographies, enregistrements, sans que cette liste soit exhaustive) et le support (tel que numérique, graphique, papier sans que cette liste soit exhaustive), en intégralité ou par extraits, aux Organisateurs et aux Industriels en vue, notamment, des utilisations suivantes :

1. la reproduction des photographies et/ou films, en intégralité ou par extraits, par tous procédés connus et inconnus à ce jour et sur tous supports ;
2. la représentation des photographies et/ou films, en intégralité ou par extraits, par tous procédés de communication au public connus et inconnus à ce jour.

Cette autorisation est consentie à titre gracieux pour le monde entier et sans limite de temps.

ARTICLE 16 : UTILISATION DU SITE

Les Candidats s'engagent à :

- respecter les droits afférents aux contenus diffusés sur le Site ;
- ne pas détourner ou tenter de détourner le Site de son usage normal

ARTICLE 17 : DIVERS

Les Organisateurs pourront annuler tout ou partie des participations au Challenge s'il apparaît que des fraudes sont intervenues sous quelque forme que ce soit, notamment de manière informatique dans le cadre de la participation et/ou du déroulement du Challenge.

Ils se réservent, dans cette hypothèse, le droit de poursuivre devant les juridictions compétentes les auteurs de ces fraudes. Les Organisateurs ne sauraient toutefois encourir aucune responsabilité d'aucune sorte vis-à-vis des Candidats et/ou Lauréat du fait des fraudes commises.

Le présent Règlement est soumis exclusivement au droit français. Tout litige né à l'occasion du présent Règlement et qui ne pourrait être réglé à l'amiable, sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ANNEXE 1 : Échelle du TRL

Le TRL est généralement mesuré sur une échelle de 1 à 9 :

- 1.**TRL 1** : Observation et principes de base explorés (concept théorique).
- 2.**TRL 2** : Formulation du concept technologique (idée structurée).
- 3.**TRL 3** : Validation analytique ou expérimentale en laboratoire.
- 4.**TRL 4** : Prototype de base validé en environnement de laboratoire.
- 5.**TRL 5** : Validation en environnement pertinent (simulation des conditions réelles).
- 6.**TRL 6** : Démonstration d'un modèle/prototype en environnement opérationnel pertinent.
- 7.**TRL 7** : Démonstration du système/prototype en environnement opérationnel réel.
- 8.**TRL 8** : Technologie complète et qualifiée pour une utilisation réelle.
- 9.**TRL 9** : Technologie prête et opérationnelle (utilisée commercialement).

ANNEXE 2 : fiches use-case prévisionnelles

Les fiches use cases sont données à titre indicatif et peuvent être modifiées jusqu'à la finalisation du lancement du Challenge.

UC1 : Assistance au concepteur dans la production de documents techniques et de notices utilisateur

Fonctions attendues de la solution :

- Générer des documents techniques listés en données d'entrée à partir d'un dossier technique machine (plans 3D/2D, Bill of Material (BOM),...)
- En cas de modification du dossier technique, proposer au concepteur la liste des documents impactés ainsi que la liste des modifications par document.
- La solution devra proposer au concepteur les documents techniques générés ou les modifications à apporter
- La solution devra prendre en compte les remarques du concepteur pour l'élaboration de la version finale

Données fournies pour l'étape 2

- 1 dossier technique d'un sous-ensemble « MACHINE » incluant
 - o 1 ensemble 3D / 2D et la BOM associée
 - o 1 schéma électrique et/ou pneumatique et BOM associée(s)
- 1 modèle de chaque type de document à générer :
 - ☐ Plan qualité projet (PQP)
 - ☐ Piping & Instrumentation Diagrams (P&IDs)
 - ☐ Fiches de vérification fonctionnelle
 - ☐ Manuel utilisateur

Livrables à générer avec la solution

- 1 document de chaque type :
 - ☐ Plan qualité projet (PQP)
 - ☐ Piping & Instrumentation Diagrams (P&IDs)
 - ☐ Fiches de vérification fonctionnelle
 - ☐ Manuel utilisateur

UC2 : Assistance du concepteur dans la conception d'éléments récurrents

Fonctions attendues de la solution

- Générer la conception de certains éléments récurrents dans le respect des règles métier (ex: tuyautage, capotage, montage de roulement, montage de clavette,...)
- Interroger le concepteur sur l'ensemble des informations nécessaires pour concevoir la solution
- Proposer différentes solutions au concepteur optimisées selon différents KPI (coût, encombrement, quantité de matière,...)
- Pouvoir répondre aux questions du concepteur sur les caractéristiques et performance de la solution proposée
- Implémenter la solution choisie par le concepteur dans le dossier technique.

Données fournies pour l'étape 2

- 1 ensemble 3D comprenant un arbre et un châssis
- Spécifications techniques et fonctionnelles du montage à réaliser (efforts, vitesses, durée de vie souhaitée, environnement,...)
- Les règles métier spécifiques à l'entreprise pour le montage de roulement

Livrables à générer avec la solution

- 1 ensemble 3D monté arbre + roulement + châssis
- 1 note de calcul justifiant la démarche de conception et précisant les caractéristiques et performances du montage réalisé (durée de vie, coefficients de sécurité, cout,...)

UC3 : Détection automatique et assistance du concepteur dans le traitement de non-conformité

Fonctions attendues de la solution

- En cours de conception, identifier des non-conformités de conception fonctionnelles (chaînes de côtes, localisation de perçages, montabilité, ...) ou normatives (cotation, normalisation...)
- Sur la base de non-conformités détectées par un vérificateur, par un fabricant ou un utilisateur et transmise sous la forme de texte, photo, schéma...
- Proposer au concepteur différentes solutions optimisées selon différents KPI (coût, accessibilité, encombrement, ...)
- Implémenter la solution choisie par le concepteur dans le dossier technique.

Données fournies pour l'étape 2

- o 1 dossier technique d'un sous-ensemble « MACHINE» incluant 1 ensemble 3D / 2D et contenant des erreurs de conception
- o 1 rapport de non-conformité (description, photo, ...)
- o Les règles métier spécifiques à l'entreprise

Livrables à générer avec la solution

- o 1 dossier technique d'un sous-ensemble « MACHINE» incluant 1 ensemble 3D / 2D corrigé
- o 1 rapport de traitement des non-conformités

UC4 : Traduction des spécifications techniques en contraintes de conception

Fonctions attendues de la solution

- A la réception de l'appel d'offres, identifier les éléments structurants et les fonctionnalités et les paramètres exigés par le client
- Intégrer les exigences et spécifications clients dans les modèles internes : revue des exigences, documentation technique, documents de synthèse des clauses contractuelles etc.

Données fournies pour l'étape 2

- o 2 ou 3 AO client (spécifications clients)
- o Dossier interne de suivi:
 - Trame de revue des exigences (type fiche affaire rappelant les principaux lots, conditions de livraison, réception, paiement, délais etc.)
 - Classification et trame de présentation des spécifications techniques internes
 - Trame de la synthèse contractuelle

Livrables à générer avec la solution

- o 1 dossier interne de suivi complété par AO

UC5 : Proposition de designs sur la base de designs historiques

Fonctions attendues de la solution

- Identifier les spécifications clients à partir d'un appel d'offres
- Analyser des ensembles ou sous-ensembles existants (référentiels internes de systèmes déjà réalisés, référentiels externes libres de droits, catalogues fournisseurs)
- Proposer une pré-conception répondant aux exigences du cahier des charges du client, incluant les paramètres techniques (cotation, normalisation...)
- Proposer au concepteur des variantes de la solution optimisées selon différents KPI (coût, accessibilité, encombrement, ...)
- Implémenter la solution choisie par le concepteur dans le dossier technique.

Données fournies pour l'étape 2

- o 1 dossier technique d'un sous-ensemble incluant plusieurs conceptions antérieures 3D / 2D avec structuration par métadonnées
- o Les règles métier en vigueur (Spécifications techniques)
- o 1 AO client (spécifications client)

Livrables à générer avec la solution

- o 1 dossier technique du sous-ensemble incluant 1 ensemble 3D / 2D répondant à la spécification client

ANNEXE 3 : FORMULAIRES DE PRE-SELECTION et DE SELECTION

- Formulaire de pré-sélection
 - o Quelles sont vos expériences et compétences dans le domaine de l'industrie et du manufacturing engineering ?
 - o Quelles sont vos expériences et compétences dans le domaine de l'intelligence artificielle ?
 - o Quelle solution souhaitez-vous proposer pour ce concours ?
 - o Sur quel(s) domaine(s) a elle été appliqué votre solution ?
 - o Quel domaine serait le plus proche du manufacturing engineering ?
 - o Quel est le TRL actuel de votre solution sur ce domaine ?
 - o Souhaitez-vous candidater sur un des use-cases proposés par les Industriels ? Si oui, le(s)quel(s) ? Si non, pour quel type d'application souhaitez-vous répondre ?
 - o Quels sont les éléments différenciants de votre proposition par rapport aux autres solutions ou aux façons actuelles d'opérer ou mode opératoire décrit en 2.1?
- Formulaire de pré-sélection
 - o A quel use-case répond votre solution (UC1, UC2, UC3, UC4, autre) ? Si Autre, merci de préciser.
 - o A quel(s) besoin(s) de ce use-case exprimé dans la fiche répond votre solution ? Répond-elle à d'autres besoins non exprimés ?
 - o Quel est le TRL de votre solution sur le use-case envisagé ?
 - o Sur quel type de technologie s'appuie la solution ?
 - o Avec quelle performance a-t-elle été mise en oeuvre sur les données techniques fournies (temps de génération, besoin de ressources...) ?
 - o Comment la solution prend-elle en compte les critères généraux
 - ☐ Cybersécurité (hébergement des datas, ...) ;
 - ☐ Traçabilité des productions de la solution (sources,...)
 - ☐ Explicabilité des productions de la solution (prévention des hallucinations,...);
 - ☐ Evolutivité de la solution (release, ...)
 - ☐ Interopérabilité de la solution avec les systèmes environnant (CAO, PLM,...);
 - ☐ Qualité de l'interface utilisateur (accessibilité, simplicité, ...) ;
 - ☐ Back-office (admin, paramétrage avancé, ...) ;
 - ☐ Maintenance.

Convention de partenariat - Challenge AI for Manufacturing

Annexe 4 : Notice d'Information

TRAITEMENT DES COORDONNEES PROFESSIONNELLES DES PARTIES

Notice d'information des Parties

La protection de vos données à caractère personnel est d'une grande importance pour les Parties, aussi les Parties prendront toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que vos données à caractère personnel sont traitées en toute sécurité.

Dans le cadre de l'exécution de la Convention XXX N° XXX (ci-après le « Projet »), les Parties agissant en tant que co-responsables de traitement, traiteront vos nom, prénom, numéro de téléphone et adresses e-mail et postale professionnelles, afin d'assurer le suivi de l'exécution du Projet.

Pour cette finalité, vos données à caractère personnel seront donc conservées pour la durée d'exécution du Projet.

En tout état de cause, vous détenez le droit d'accéder à vos données à caractère personnel. Vous avez aussi la possibilité de demander à ce que vos données à caractère personnel soient modifiées ou supprimées. Vous pouvez aussi vous opposer au traitement de vos données à caractère personnel ou demander la limitation de celui-ci.

Pour toute demande ou réclamation, veuillez envoyer un courrier électronique aux référents RGPD des Parties.

Le correspondant à la protection des Données à Caractère Personnel désigné par la Région :

Le Délégué à la Protection des Données (« DPD ») de la Région Ile de France

- Par courrier électronique : dpo@iledefrance.fr
- Par adresse postale :
Région Ile-de-France
A l'attention du Délégué à la Protection des Données
2 rue Simone Weil
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

OU

Le Délégué à la Protection des Données (« DPD ») de l'EIT Manufacturing : Christina Dimopoulou (dpo@eitmanufacturing.eu).

Vous avez également le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle à savoir de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (« CNIL »).

Notice d'information de la Région

Vos données sont collectées afin d'assurer le fonctionnement et le déroulement du Challenge. Le traitement de données est mis en œuvre par la région Ile-de-France, Pôle Développement Economique et Emploi, Direction des Politiques Economiques Régionales, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen, qui en est le responsable de traitement.

Vos données:

| | | |
|--|---|------------------------------|
| Sont-elles transmises à d'autres structures (destinataires) ? | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| <input checked="" type="checkbox"/> Structures travaillant avec la Région pour l'accomplissement de la politique | Organisateurs et Industriels du Challenge | |

| | | |
|---|------------------------------|---|
| Sont-elles transférées hors de l'Union Européenne ou auprès d'une organisation internationale ? | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Et en cas de transfert hors Union Européenne, il existe une décision d'adéquation rendue par la Commission européenne | <input type="checkbox"/> Oui | <input checked="" type="checkbox"/> Non |

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investie la région.

Les données seront conservées 6 mois à partir de la date d'ouverture aux candidatures sur la plateforme.

Vous disposez, conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016-679 et à la loi informatique et libertés n°78-17 modifiée par la loi 2018-493 du 26 juin 2018 des droits suivants :

| |
|--|
| d'un droit d'accès à vos données personnelles |
| d'un droit de rectification de vos données |
| d'un droit à la limitation du traitement de vos données. |
| d'un droit d'opposition au traitement de vos données. Dans ce cas, votre demande de participation au challenge sera rejetée. |
| d'un droit à l'effacement de vos données (droit à l'oubli) |
| d'un droit à la portabilité de vos données |

Ces droits peuvent être exercés à l'adresse électronique : donnees-personnelles@iledefrance.fr

La non-fourniture des données nécessaires au traitement entraîne l'arrêt de la procédure que vous avez commencée via le formulaire.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez joindre le délégué à la protection des données pour ce traitement, M. Manuel BEGUIER, par courriel à l'adresse suivante : cil@iledefrance.fr

Vous avez aussi la possibilité de déposer une plainte directement auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés à l'adresse suivante : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes/>

Par ailleurs, si la base légale est le consentement (case le traitement relève de votre consentement cochée), vous pouvez le retirer à tout moment. Ceci ne retirera pas le fait que les traitements effectués avant d'avoir retiré votre consentement l'ont été avec votre accord si bien qu'ils resteront licites. A réception de votre refus de consentement, vos données ne seront plus traitées et cela aura pour conséquence le rejet de votre demande de participation au challenge

Ce traitement fait l'objet d'une prise de décision automatisée : ☐ Oui ☒ Non

Annexe 11-FP Chaire IA

DOSSIER N° 25004546 - Soutien à la chaire IA

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-67-65748-167002-400

Action : 16700206- Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|
| Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) | 713 222,24 € TTC | 12,76 % | 91 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 91 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HEC PARIS

Adresse administrative : 1 RUE DE LA LIBERATION
78350 JOUY EN JOSAS

Statut Juridique : Organisme Consulaire

Représentant : Madame JENNIFER WARGNIER, CONTACT (sans fonction particulière)

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2026 - 1 janvier 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La chaire « IA et emploi », portée par HEC Paris au sein de Hi!PARIS (co-porté avec l'IPP), vise à analyser l'impact de l'IA sur le marché du travail et l'économie. Dans une logique de soutien à la recherche et à l'excellence du système académique franciliens, la Région y apporte un soutien par le biais d'une subvention de 91 000€ sur 3 ans (30 ou 31 000€ / an), qui complète un budget initiale de 240 000 €.

Coordonnés et réalisés par Antonin Bergeaud, économiste spécialiste des politiques d'innovation et de l'IA, les travaux portent sur les effets de l'IA sur les métiers et les compétences, le niveau d'intégration de l'IA par les entreprises, ses impacts sur la productivité et la compétitivité, et ses conséquences sur les valeurs et le sens au travail.

Le soutien régional renforce les moyens d'analyse et permet l'accès à des données territorialisées — notamment sur les entreprises et dispositifs franciliens d'appui à l'intégration de l'IA —, offrant un terrain d'étude unique sur les dynamiques d'adoption technologique.

Ce partenariat conforte les forces régionales d'évaluation et de prospective. Il éclaire les orientations stratégiques de la Région en matière de formation professionnelle, de soutien à l'innovation et de diffusion de l'intelligence artificielle, afin d'anticiper les mutations à venir et de favoriser une appropriation responsable et créatrice de valeur pour le territoire francilien.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|------------------------------------|------------|----------|
| Libellé | Montant | % |
| Dépenses de personnel | 621 722,24 | 87,17% |
| Dépenses matérielles et équipement | 46 500,00 | 6,52% |
| Budget de fonctionnement | 45 000,00 | 6,31% |
| Total | 713 222,24 | 100,00 % |

| Recettes (€) | | |
|---|------------|----------|
| Libellé | Montant | % |
| Fonds propres (HEC) | 289 237,52 | 40,55% |
| Confinancements privés | 61 984,72 | 8,69% |
| Subvention Région (sollicitée) | 91 000,00 | 12,76% |
| Financements AMI IA Cluster France 2030 | 271 000,00 | 38,00% |
| Total | 713 222,24 | 100,00 % |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 12 - Convention Chaire IA

CONVENTION N° 25004546 relative au soutien au Soutien à la Chaire IA et emploi (Hi ! Paris)

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2025-332 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le Bénéficiaire dénommé : ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR CONSULAIRE HAUTES ETUDES COMMERCIALES DE PARIS

dont le statut juridique est : Etablissements d'enseignement supérieur consulaires (EESC)

N° SIRET : 81775918600023

Code APE : 85.42Z

dont le siège social est situé au : 1 rue de la Libération 78350 JOUY EN JOSAS

ayant pour représentant Monsieur Andrea Masini, Doyen de la Faculté et de la Recherche

ci-après dénommé « le Bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien à la Chaire IA et emploi (Hi ! Paris) » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante N° CP 2025-332 du 20 novembre 2025.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

La Région informe le Bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2025-332 du 20 novembre 2025, la Région Île-de-France a décidé de soutenir : **HEC Paris** pour la réalisation de l'opération suivante, dont le descriptif complet figure à l'**Annexe 1** de la présente convention : **Cofinancement de la chaire "IA et emploi" confiée à Antonin Bergeaud dans le cadre du projet Hi!PARIS IA Cluster 2030** (référence dossier N° 25004546).

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une **subvention d'un montant total de 91 000 € TTC**, correspondant à **30 333,33€ TTC par an sur la période 2026-2028**. Cette aide vise à soutenir les travaux de recherche menés dans le cadre de la chaire « IA et avenir du travail », conduite au sein du centre interdisciplinaire **Hi!PARIS**, co-porté par **HEC Paris (EESC)** et **l'Institut Polytechnique de Paris (EPSCP)**.

S'articulant autour de cinq axes de recherche, les travaux réalisés dans le cadre de la chaire relèvent de l'intérêt général en ce qu'ils renforcent la connaissance de phénomènes au cœur de transformations socioéconomiques majeures. En outre, ils offrent à la Région une vision prospective approfondie, sur laquelle s'appuyer pour adapter ses politiques d'innovation, de formation et de développement économique, eu égard aux enjeux identifiés.

Le **budget prévisionnel du projet**, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé à l'**Annexe 1** à la présente convention.

ARTICLE 2 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle afférents aux travaux de recherche menés dans le cadre de la présente convention reviennent aux auteurs et au Bénéficiaire, conformément aux règles internes de gestion de la propriété intellectuelle.

A titre de contrepartie de la subvention, lorsqu'ils concernent les politiques et l'action qu'elle déploie, la Région Île-de-France se voit reconnaître un droit d'usage non exclusif, gratuit et irrévocable des travaux et conclusions issus de la recherche réalisée dans le cadre du projet, à des fins d'information, d'aide à la décision publique, de communication institutionnelle et d'évaluation des politiques régionales. À ce titre, la Région pourra faire état de ces travaux, les mentionner dans ses publications, et mobiliser leurs enseignements pour éclairer sa stratégie en matière de soutien à l'innovation, dans le respect du droit moral de(s) auteur(s) et des éventuelles exigences de confidentialité expressément notifiées par le Bénéficiaire.

L'exercice des droits d'usage par la Région Île-de-France s'effectue dans le respect des conditions suivantes :

- Mention systématique de la paternité du Bénéficiaire et des auteurs ;
- Respect de l'intégrité scientifique des travaux et interdiction de dénaturation des résultats ;
- Transmission au Bénéficiaire d'un exemplaire de toute publication ou communication publique reprenant les résultats du projet.

Le cas échéant - *i.e.* lorsque lesdits travaux portent sur les politiques régionales -, toute publication externe, notamment sous forme d'articles, rapports ou communications, portant sur les politiques régionales sur l'innovation, devra préalablement être transmise à la Région par HEC Paris. La Région disposera d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de cette transmission pour formuler, le cas échéant, des observations sur des éléments des travaux qui soulèvent des enjeux sensibles, ou appellent une mise en perspective particulière au regard des politiques régionales.

Ces observations donneront lieu, le cas échéant, à un échange écrit ou oral entre la Région et l'équipe de recherche, pour proposer des modalités de présentation adaptées aux impératifs d'indépendance scientifique du chercheur, et de communication de la Région.

ARTICLE 3 : PARTAGE DE DONNEES

La Région s'engage à mettre à disposition un ensemble de données qu'elle détient, et nécessaires au projet, dont les données sur les financements régions des différents dispositifs de soutien à l'innovation, au Bénéficiaire et à ses chercheurs et étudiants-chercheurs travaillant sous la coordination du responsable et coordinateur scientifique du Bénéficiaire, sous réserve du respect des contraintes fixées par :

- le Règlement général sur la protection des données (RGPD - Règlement UE 2016/679), lorsqu'il s'agit de données à caractère personnel,
- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,
- les obligations de confidentialité et de sécurité prévues dans les accords ou conventions liant la Région à des tiers,
- et, le cas échéant, les règles spécifiques applicables aux données publiques au sens du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA).

3.1 Transmission et garanties de conformité

La Région s'engage à transmettre au Bénéficiaire les données nécessaires à la réalisation du projet, notamment celles relatives aux dispositifs de la Région et à leurs bénéficiaires, dans le respect du cadre et des règles applicables à ces dispositifs, notamment en matière de confidentialité et de protection des données privées, en recourant à des transferts sécurisés et garantissant la confidentialité et l'intégrité des données.

La Région garantit que toutes les données transmises ont été collectées, traitées et conservées dans le strict respect du RGPD et certifie que les données personnelles transmises l'ont été avec le

consentement des personnes concernées ou sur la base d'un autre fondement juridique valide au sens de l'article 6 du RGPD.

La Région s'engage également à fournir au Bénéficiaire toute documentation nécessaire relative aux conditions de collecte, aux finalités initiales et aux droits des personnes concernées, ainsi qu'à informer le Bénéficiaire de toute restriction d'usage ou obligation particulière liée aux données transmises.

3.2 Licéité de l'usage pour la recherche et responsabilités du Bénéficiaire

La Région atteste que les données transmises peuvent être légalement utilisées par le Bénéficiaire dans le cadre du présent projet de recherche. En contrepartie, le Bénéficiaire s'engage à traiter les données transmises uniquement dans le cadre et pour les finalités du projet de recherche, à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir la sécurité des données notamment contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé, à limiter l'accès aux données aux seules personnes habilitées et nécessaires à la réalisation du projet, et à notifier immédiatement à la Région toute violation de données susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées.

3.3 Durée de conservation et usages autorisés

Le Bénéficiaire est expressément autorisé à conserver et utiliser les données transmises par la Région pour une durée de cinq années à compter de la date de transmission des livrables finaux du projet. Durant cette période prolongée, le Bénéficiaire peut légitimement faire usage de ces données exclusivement à des fins de recherche, de publications académiques et communications scientifiques, d'enseignement et de formation dans le strict respect de l'anonymisation des données personnelles. L'usage des données durant cette période demeure impérativement soumis aux mêmes obligations rigoureuses de sécurité, de confidentialité et de respect de la réglementation sur la protection des données que durant la phase active du projet.

3.4 Destruction des données

À l'expiration de la période de cinq années, le Bénéficiaire s'engage formellement à procéder à la destruction sécurisée et définitive de l'ensemble des données transmises, sauf demande expresse contraire de la Région ou obligation légale de conservation plus longue dûment justifiée.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 4.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu et les livrables sont précisés dans l'**Annexe 1** de la présente convention. La Région accepte que le Bénéficiaire adapte le contenu et les livrables aux données obtenues par la Région et la qualité de celles-ci.

ARTICLE 4.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 4.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 1 offre de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

ARTICLE 4.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le Bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 4.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le Bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le Bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le Bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le Bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention :

envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le Bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le Bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le Bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 5.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 5.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du Bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal (ou son représentant) du Bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 5.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du Bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances et à l'échéance des délais de caducité de la subvention mentionnée à l'article 5.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 5.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des paiements doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 5.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif de l'ensemble des paiements qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du Bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du Bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du Bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- l'attestation de publication d'offre de stage ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 5.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le Bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le Bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 5.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 5.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 5.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses (salaire, charges, matériel, logiciel, restauration, etc.) du Bénéficiaire sont prises en compte à compter du 1^{er} janvier 2026 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la mise en œuvre effective de la chaire au 1^{er} janvier 2026, et postérieurement à la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région. La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

Nonobstant les dispositions relatives à la résiliation, le Bénéficiaire ne sera pas tenu de rembourser la part de la subvention correspondant aux dépenses effectivement engagées et justifiées dans le cadre du projet subventionné, sauf en cas d'utilisation non conforme des fonds ou de manquement aux obligations contractuelles.

ARTICLE 8 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du Bénéficiaire fixées par les lois et règlements ou prévues par la convention ;

- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée.

Nonobstant ce qui précède, les livrables et les contenus peuvent être modifiés par le Bénéficiaire, sans impact sur la subvention, dès lors que les données transmises par la Région ne permettent pas de satisfaire les engagements.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 10 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'Annexe 1 adoptées par délibération N° CP 2025-332 du 20 novembre 2025.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le Bénéficiaire

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR CONSULAIRE HAUTES ETUDES COMMERCIALES DE PARIS
Monsieur Andrea Masini, en sa qualité de Doyen de la Faculté et de la Recherche (représentant signataire convention)

Annexe 1

Annexe technique à la CONVENTION N° 25004546 relative au soutien à la Chaire IA et emploi (Hi ! Paris)

1. Contexte et objectifs généraux

Dans le cadre de son partenariat avec l'**Institut Polytechnique de Paris (IPP)** au sein du **centre interdisciplinaire Hi!PARIS**, **HEC Paris** porte, sous la coordination scientifique d'**Antonin Bergeaud**, économiste spécialiste des politiques d'évaluation et de l'intelligence artificielle (IA), une **chaire de recherche sur l'impact de l'IA sur le marché du travail, l'innovation, et l'économie**.

Hi!PARIS est un centre de recherche et de formation consacré à l'IA et à la science des données, **co-porté par HEC Paris et IP Paris**, et **lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) "IA Cluster 2030"** du programme France 2030 (opéré par l'ANR). Ce cluster fédère les principaux établissements académiques de la région autour d'actions communes en matière d'enseignement, de recherche, d'innovation et d'entrepreneuriat.

A la demande de HEC, la **Région Île-de-France** intervient comme **partenaire scientifique**, au titre de son soutien à la recherche publique ; elle apporte un soutien à la **chaire**, à hauteur de 90 000€ versés en 3 ans sur la période 2026-2028.

S'appuyant sur des approches empiriques et de modélisation des sciences économiques, les travaux réalisés dans le cadre de la chaire visent à qualifier l'impact de l'IA sur l'emploi, à mesurer son adoption par les entreprises, à modéliser ses effets sur la productivité et la compétitivité, et à analyser ses implications sur les valeurs et le rapport au travail.

Pour l'économiste, le soutien financier de la Région conforte l'ambition du travail, renforçant les moyens de recherche et capacités d'analyse mobilisés. Il permet en outre un accès privilégié à des données empiriques quantitatives et qualitatives territorialisées sur l'emploi, l'innovation et le tissu économique franciliens en lien avec l'IA, et sur des dispositifs d'appui à son intégration – dont le Pack IA.

Le partenariat scientifique avec la Région donne également accès à un panel d'acteurs franciliens élargi - entreprises et leurs réseaux animés par la Région, ou agents de l'administration régionale. Cela constitue un terrain d'enquête précieux sur les différentes dimensions étudiées par l'équipe de recherche. Enfin, la collaboration avec la Région offre une visibilité renforcée aux travaux, facilitant leur diffusion et leur valorisation.

Ce projet s'inscrit dans une démarche générale de consolidation des capacités prospectives et d'évaluation des dispositifs poursuivie par la Région. Il contribue à la meilleure compréhension des mutations économiques à l'œuvre, et des

leviers permettant d'en accompagner les impacts. Ils permettront d'appréhender les dynamiques territoriales d'adoption de l'IA, d'analyser ses effets différenciés selon les filières et les entreprises, et d'identifier les facteurs favorisant ou freinant l'intégration.

Ces enseignements éclaireront la réflexion régionale sur les politiques qu'elle déploie en matière de formation professionnelle (marchés de formation, appui aux reconversions...), d'orientation, de développement économique et d'innovation (appui à la diffusion et au développement de l'IA), ainsi que RH (intégration de l'IA dans l'administration territoriale).

Il s'agit d'un projet de recherche à finalité exploratoire et évaluative, débouchant sur une analyse indépendante, inscrite dans le cadre du soutien régional à la recherche publique.

2. Périmètre des travaux : axes de recherche et perspectives régionales

Le programme de la chaire repose sur quatre axes de recherche préétablis, enrichis par le partenariat avec la Région : intégration de données quantitatives et qualitatives régionales difficilement accessibles, accès à des terrains d'enquêtes (entreprises, agents territoriaux), déclinaison des analyses sur au cas francilien, et ajout d'un prisme d'analyse orienté économie publique, en lien avec les politiques d'innovation, de formation et orientation et d'emploi.

Un **cinquième axe**, orienté vers les enjeux régionaux, complète le dispositif. Il introduit un prisme d'analyse orienté **évaluation d'impact et économie publique**, ajoutant une dimension opérationnelle aux travaux.

2.1 Axe 1 – Cartographie de l'effet de l'IA sur l'emploi et les métiers selon les secteurs

Cet axe vise à étudier la façon dont **l'IA recompose la structure de l'emploi, des métiers** et des **compétences**. Plutôt que d'observer les métiers dans leur ensemble, l'analyse descend au niveau des **tâches concrètes** réalisées dans chaque profession, afin d'identifier celles que l'IA peut automatiser.

En mobilisant les bases descriptives internationales O*NET et ESCO, combinées à des modèles de traitement automatique du langage, le chercheur détermine la part des tâches exposées à la substitution, complémentaires, ou non impactées par l'IA, et leur répartition selon les secteurs, les âges et les territoires.

Cette approche permet d'établir des projections sur les effets destructifs, créatifs, et modifiant la structure de l'emploi dans le temps, notamment par filières et tranches d'âge, et de repérer les métiers où l'IA génère des gains de productivité et de revenus concentrés.

Perspective régionale : déclinaison régionale de l'analyse de l'exposition des emplois à l'IA, selon les filières, les tranches d'âge et les bassins d'emploi, permettant notamment d'éclairer la réflexion sur l'adaptation des politiques de formation, d'orientation et de reconversion.

2.2 Axe 2 – Diagnostic du niveau d'intégration de l'IA par les entreprises

Ce volet doit permettre de mesurer la diffusion réelle de l'IA dans l'économie. Pour cela, il repose sur l'analyse textuelle à grande échelle des offres d'emploi (bases DARES, JOCAS et plateformes privées).

Les algorithmes de traitement du langage naturel détectent la présence de mots-clés liés à l'IA (outils, compétences, technologies, fonctions), permettant de construire un indice d'adoption de l'IA et de suivre son évolution dans le temps.

Cette méthode offre une vision dynamique et granulaire des transformations du marché du travail et du niveau d'intégration de l'IA par secteur, territoires, typologie d'entreprises, ou technologie utilisée.

Perspective régionale : diagnostic territorial de l'intégration de l'IA, selon les usages, filières et les territoires ; confortement de la capacité de ciblage des aides et de sensibilisation à l'intégration de l'IA, et de déploiement de politiques de formation et d'orientation efficaces en la matière.

2.3 Axe 3 – Impact de l'IA sur la productivité, la compétitivité, l'innovation et la croissance

Cet axe cherche à **comprendre comment l'IA modifie les dynamiques de croissance et d'innovation**, en agissant à la fois sur la productivité des entreprises, la structure des marchés, et l'innovation. L'analyse mobilise les modèles de croissance endogène. Quatre mécanismes sont particulièrement étudiés :

- **L'automatisation**, qui accroît l'efficacité dans l'exécution des tâches sans toujours se traduire en gains macroéconomiques significatifs ;
- **L'amélioration du pilotage et de la coordination interne**, qui peut renforcer la compétitivité mais aussi favoriser la concentration du marché ;
- **L'ouverture de nouveaux marchés et services**, dont l'essor dépend de la capacité des entreprises à intégrer l'IA de manière profonde et créative ;
- **L'accélération du processus d'innovation**, l'IA jouant un rôle croissant dans la génération et la sélection des idées. Une attention particulière sera portée à ce canal, à travers l'analyse des brevets intégrant des technologies d'IA. Cela permettra de mesurer comment l'intégration de l'IA dans les processus de recherche, de conception ou de production se traduit en gains de productivité et en renforcement de l'innovation.

Perspective régionale : projection sur les effets économiques et technologiques de l'adoption de l'IA sur le tissu productif francilien ; capacité à déterminer l'impact économique des aides et dispositifs de soutien à l'intégration de l'IA sur les bénéficiaires.

Données / ressources régionales : données relatives aux entreprises bénéficiaires de mesures de soutien à l'intégration de l'IA, en particulier le pack IA.

2.4 Axe 4 – Effets de l'IA sur les valeurs au travail et la perception du

changement technologique

Ce volet explore les **dimensions sociales et culturelles** de la diffusion de l'IA et son effet sur les valeurs et la perception du sens au travail. A cette fin, sont observées les modifications des tâches qui composent les métiers (automatisation, substitution, répartition du temps de travail) imputables à l'intégration de l'IA.

La méthode mise en œuvre combine l'exploitation de données quantitatives et enquêtes qualitatives. Les tâches composant une journée type sont analysées selon leur degré d'exposition à l'automatisation, puis reliées à des indicateurs de satisfaction et de sens au travail.

Ce protocole permet d'évaluer si les tâches les plus exposées sont celles perçues comme les plus valorisantes ou non, et d'identifier en conséquence les effets nets de l'IA sur la qualité du travail et la motivation.

Perspective régionale : possibilité d'une **étude prenant pour terrain** l'administration régionale cette dernière faisant précisément l'objet, à date, d'un programme RH d'intégration progressive de l'IA.

Données / ressources régionales : mise à disposition de panels d'étude (agents, lien avec des réseaux d'entreprises animés et pilotés par la Région.)

2.5 Axe 5 – Évaluation des politiques publiques de soutien à l'intégration de l'IA

Ce dernier axe, introduit dans le cadre du partenariat régional, prolonge les analyses précédentes en explorant **comment les politiques économiques peuvent accompagner et amplifier les gains de productivité liés à l'intelligence artificielle.**

Compte tenu des gains de productivité et d'efficacité identifiés, **il s'agit d'analyser, dans une logique d'économie publique,** comment les politiques publiques peuvent renforcer la diffusion et l'appropriation de l'intelligence artificielle **dans le tissu économique, et d'évaluer l'efficacité des instruments mobilisés à cet effet.**

Les travaux porteront sur la **diversité des outils mobilisables par les pouvoirs publics**, tels que les **subventions à l'investissement technologique** (à l'image des dispositifs de type *chèque numérique*), les **programmes d'accompagnement** (comme le *Pack IA*), les **prêts ou avances remboursables**, ainsi que d'autres formes de soutien à l'innovation.

L'objectif sera d'identifier, selon la nature des entreprises, des secteurs ou des niveaux d'intégration technologique, **quels types d'outils, de ciblage et de fonctionnement permettent de maximiser l'impact économique et la diffusion des usages de l'IA.**

Ce travail s'inscrit dans la continuité en dialogue avec l'autre partenariat de recherche entre HEC et la Région, au travers duquel Antonin Bergeaud coordonnera l'évaluation de l'impact des **politiques franciliennes de soutien à l'innovation.**

Données / ressources régionales : données relatives aux entreprises bénéficiaires de mesures de soutien à l'intégration de l'IA et / ou de d'outils et compétences numériques – dont le pack IA.

3. Livrables attendus

Dans le cadre défini à l'article 2 de la convention à laquelle cette note est adossée, les livrables produits contribueront aux publications et travaux d'HEC Paris de Hi ! Paris, tout en nourrissant les réflexions stratégiques de la Région sur ses politiques. Voici une liste indicative des livrables attendus :

1. Cartographie régionale de l'impact de l'IA sur l'emploi et les métiers en Île-de-France, selon les métiers, secteurs, territoires, entreprises.
2. Diagnostic régional sur l'intégration de l'IA par le tissu économique francilien, selon le secteur, la typologie d'entreprise ou le territoire.
3. Etude sur l'impact de l'IA sur la productivité, l'innovation et la compétitivité de l'économie francilienne.
4. Etude de l'effet de l'intégration de l'IA au sein des procès de travail de l'administration régionale, sur les valeurs et la perception du sens de leur travail par les agents.
5. Etude de l'efficacité, de l'efficience et de l'impact des différents outils de soutien à l'intégration de l'IA, et notamment du pack IA.

HEC Paris sera amené à adapter les livrables en fonction des données mises à disposition par la Région et de la qualité des données, sans obligation de résultats.

4. Planning prévisionnel (indicatif)

Le soutien régional est prévu sur une durée totale de 3 ans, de 2026 à fin 2028. Le calendrier suivant est proposé :

| Période | Activités principales | Axes concernés | Livrables résultats | Et |
|----------------|--|-----------------|--|----|
| S1 2026 | Cadrage méthodologique détaillé avec la Région- Accès et traitement initial des bases O*NET, ESCO, offres d'emploi, brevets- Sélection du terrain pour les enquêtes qualitatives- Démarrage revue littérature IA & emploi/productivité | Axes 1, 2, 3, 4 | Protocole consolidé + 1ère extraction de données | de |
| S2 2026 | Construction des indicateurs : exposition à l'IA, indice d'adoption, base brevets- Lancement entretiens + enquête qualitative sur le travail- Pré-analyse des données territoriales (cartographie régionale initiale) | Axes 1, 2, 3, 4 | Note d'avancement n°1 : diagnostic initial (emploi / adoption IA) | |
| S1 2027 | Modélisation avancée (emploi, adoption, productivité)- Analyse comparée des dispositifs IA (subventions, packs, | Axes 1, 2, 3, 5 | Working paper 1 (IA & emploi), Briefing Note Région (exposition IA par bassin) | |

| | | | |
|----------------|--|-----------|---|
| | etc.)- Construction des indicateurs d'impact par type d'entreprise | | |
| S2 2027 | Finalisation de l'enquête terrain (valeurs au travail)- Analyse de l'impact différencié des politiques publiques (Pack IA, aides ciblées)- Dialogue avec le projet d'évaluation global Innov'up / pôles | Axes 4, 5 | Working paper 2 (valeurs et sens), Note de recommandation régionale sur l'impact des aides IA |
| S1 2028 | Consolidation des résultats tous axes Préparation des publications scientifiques et articles policy briefs-Préparation restitution grand public / institutionnelle (région + partenaires cluster) | Tous axes | Working paper 3 (IA & productivité / brevets), Dossier de synthèse pour la Région |
| S2 2028 | Restitution finale au Comité de pilotage Révision des publications pour soumission scientifique Appui à la définition d'un plan d'action régional (formation, emploi, diffusion IA) | Tous axes | Rapport final - Région IDF + recommandations stratégiques |

5. Budget

Voici le modèle économique de la chaire, soit la composition des **713 222,24 €** TTC sur 2026-2028, avec une subvention régionale de **91 000,00€**.

| Dépenses directes | 2026 | 2027 | 2028 | Détails / commentaires |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|---|
| Dépenses de personnel | 185 837,50 € | 225 919,74 € | 209 965,00 € | 1 doctorant recruté en 2026 Environ 15% du temps de travail doctorant pour analyse de données dédiées 5 pré-doc (étudiants en master) sur 5 missions de six mois 2 pré-doc de six mois sur les analyses spécifiques régions + production analyses et mise en forme livrables régions |
| Matériel & Equipement | 21 000,00 € | 15 500,00 € | 10 000,00 € | Location d'une machine virtuelle pour utilisation de modèle LLM local (type Mistral ou Deepseek) |

| | | | | |
|---------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|---|
| | | | | 25% des besoins matériels (utilisation de la machine virtuelle et maintenance du tracker IA ile de France) |
| Budget de fonctionnement | 9 500,00 € | 17 500,00 € | 18 000,00 € | Enquête Bilendi (6000) en 2027 Voyages pour conférence et workshops (14000) Organisation de conférence en 2028 (10000) 25% budget fonctionnement (notamment extension de l'enquête à des observations régions) |
| Total | 216 337,50 € | 258 919,74 € | 237 965,00 € | 713 222,24 € |

Voici ci-après la répartition des sources de financement (par poste de dépenses) :

| Dépenses directes | Budget total | Part subvention IA Cluster | Part cofinancement Région IdF | Fonds propres HEC Paris | Part cofinancements privés |
|----------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| Dépenses de personnel | 621 722,24 € | 223 875,00 € | 78 000,00 € | 287 862,52 € | 31 984,72 € |
| Matériel & Equipement | 46 500,00 € | 23 625,00 € | 7 875,00 € | - € | 15 000,00 € |
| Budget de fonctionnement | 45 000,00 € | 23 500,00 € | 5 125,00 € | 1375,00 € | 15 000,00 € |
| Total | 713 222,24 € | 271 000,00 € | 91 000,00 € | 289 237,52 € | 61 984,72 € |

Soit environ 51% de subventions publiques et 49% autres financements (fonds propres et financements privés entreprises mécènes du centre).